

Bimensuel Numéro 84 du 11 septembre 1980 - 10 ff - 70 fb - 6 fs

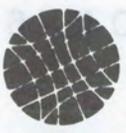
INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS



Pologne

**La victoire au bout
de la grande grève**



INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

Sommaire

Numéro 84 du 11 septembre 1980

Page 3	POLOGNE Le début d'une ère nouvelle	Charles-André UDRY
Page 5	La victoire au bout de la grande grève	Cyril SMULGA
Page 14	Documents : 1956 : La révolte de Poznan	E. GERMAIN
Page 19	Le programme de la IVe Internationale pour la révolution politique	
Page 23	1970-1976 : Les étapes de la montée ouvrière	Peter GREEN
Page 30	La crise et l'éventail des fausses solutions	Peter GREEN
Page 34	CARAIBES La lutte de classes à Grenade et dans les Caraïbes Interview avec M. Bishop, Premier ministre de Grenade	
Page 40	ASIE DU SUD-EST L'évolution des partis communistes thaï et philippin	Paul PETITJEAN
Page 47	CHINE Un appel pour la libération de Liu Qing	

Abonnement - 1 an - 25 numéros

POUR TOUS PAYS : 180 francs français
 PAR AVION : Europe, 220 ff; Amérique, Afrique, Asie, 270 ff (ou respectivement
 70 dollars US, 75 dollars canadiens)
 Afrique du Nord : 225 ff; Moyen-Orient : 225 ff
 PLI FERME : France, 300 ff; 350 ff
 PLI FERME PAR AVION : nous écrire

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat Unifié de la IVe Internationale.

NOM :

Prénom :

Adresse :

Pays :

VERSEMENT : Chèques postaux ou bancaires à l'ordre de :
 PEC (Presse-Edition-Communications), adressés à :
 PEC - 2, rue Richard Lenoir - 93100 - MONTREUIL (France)

VIREMENT à :
 PEC - BNP - Agence Robespierre
 153, rue de Paris - 93100 - MONTREUIL (France)
 Compte numéro 230179/90

Le début d'une ère nouvelle

Charles-André UDRY

LES travailleurs polonais, en s'emparant du mot d'ordre «*L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes*», ont fait vaciller la caste bureaucratique et trembler tous les suppôts de la stabilité en Europe.

Il y a plus de deux mois, la classe ouvrière commença à se mobiliser pour battre en brèche une décision gouvernementale d'augmentation des

prix des biens alimentaires. Les travailleurs ont obtenu rapidement de substantielles augmentations de salaires. Les premières victoires ont accru leur confiance en leurs propres forces. Ces combats leur ont permis de faire un bond en avant dans leur organisation. Prenant appui sur ces gains, ils ont de suite avancé des revendications qui vont bien au-delà de la question du prix de la viande. C'est le pouvoir de la caste bureaucratique qu'ils mettent en question.

LES TRAVAILLEURS ASSOCIÉS ET LA GESTION ECONOMIQUE

Les travailleurs, forts de leurs connaissances acquises dans les entreprises et ayant tiré les leçons des multiples promesses des Gomulka, Gierk et Babiuch, désignent la racine de la crise: le régime bureaucratique. Ils comprennent que «les mauvais choix économiques» — que le gouvernement est contraint de reconnaître chaque fois que la classe ouvrière élève la voix — sont le produit inévitable d'une gestion bureaucratique, c'est-à-dire d'une planification dont l'impulsion est donnée par la combinaison (parfois contradictoire) des intérêts d'une couche privilégiée de managers et des besoins de ceux qui ont la haute main sur un appareil d'Etat avec lequel s'identifie l'appareil du Parti. Une telle gestion ne peut qu'augmenter les distorsions et les gaspillages de toutes sortes, auxquels s'ajoutent les pressions du marché mondial et les effets de la récession des économies capitalistes.

Or, dans une économie où tous les principaux moyens de production sont propriétés d'Etat, où leur appropriation privée est constitutionnellement interdite, où l'Etat dispose du monopole du commerce extérieur et où existe un système centralisé de planification, il n'y a de fonctionnement optimum possible de l'économie que dans la mesure où il existe un contrôle démocratique sur la planification, la production et la distribution par les travailleurs associés. C'est ce que comprennent instinctivement les travailleurs polonais lorsqu'ils déclarent: «*Il faut que les syndicats puissent discuter dans chaque entreprise des plans de production. C'est le seul moyen d'éviter certaines erreurs catastrophiques comme cette nouvelle usine d'éléments préfabriqués pour la construction ici, à Gdansk, alors que les deux premières ne fonctionnent qu'à 30 ou 40% de leurs capacités.*»

Il ne fait pas de doute que les plus conscients des travailleurs, après avoir été soumis des années

LE SYSTEME BUREAUCRATIQUE FRAPPE AU COEUR

Les ouvriers des chantiers navals de Gdansk ont ouvert la vanne et toute la puissance de la classe ouvrière a surgi — les travailleurs manuels forment plus de 49 pour cent de la population. Un mouvement ouvrier indépendant prend alors son essor. C'est la première fois que cela se produit dans les «démocraties populaires». C'est un événement d'une portée historique.

En fait, depuis 1970 et de façon plus accélérée depuis 1976, les travailleurs polonais ont rassemblé leurs forces dans les usines, sur les lieux de travail. Depuis l'explosion de juin 1976, nombreuses ont été les mobilisations et les revendications se sont faites de plus en plus précises, orientées dans le sens de la formation d'organes autonomes des travailleurs dans les entreprises.

Tout ce processus moléculaire produit aujourd'hui ses fruits au grand jour. La circulation d'un journal comme *Robotnik* (*L'Ouvrier*) contribua à établir des liens, même ténus, entre les multiples expériences de lutte, d'organisation, entre les différents groupes de travailleurs qui affinaient leurs revendications et leurs tactiques de lutte.

Aujourd'hui, l'action des travailleurs de Gdansk, de Szczecin, de Wrocław, de Nowa Huta (aciéries), d'Ursus (usine de tracteurs), la nature précise de leurs revendications et les modalités comme le degré de leur auto-organisation, frappent au cœur le système de domination de la bureaucratie. En effet, fondamentalement, la survie de cette

couche de privilégiés dépend de sa capacité de maintenir la dépolitisation et la fragmentation des masses laborieuses, comme de mettre un frein à leur activité. Répression, monopole bureaucratique de l'information, contrôle strict d'institutions telles que les syndicats, le régime du parti unique, l'organisation de toutes les sphères de la vie sociale et politique — ce que Kuron et Modzelewski appelaient «l'organisation de la désorganisation» — forment l'arsenal de la bureaucratie pour empêcher toute renaissance de l'action et de l'organisation des travailleurs.

Cependant, le cumul des expériences de luttes qui permirent de forger peu à peu une couche de travailleurs aguerris et capables d'utiliser les maillons faibles du régime — ainsi que la profondeur de la crise économique avec ses répercussions sur la direction bureaucratique — créèrent les conditions pour commencer à surmonter les obstacles dressés par la bureaucratie.

Les revendications de création d'un syndicat libre et indépendant et d'abolition de la censure — reprise par tous les comités de grève — représentent une atteinte insupportable à des privilèges bureaucratiques dont dépendent beaucoup d'autres, matériels, que cette caste s'octroie. C'est pour cette raison que Gierk se montra tout d'abord prêt à faire beaucoup de concessions sur le plan matériel — y compris à élever une statue en l'honneur «des éléments provocateurs et anti-socialistes» que sa police assassina en 1970 —, mais pas à accepter un syndicat effectivement libre et indépendant.

durant au chantage sur les difficultés économiques, ont perçu la précarité des augmentations de salaires ou même de l'échelle mobile. Pour faire face à la crise chronique, ils doivent disposer d'un instrument propre, apte non seulement à défendre leurs intérêts matériels, mais aussi à faire valoir leurs droits, leurs choix, au niveau économique: un syndicat libre et indépendant, la possibilité de communiquer entre eux et de faire connaître publiquement leurs opinions, notamment sur les grands problèmes de politique économique et les choix fondamentaux que celle-ci implique.

Face à la crise, la bureaucratie a fourni une réponse diamétralement opposée à celle des travailleurs: ces derniers doivent travailler plus, accroître leur discipline, accepter les sacrifices «nécessaires pour la Pologne»... des Gierek, Ba-biuch, Jagielski!

LA QUESTION DU POUVOIR

Une fois de plus, la montée ouvrière en Pologne indique que tout renforcement du mouvement ouvrier, toute action organisée de la classe ouvrière va dans le sens de l'instauration d'une démocratie socialiste, c'est-à-dire d'un régime où le pouvoir politique est aux mains du prolétariat parce qu'il s'exerce au moyen de conseils ouvriers et populaires élus démocratiquement, dans lesquels toutes les positions peuvent s'exprimer (ce qui implique un système multipartis et la liberté de presse et de réunion), où la planification est soumise aux choix stratégiques et au contrôle démocratique des travailleurs.

L'opposition radicale entre ces deux types de réponse à la crise trace la ligne de partage qui divise la Pologne aujourd'hui. D'un côté, une couche minoritaire, privilégiée et parasitaire, qui prétend représenter les travailleurs alors qu'elle les a expropriés de tous leurs droits politiques et a détruit leurs organisations indépendantes; de l'autre, le prolétariat, dont le renforcement quantitatif, l'élévation du niveau de qualification et de culture en font le candidat à la gestion économique et sociale du pays et dont l'action présente révèle à la fois la volonté et la capacité d'accomplir cette tâche. Voilà le vrai clivage en Pologne. Ce ne sont pas les fausses perspectives données par les miroirs déformants de l'idéologie catholique ou des discours réformistes du groupe «*Expérience et avenir*», etc., qui divisent actuellement la Pologne.

La démocratie directe et de masse qui préside à l'organisation de la grève, les débuts de coordination entre les divers MKS (comités de grève inter-entreprises), la discussion d'une presse ouvrière faite par les grévistes, les revendications mêmes des travailleurs, leur attachement à préserver l'outil de travail, etc., tout cela indique que la dynamique de fond d'un mouvement d'une telle ampleur va dans la direction de cette démocratie socialiste. Mais l'instauration d'un tel régime implique la liquidation de la domination bureaucratique, le renversement de la caste au pouvoir et le passage du pouvoir politique et

économique dans les mains des travailleurs. L'affrontement en cours en Pologne met à l'ordre du jour cette question, celle de la révolution politique.

C'est ce qui fait pâlir les Gierek ou les Rakowski. C'est ce qui suscite une puissante crise dans les sommets de l'appareil du POUP. C'est ce qui stimule les mécontentements, les pétitions et les reclassements dans les rangs du «Parti». C'est ce qui pousse la bureaucratie de l'Eglise à accorder avec empressement son soutien à celle du Parti (*L'Humanité* ne s'y est pas trompée. Elle a donné la parole dans ses colonnes au primat de Pologne et non au MKS).

C'est pourquoi aussi les «experts intellectuels» ont prôné la modération, ne pouvant ni ne voulant répondre au problème du pouvoir. C'est aussi pour cela que les Schmidt, Giscard et Carter, ont fait savoir au Premier secrétaire du POUP qu'ils étaient prêts à l'aider, «pour des raisons politiques» comme l'a souligné le chancelier allemand. C'est pour cela aussi que des banques occidentales ont accordé de nouveaux et généreux crédits au régime Gierek.

Cette montée ouvrière, comme les développements du «Printemps de Prague» en 1968, met objectivement à l'ordre du jour la nécessité d'un Congrès des comités de travailleurs, qui serait le levier de la centralisation, de l'action et de la volonté ouvrière et constituerait la première réponse à la question cruciale du pouvoir.

Les travailleurs, à juste titre, déclarent que l'incapacité du gouvernement nourrit la crise. Ce gouvernement n'a pas le soutien des masses. Gierek, lui-même, ne déclare-t-il pas que les «*liens du Parti avec la classe ouvrière ont été profondément ébranlés*»? Dès lors, quoi de plus logique que les travailleurs fassent connaître, après discussion, leurs solutions, pour échapper au piège de la crise? L'instrument le plus adéquat pour ce faire n'est-il pas l'élection de délégués ouvriers des usines et des comités de quartiers pour un congrès qui discuterait des diverses solutions proposées par tous les courants d'opinion?

L'avant-garde ouvrière en Pologne, aujourd'hui ou demain, devra élaborer sa réponse à cette question du pouvoir. Y renoncer serait permettre à la bureaucratie, quels que soient les subterfuges, les compromis et les reculs réels mais momentanés, d'imposer finalement sa solution aux masses laborieuses.



«Solidarité» — Bulletin quotidien du MKS. Un outil de débat, d'information et d'élargissement de la grève. Le syndicat indépendant autogéré veut aujourd'hui en faire un quotidien national.

METTRE A PROFIT UN RAPPORT DE FORCES FAVORABLE

Pour l'instant, les travailleurs ont l'initiative. Ils sont parvenus à faire reconnaître les MKS, puis à obtenir des concessions substantielles sur de nombreux terrains, en particulier celui de la reconnaissance de leur droit de former des «syndicats autonomes autogérés». Plus une telle situation se prolonge, plus les liens se tissent entre ceux de Gdansk, de Szczecin, ceux de Nowa Huta et des mines de Silésie, plus les failles sont élargies dans le système du monopole de l'information, plus les possibilités s'accroissent d'une maturation de la conscience politique d'une couche importante de travailleurs. C'est ce que craignent au plus haut degré toutes les fractions de la bureaucratie. Elles ont tout tenté et ne renonceront jamais à chercher à maintenir la fragmentation du mouvement: l'arrestation des membres du KOR pour éviter qu'ils puissent jouer un certain rôle de centralisation entre les divers foyers de luttes a eu cette fonction. La bureaucratie polonaise tentera de circonscrire les concessions dans un cadre institutionnel le plus contrôlable possible, et cela se vérifiera lorsque les projets de législation syndicale viendront à l'ordre du jour de la Diète. Si elle accepte d'accorder le «plus possible» pour obtenir la normali-

sation rapide, elle s'emploiera immédiatement à organiser la contre-offensive dans le futur, qui pourra mêler, comme cela s'est fait dans le passé, la corruption, les tentatives de division et finalement la répression contre les secteurs irréductibles du mouvement.

Cela ne signifie pas que les travailleurs ne pourront pas tirer bénéfice, pour organiser leurs forces, de ce compromis instable qui a conclu le premier affrontement, qui marque un premier pallier dans la lutte d'ensemble entamée par la classe ouvrière polonaise.

La menace d'intervention militaire du Kremlin, qui a été utilisée jusqu'à la dernière minute des négociations, a certainement pesé et continuera de le faire sur tous les grévistes, sur tous les travailleurs polonais, même si elle s'est révélée incapable de paralyser leur capacité d'initiative (ce qui est une leçon très importante pour tous les travailleurs des «démocraties populaires»). Gierk et tous les courants dans la bureaucratie ont mis et continueront d'utiliser cette «menace» —à laquelle plus d'un céderait comme ultime recours pour leur survie— pour accroître la pression sur les masses. La nervosité exprimée par les bureaucra-

ties «sœurs» (la *Pravda* qui part en guerre contre «les éléments anti-socialistes et contre-révolutionnaires infiltrés parmi les travailleurs», *Scinteia*, l'organe du PC roumain, qui porte une violente attaque contre l'utilisation de la grève, *Rude Pravo*, organe du PC tchécoslovaque qui demande aux commissions ouvrières tchécoslovaques d'être plus sensibles aux revendications de la base) ne peut qu'augmenter le poids de la menace d'une mise au pas avec l'aide des «blindés amis».

Pour soulever cette chape de plomb qui pèse sur les épaules des ouvriers de Gdansk, l'émergence de l'activité des masses dans d'autres «démocraties populaires» serait l'aide la plus efficace. Mais dans l'immédiat, le développement du mouvement de solidarité ouvrière le plus vaste, particulièrement en Europe capitaliste, reste l'appui indispensable et le plus concrétisable. Contraindre par de multiples initiatives les partis ouvriers et les syndicats qu'ils dirigent —en particulier, les PC ou des courants dans les PC— de participer en front unique à cette solidarité prolétarienne et internationaliste représente la toute première tâche des marxistes révolutionnaires. C'est ce que la IVe Internationale fait et fera. □

Le 1er septembre 1980

Pologne

La victoire au bout de la grande grève

Cyril SMULGA

LE 1er juillet 1980, en décidant en catimini d'une augmentation des prix de la viande distribuée dans les magasins d'entreprise, la bureaucratie polonaise déclenchait la plus grande crise politique depuis 1948. Après les premières grèves, suivies des reculs du pouvoir, c'est plus d'une centaine d'entreprises qui se mettaient en grève courant juillet, souvent en élisant leurs représentants. Les bulletins ronéotés de l'opposition se faisaient les porte-parole du mouvement, popularisant les revendications et les formes de lutte les plus avancées. Lublin, une ville industrielle de l'Est de la Pologne,

à une cinquantaine de kilomètres de la frontière soviétique, est paralysée pendant quelques jours par une grève générale. Mais le travail reprend avant que les diverses entreprises aient pu organiser une direction commune de la grève (1). Fin juillet, les bureaucrates commencent à accorder les avantages arrachés par les grévistes à des entreprises non encore touchées par le mouvement, où l'exemple des victoires d'autres travailleurs risquerait d'être suivi. C'est le cas notamment à Poznan, où les travailleurs de *Cegielski* (wagons et moteurs de navires) arrachent la victoire pour presque toutes les entreprises de la ville, comme ils l'ont déjà fait en juin 1956 (l'entreprise s'appelait alors *Zelmo*).

CONTROLLER L'APPLICATION DES REVENDICATIONS

Ce qui marque en particulier ce mouvement, c'est, dès les premiers jours, la volonté des travailleurs de contrôler l'application des revendications qu'ils ont arrachées. A Ursus, près de Varsovie, la commission ouvrière élue durant la grève, se maintient. A Lublin, les cheminots obtiennent le renouvellement des syndicats locaux. A Bielsko-Biala, les 15000 ouvriers de l'usine *FIAT*, s'étant aperçus que les promesses qui leur ont été faites après une première grève, les 16, 17 et 18 juillet, ne sont pas tenues, débrayent à nouveau début août. Il en va de même

de ceux de *WSK-Swidnik*, qui, après avoir débrayé et signé un accord début juillet, s'arrêtent de nouveau deux semaines plus tard. Ils ont compris qu'on pouvait gagner plus que les 7 pour cent qui leur ont été accordés. Ils obtiennent alors 15 pour cent.

L'opposition, et en particulier le Comité d'auto-défense sociale, *KOR*, popularise le mouvement, montre qu'il est possible de gagner. Ailleurs, c'est l'incurie même des bureaucrates, soucieux de donner le moins possible, qui favorise l'extension des grèves. Ainsi, à Bierun Stary, dans une entreprise de matières synthétiques où 170 travailleurs sur les 2000 qu'emploie l'entreprise ont fait grève, le 1er août, la direction cède: 20 pour cent d'augmentation des salaires, mais pour les seuls 170 grévistes ! L'histoire se répète dans une verrerie de Walbrzych. A Varsovie, tout le monde parle de la victoire des éboueurs qui, après avoir obtenu une augmentation de 700 zlotys égale pour tous, réclament une prime pour travail insalubre. Et on commence à parler de Lublin, où

les cheminots ont obtenu des élections libres au syndicat, avec le droit de présenter autant de candidats qu'ils voudront. Dans un pays où la «coutume» veut que le bureau sortant présente une liste bloquée, unique, dans laquelle il y a parfois —preuve de démocratie aigüe— une place réservée pour les propositions de l'assemblée, le choc est de taille.

Le 10 août, le *KOR* parle, dans une déclaration, de 150 entreprises au total en grève depuis le début juillet. Il souligne «la bonne organisation» des grèves et la «solidarité des ouvriers». Insistant sur la création dans certaines entreprises «d'authentiques représentations ouvrières» qui préparent de nouvelles élections aux syndicats «afin que les travailleurs soient réellement représentés dans les comités d'entreprise», il appelle les travailleurs à «approfondir leur solidarité». «Dans le cas contraire, écrit-il, les autorités vont s'efforcer d'étouffer sans pitié le mouvement ouvrier comme cela fut le cas en juin 1976.» L'appel sera entendu.

Lui aussi avait été licencié. Quelques minutes plus tard, les travailleurs du département *K-3* se réunissent en assemblée générale. Ils décident de débrayer, confectionnent une banderole qui exige la réintégration d'Anna Walentynowicz, forment un cortège qui se rend devant les bureaux de la direction. Les autres départements débrayent, un à un. Vers 8 heures, la grève est totale. Les grévistes massés devant le bâtiment de la direction tiennent une assemblée générale, élisent un comité de grève après avoir discuté d'une liste de revendications en 11 points (cf. encart ci-contre).

Le directeur, lui aussi un ancien membre du comité de grève de décembre 1970 —symbole des mille et une façons qu'emploie la bureaucratie pour détruire toute représentation ouvrière indépendante— reçoit le comité de grève. Il accepte la réintégration d'Anna, celle de Lech Walesa, le prince de la construction d'un monument à la mémoire des assassinés de décembre 1970. Il promet que les organes d'information publieront des informations sur la grève. Une voiture, mise à la disposition des grévistes par la direction, va chercher Anna Walentynowicz chez elle. Elle est cooptée au comité de grève, ainsi que Walesa, qui rentre au chantier un peu plus tard. «*Mais nous ne pouvons décider du reste, laissez-nous le temps de consulter... On vous répondra dans huit jours.*» La question du pouvoir central, seul responsable de la situation et seul habilité à décider, éclate aux yeux de tous. «*La situation de notre patrie est difficile, seul le travail patient, acharné, la réalisation des objectifs du plan, peuvent améliorer la situation. Reprenez le travail, nous continuerons à discuter avec vous.*»

1 - Gdansk : Jeudi 14 août, 6 heures du matin

Au chantier naval *Lénine* de Gdansk, la situation était tendue depuis quelques jours. Le 10, la direction avait licencié Anna Walentynowicz, militante du Comité provisoire pour la constitution des syndicats libres de la Côte baltique, alors que celle-ci était en congé maladie. Motif: faute professionnelle. Mais les travailleurs savent: Anna doit payer pour la grève qui, début juillet, paralysait un département du chantier naval contre la hausse des prix. On discute, on se rappelle que Anna, mutée en décembre 1979 après une manifestation de plus de cinq mille travailleurs à l'occasion

de l'anniversaire du massacre des grévistes de 1970, a été réintégrée grâce à la solidarité. La grève est dans l'air, il ne manque que l'impulsion.

Jeudi 14 août, 6 heures du matin. Les militants du Comité provisoire distribuent plusieurs milliers de tracts et le dernier numéro de *Robotnik*, celui-ci rend compte des grèves de juillet et raconte comment ceux d'Ursus s'étaient organisés (2). Parmi eux, Leszek Walesa, ancien dirigeant de la grève de 1970, bien connu dans l'usine.

DISCUTER ICI ET MAINTENANT

Le comité de grève revient en assemblée générale vers 16 heures. Les propositions du directeur se heurtent aux sifflets des ouvriers. «*C'est ici et maintenant que l'on doit discuter*» lance un ouvrier. Applaudissements. Tous sentent que leur force, dont le retour de Walentynowicz et de Walesa dans leurs rangs est la preuve, vient de leur unité.

LES ONZE REVENDICATIONS

- | | |
|--|--|
| <ol style="list-style-type: none"> 1. Réintégration immédiate d'Anna Walentynowicz à son poste; 2. 2000 zlotys pour tous; 3. Alignement des allocations familiales sur celles de la milice; 4. Alignement de toutes les retraites sur le régime le plus favorable; 5. Publication immédiate par la presse, la radio, la TV, d'informations exactes sur les grèves; 6. Construction d'un monument à la mémoire des martyrs ouvriers de décembre 1970, à la porte du chantier naval; | <ol style="list-style-type: none"> 7. Dissolution du conseil d'entreprise du syndicat (officiel, ndlr.); 8. Suppression du réseau des magasins dits «commerciaux» (qui vendaient la viande 100 pour cent plus cher, ndlr.); 9. Retour et réintégration de Lech Walesa, licencié précédemment; 10. Dissolution des syndicats officiels au niveau central; 11. Libération immédiate de tous les prisonniers politiques. |
|--|--|

(1) Voir à ce sujet notre dossier dans «*Inprecor*», numéro 82-83 du 31 septembre 1980, qui présente notamment le récit des grèves fait par l'opposition.

(2) Le compte-rendu de la grève d'Ursus par «*Robotnik*» avait été publié dans «*Inprecor*», numéro 82-83.

S'ils se séparent, s'ils reprennent le travail, ils perdront l'initiative. Une nouvelle proposition, acclamée par la foule est faite: «*Installons un système de sonorisation qui permette, grâce au réseau de mégaphones de l'usine, que chaque gréviste entende les discussions avec EUX.*» Le comité de grève est élu. On forme un service d'ordre chargé d'assurer l'ordre pendant l'occupation. Le service d'ordre, dont on reconnaît les membres par un brassard jaune, forme des piquets, contrôle tous les camions qui entrent ou sortent de l'usine. Une décision est prise: «*Pendant la grève, on ne boit pas ! Tout l'alcool doit être saisi !*» (3). Près de 15000 ouvriers sont présents car l'équipe de jour est arrivée. Il est 16h30.

Une seconde négociation s'ouvre à 17 heures. La sonorisation permet à tous les grévistes de suivre son déroulement. Ils interviennent fréquemment, pour compléter les explications des membres du comité de grève ou pour répondre aux dires des bureaucrates. La direction tente de reprendre l'avantage: royal, le directeur lance du haut de sa fonction: «*Nous vous accordons 1200 zlotys d'augmentation pour tous, ainsi qu'un point de plus sur l'échelle des salaires. Reprenez le travail pour...*» On ne le laisse pas finir, des cris «*On connaît !*», «*Ça va comme ça !*», fusent. Le secrétaire du Parti s'engage par écrit sur la non-répression des grévistes, signe l'accord pour le monument, reprend un appel au travail «*Au nom des intérêts de la classe ouvrière, du pays...*». «*La classe ouvrière, c'est nous !*», on le remet à sa place. Les négociations sont interrompues à nouveau, la direction n'ayant rien de plus à proposer. «*Nous en discuterons avec les autorités compétentes...*», «*Laissez-nous le temps, une à deux semaines...*». Tout se brise sur la liberté des élections syndicales.

Nouvelle assemblée générale avec les membres du comité de grève. On précise les revendications:

- reprise immédiate des discussions;
- le comité de grève doit être un organe permanent, il se maintiendra après la reprise du travail;
- tous ceux qui ont été licenciés depuis 1970 doivent être réintégrés. Une liste circule, on se rappelle les noms des camarades. En un rien de temps, elle compte déjà plusieurs dizaines de noms;
- le point 10 de la liste des revendications est reformulé pour qu'il n'y ait pas d'équivoque possible: dissolution du Conseil central des syndicats (4).

La négociation reprend, puis est de nouveau suspendue à 23 heures pour la nuit. Des délégations d'autres entreprises de la ville commencent à arriver, acclamées. Ceux du «port du Nord» —immense terminal pour la houille et les hydrocarbures, construit au début des années soixante-dix— expliquent qu'ils sont en grève et proposent un échange de représentants entre les deux co-

mités de grève. Puis, ceux des autobus et tramways viennent informer qu'ils ont décidé la grève pour le lendemain. Le 15 août, les entreprises s'arrêtent une à une. D'abord, celles qui coopèrent avec le chantier naval —comme *Elmor* qui avait déjà débrayé début juillet— puis toutes les autres. Dans la soirée, la grève est générale à Gdansk et commence à s'étendre à la région.



La signature de l'accord par le vice-ministre Mieczyslaw Jagielski et Lech Walesa

2 - De Gdansk à l'ensemble du littoral de la Baltique, la grève générale

Les entreprises en grève commencent à envoyer, à l'instar de ceux du «port du Nord», des représentants à *Lénine*. Pour mener des négociations en commun lorsque ceux-ci ont été élus et mandatés, pour «voir comment il faut faire» quand ce sont des groupes de travailleurs qui n'ont pas la même tradition de lutte que ceux de Gdansk. «*Les trois premiers jours ont été les plus durs*, explique un délégué du chantier naval *Commune de Paris* de Gdynia, *personne ne savait vraiment comment faire. Le 17 août, un tout petit groupe de jeunes s'est réuni et a fait le tour des ateliers. Ils se sont mis immédiatement en contact avec ceux de Gdansk, on a adopté les mêmes revendications et dans chaque atelier, des délégués ont été élus*» (5).

Alors que les communications téléphoniques entre Gdansk-Gdynia-Sopot et le reste du pays sont coupées, le 15 août vers 13 heures, il y a déjà dans la région plus de 50000 grévistes. Le rétablissement des communications devient immédiatement

l'ultimatum des grévistes sans la réalisation duquel ils refusent de négocier. «*Nous sommes fermement décidés à poursuivre notre mouvement jusqu'à ce que nos revendications soient satisfaites*», explique Anna Walentynowicz, résumant le

(3) Ce qui éclaire singulièrement les explications des bureaucrates sur l'alcoolisme des ouvriers. Dès que ceux-ci commencent à jouer le rôle qui est le leur, s'occuper des affaires du pays, «l'alcoolisme», comme le «désespoir», disparaissent. Durant les dix-huit jours de grève, les 15000 à 17000 travailleurs du chantier, mais aussi tous les autres de la région, ne boiront pas une goutte d'alcool. C'est au tour des bureaucrates de trinquer !

(4) Nom de la centrale officielle, unique, des syndicats polonais. Dans l'appareil bureaucratique polonais, elle se distingue par son rôle de voie de garage pour les bureaucrates écartés de la direction: ils gardent leurs privilèges, leurs honneurs, etc., peuvent se consacrer à leur «hobby» favori.

(5) Interview à «Rouge», numéro 933 du 29 août 1980.

sentiment général. Le comité de grève passe de dix personnes au début du mouvement à plus de cent. «*Démocratie*» devient le mot-clé de la grève. En tant que revendication d'abord, c'est le sens de toutes les «*précisions*» apportées aux revendications initiales, mais aussi en tant que moyen de lutte le plus efficace, que les travailleurs découvrent massivement.

Samedi, les négociations reprennent, malgré le blocus téléphonique. De Varsovie, un vice-Premier ministre, Tadeusz Pyka, arrive pour mener les négociations aux côtés de la direction et du secrétaire du Parti du département, Fiszbach. Ils proposent 1500 zlotys d'augmentation si le travail reprend. Le comité de grève refuse. Mais les délégués d'atelier, élus la veille à la demande du directeur «*pour que votre représentation soit plus démocratique* (sic)» hésitent. 1500 zlotys, ce n'est pas rien. Dehors, l'assemblée qui suit les négociations grâce à la sonorisation, manifeste sa désapprobation : «*Deux mille, deux mille !*» et approuve celui qui devient la figure centrale du comité de grève : «*Walesa ! Walesa !*», «*Qu'il vive cent ans !*» (ce cri deviendra d'ailleurs le leit-motiv du mouvement, la façon la plus claire de manifester la représentativité du comité de grève). Les négociations sont suspendues. Une assemblée générale houleuse commence.

«*Si vous reprenez le travail, personne n'obtiendra rien ailleurs*» explique un représentant du dépôt des bus. Puis il apprend aux travailleurs du chantier que le même vice-Premier ministre leur avait proposé 2100 zlotys d'augmentation, à condition qu'ils reprennent sans informer les autres. Walesa reprend l'argument : «*Nous n'avons pas le droit de lâcher ceux qui se sont mis en grève pour nous soutenir. Nous devons continuer la grève jusqu'à la victoire de tous !*». Tonnerre d'applaudissements. Il propose d'élire de nouveaux délégués d'atelier, car les premiers ne représentent plus le mouvement. Nouveaux applaudissements. Les travailleurs du chantier naval viennent de renouer avec une vieille tradition du mouvement ouvrier : le principe de la réélection des représentants à tout moment.

Alors que les négociateurs gouvernementaux ont disparu, la grève, qui avait failli s'arrêter, trouve un nouveau souffle. Pour couper l'herbe sous le pied de toute manœuvre de division — car partout les directions ont annoncé que *Lénine* a repris le travail — une nouvelle forme d'organisation est proposée. Les délé-

gations des autres usines, accourues aux nouvelles, approuvent. Une plateforme commune et un comité central de grève vont être créés.

A *Lénine*, un millier d'hésitants s'en vont. Car il est clair pour tous maintenant que la discussion a changé de niveau : c'est directement au gouvernement qu'on s'en prend. Les questions de salaires, de prix, de retraites, passent au second plan.

Avant tout les travailleurs demandent des garanties politiques de leur réalisation.

Tard dans la nuit, la plateforme commune prend forme :

- droit de grève ;
- respect des libertés d'opinion, d'expression et de publication ;
- application des conventions internationales concernant les li-

Les 21 revendications

1. Reconnaissance de syndicats libres et indépendants du Parti et des employeurs sur la base de la convention numéro 87 de l'OIT (*Organisation internationale du travail*), ratifiée par la Pologne ;
2. Garantie du respect du droit de grève, de la sécurité des grévistes et des personnes qui les aident ;
3. Respect des libertés d'expression, de publication et d'impression, garanties par la Constitution. Arrêt de la répression contre les publications indépendantes et accès aux médias des représentants de toutes les Eglises ;
4. Rétablissement des droits des personnes licenciées après les grèves de 1970 et 1976 et des étudiants exclus de l'enseignement supérieur à cause de leurs opinions politiques ; libération de tous les prisonniers politiques : E. Zadrozynski, J.M. Kozlowski ; et cessation des représailles pour raison d'opinion ;
5. Diffusion par les mass media de l'information sur la création du comité de grève inter-entreprises et publication de ses revendications ;
6. Lancement d'actions réelles ayant pour but de sortir le pays de la situation de crise, comme par exemple : diffusion publique de toutes les informations sur la situation socio-économique de la Pologne. Et possibilité donnée à tous les milieux et couches sociales de participer aux discussions sur un programme de réformes ;
7. Payer tous les grévistes comme pendant les périodes de congés ;
8. Augmentation du salaire de base de chaque travailleur de 2000 zlotys par mois en compensation de l'augmentation du prix de la viande ;
9. Echelle mobile des salaires ;
10. Réalisation d'un approvisionnement plein du marché intérieur en produits alimentaires et limitations des exportations aux surplus ;
11. Introduction de cartes de rationnement pour la viande jusqu'à la stabilisation du marché ;
12. Suppression des prix commerciaux et des ventes en devises étrangères sur le marché intérieur ;
13. Désignation des managers en se fondant uniquement sur leur qualification et non sur l'appartenance au Parti. Suppression des privilèges de la police, de la sécurité et de l'appareil du Parti par l'égalisation des allocations familiales et la suppression du système des ventes spéciales ;
14. Droit à la retraite après trente-cinq ans de travail ; à cinquante ans pour les femmes et à cinquante-cinq ans pour les hommes ;
15. Suppression des différences entre les deux systèmes de pensions et de retraites par l'alignement sur le plus favorable ;
16. Amélioration des conditions de travail des services médicaux afin d'assurer aux travailleurs les services dont ils ont besoin ;
17. Créations de crèches et d'écoles maternelles en nombre suffisant pour les enfants des mères qui travaillent ;
18. Extension de la durée du congé maternel payé à trois ans ;
19. Limitation du temps d'attente pour l'attribution d'appartements ;
20. Augmentation de 40 à 100 zlotys des frais de déplacement et augmentation de la prime de déplacement ;
21. Compensation dans les usines travaillant à plein temps de l'absence du samedi libre par l'allongement de la période de congé ou par l'introduction de jours fériés particuliers.

bertés syndicales, ratifiées par la bureaucratie;

- élections libres avec la garantie de représentation de tous les courants socio-politiques;
- liquidation des magasins «commerciaux»;
- liquidation des privilèges de l'appareil et des forces de répression;
- libre accès aux médias pour toutes les églises;
- débat national sur les moyens de sortir de la crise économique;
- respect de l'indépendance du pouvoir judiciaire;
- pour garantir l'approvisionnement du marché, seuls les excédents peuvent être exportés, etc.

Sur la liste des vingt et une revendications, seules deux sont spécifiquement matérielles: 2000 zlotys d'augmentation égale pour tous et échelle mobile des salaires. Les militants de l'opposition, dont certains tels Anna Walentynowicz, Lech Waleśa ou Andrzej Gwiżdza, sont élus au comité de grève ou, comme Bogdan Borusewicz —un des fondateurs du KOR— qui jouissent d'une estime réelle auprès des travailleurs, sont dépassés, paniqués.

JAMAIS ILS N'ACCEPTERONT ÇA !

C'est que la liste de revendications établie signifie l'affrontement politique direct avec la bureaucratie et, eux, ne se sentent ni assez forts, ni prêts à une telle éventualité. Le KOR n'a-t-il pas affirmé depuis toujours qu'il faut organiser la société, sans se soucier du pouvoir ?

Waleśa intervient le premier. «Jamais ils n'accepteront ça, explique-t-il. Il ne peut s'agir là de conditions sine qua non pour la reprise du travail !». On l'écoute, on est d'accord, mais l'espoir de voir formuler un programme alternatif qui trace la voie d'une autre Pologne, sans le pouvoir haï des bureaucrates, est plus fort. Deux niveaux se mêlent, celui de la tactique de la lutte et celui de la stratégie globale du changement. «Oui, c'est vrai, ils n'accepteront pas ça. Mais c'est ça qu'on veut, il faut le dire ! Qui, sinon, le dira ?», lance un ouvrier dans la foule. «Oui, bien dit !», entend-on autour de lui. La discussion est difficile. C'est qu'on apprend tout sur le tas, le contenu de la société qu'on voudrait et la tactique de la lutte. Des arguments à l'emporte-pièce fusent. Bogdan Borusewicz: «Demander des élections pluralistes, c'est du maximalisme. Si le Parti cédait, Moscou

interviendrait. Il ne faut pas de revendications qui soit acculent le pouvoir à la violence, soit entraînent sa décomposition. C'est la liquidation de la censure qui a entraîné l'intervention à Prague. Il faut leur laisser une porte de sortie !». Un délégué l'interrompt: «On leur leur laisse une porte de sortie puisqu'on les laisse gouverner !». Borusewicz enchaîne: «Il faut plus de revendications économiques et des revendications politiques négociables, par exemple la libération des prisonniers politiques en donnant leurs noms» (6).

Peu à peu, ce qui n'est dit par personne, commence à émerger: Gdansk seule n'a pas la force d'aller à l'épreuve de force politique avec la bureaucratie dans son ensemble. Isolée, la Commune de Gdansk —chars russes ou pas— ne pouvait qu'être écrasée. Le reste du pays, coupé de l'information, pouvait ne pas comprendre les revendications par trop avancées de Gdansk. C'est que, si Gdansk se rappelait comme elle a été flouée après la grève de décembre 1970, d'autres ouvriers en Pologne n'avaient pas la même expérience et gardaient encore des illusions sur la possibilité d'auto-réforme du système. Il ne fallait pas donner aux bureaucrates la chance d'utiliser ces différences dans le niveau de conscience des ouvriers.

C'est finalement ce qui va ressortir, plus ou moins clairement, des discussions dans toutes les usines, qui firent suite à celles du chantier naval. La plateforme en 21 points adoptée définitivement (cf. ci-dessous) témoigne de l'avancée exceptionnelle qu'a permise cette discussion où chacun des quelque cinquante mille grévistes apportait son élément d'explication. Encore une

fois, la démocratie ouvrière s'est révélée l'élément indispensable de la conduite de la grève. Ceux-là mêmes, qui, quelques jours plus tôt, courbaient l'échine devant les bureaucrates, prenaient leur revanche en administrant à l'appareil du POUP une leçon de tactique politique.

Parallèlement à l'élaboration des revendications, dans chaque entreprise, l'organisation de la grève avançait. Des comités de grève furent élus partout et envoyèrent une représentation au chantier *Lénine*. C'est là que l'assemblée des représentants formait le comité de grève inter-entreprise (MKS) fort de quelque quatre cents personnes. Les délégués faisaient la navette entre *Lénine* et leur entreprise, rendaient compte du déroulement de la grève et des négociations. Ils pouvaient être révoqués à tout moment. L'usage des magnétophones à cassettes s'est généralisé. Ainsi, dans chaque boîte, tous les travailleurs pouvaient suivre le déroulement des travaux du MKS et des négociations, enregistrées.

Le MKS avait en outre toute prérogative pour conduire la grève. Il formait des commissions de travail —entretien, information, liens avec les journalistes présents sur place, sécurité— et décidait si certaines entreprises devaient continuer à travailler pour assurer les besoins des grévistes. Ainsi la raffinerie produisait, au ralenti, l'essence nécessaire aux transports, des bus et des trains circulaient, l'industrie alimentaire dépassait les plus hautes normes fixées par les bureaucrates auparavant, pour assurer l'approvisionnement.

(6) Cette discussion est rapportée par Bernard Guetta dans «Le Monde» daté du 19 août 1980.



ment de la population. La «tri-ville» (Gdansk-Gdynia-Sopot) vivait au rythme de la grève, au rythme que les grévistes avaient décidé.

Pour mener les négociations et diriger la grève d'heure en heure, le MKS élit en son sein un présidium de 13 personnes. Au fur et à mesure que le mouvement s'étend — le 18 août, c'est un périmètre de 100 kilomètres autour de Gdansk qui est en grève — le MKS grossit. A la fin de la grève, on comptera près de 1 000 délégués !

Lundi 18, alors que le vice-Premier ministre chargé des négociations s'enferme dans la préfecture, accroché à la ligne directe avec Varsovie, au chantier plus personne ne l'attend. Les discussions fusent. Sur la plate-forme, mais aussi sur tout ce que la grève a fait découvrir : la démocratie, le syndicalisme, le rôle des travailleurs dans la marche du pays. Les militants du Comité provisoire pour la constitution des syndicats libres — qui, depuis samedi, lorsqu'au cours d'une interruption des négociations, sa fondation fut officiellement annoncée, s'appelle «syndicat libre» — donnent des cours de formation syndicale. Le chantier naval ressemble à la Sorbonne de mai 1968.

LE SYNDICAT LIBRE, C'EST LE CONTROLE

Sur les revendications, tout le monde est d'accord : «*Le plus important, c'est le syndicat libre !*» Mais tous les espoirs, refoulés des 21 revendications, ressortent quand on discute du rôle de ce syndicat. «*Le syndicat libre, c'est le contrôle des choix économiques à tous les niveaux : local, régional, national. Il faut un nouveau plan et c'est comme ça qu'on le fera.*»

«*Un nouveau syndicat, indépendant de l'Etat et du gouvernement, avec son journal propre, est la seule voie pour sortir le pays de la crise. Certes, la situation économique est très compliquée... mais qui, sinon les travailleurs, peut dire qui a raison ? Un nouveau syndicat évitera bien des erreurs !*». «*Nous faisons des investissements improductifs, nous dépensons mal notre argent. Les travailleurs, tous les Polonais doivent pouvoir choisir tout ce qui est nécessaire. Certaines réformes économiques seront peut-être dures, mais un syndicat libre et son contrôle sur toutes les activités économiques du gouvernement sont les seules garanties pour nous sortir de là*». «*Une entreprise de préfabriqué près d'ici, tourne à 50 pour*

cent. Le gouvernement a décidé d'en construire une autre à côté. C'est absurde, elle est inutile. Peut-être que le comité central ne le sait pas, mais nous, les ouvriers, nous le voyons tous les jours.» Toutes ces idées, avancées le 26 août, lors des négociations avec le nouveau représentant du gouvernement, le vice-Premier ministre Jagielski, sont nées de ces discussions, souvent à bâtons rompus, durant les premiers jours de l'occupation.

Au cours de ces journées, durant lesquelles la bureaucratie, visiblement divisée, était incapable de se résoudre à une décision — céder ou réprimer — où les journaux polonais changeaient de ton du jour au lendemain (7) au gré des rapports de forces au sein du comité central, tout en gardant une constante : «*Selon l'Agence PAP, dans la journée d'aujourd'hui, dans certaines entreprises de la tri-ville, les arrêts de travail continuaient*» (ce qu'on se racontait comme une bonne blague à Gdansk !), les grévistes prenaient de plus en plus conscience du sens de leur lutte : quelle que soit la solution finale, le compromis qu'il faudra faire, cette grève n'est qu'un début. Après, avec le syndicat, il faudra continuer. Jusqu'où ? La question restait en suspens.

Les informations sur l'extension des grèves étaient suivies avec une attention toute particulière. Les postes capables de capter les radios étrangères étaient pris d'assaut. A Gdansk, chacun pouvait se rendre compte du renforcement du mouvement. Ceux qui, hésitant un moment, étaient partis du chantier, sont revenus. Occuper de nouveau. Mais ailleurs ? Ce n'est que le mardi 19 août qu'on sut avec certitude qu'à Szczecin, la grève était générale depuis trois jours, qu'à l'image de Gdansk, un MKS s'était constitué, que, comme à Gdansk, les grévistes avaient rejeté les premières propositions, insignifiantes, du pouvoir et avaient placé au premier plan la question du syndicat libre. Les signes de solidarité étaient attendus avec la plus grande impatience. En témoignage l'accueil réservé à Claude Sardais, représentant de la CFDT, acclamé, porté en triomphe quand il est arrivé porteur d'un message de solidarité et de 11 000 francs de soutien. C'était également le ton lorsqu'une délégation d'une mine de Silésie était arrivée pour s'informer et demander conseil. Et, le 20 août, alors que le KOR à Varsovie annonçait 300 000 grévistes

(7) Les lecteurs de langue française ont pu suivre ces tournants au travers de la lecture de «L'Humanité», quotidien du PCF dont le ton différait très peu de «Trybuna Ludu».

Extraits du

La commission gouvernementale et le Comité de grève inter-entreprises, après avoir analysé les vingt et une revendications des ouvriers grévistes du littoral, sont arrivés aux conclusions suivantes :

— En ce qui concerne le point numéro 1, dont le texte est : «*Accepter les syndicats libres et indépendants du Parti et des employeurs sur la base de la convention numéro 87 de l'OIT (Organisation internationale du travail) ratifiée par la Pologne et concernant les libertés syndicales*», il a été entendu que :

1) L'activité des syndicats en Pologne populaire n'a pas répondu aux espoirs et aux aspirations des travailleurs. On estime qu'il serait utile de créer des syndicats nouveaux autogérés qui seraient une représentation authentique de la classe laborieuse. On ne met pas en cause le droit des travailleurs de continuer à adhérer à l'ancien syndicat et, pour l'avenir, la possibilité de coopération entre les deux syndicats sera étudiée ;

DE NOUVEAUX SYNDICATS POURRONT ETRE CREEES

2) En créant des syndicats nouveaux, indépendants et autogérés, le MKS déclare que ces derniers respecteront les principes définis dans la Constitution de la Pologne populaire. Les nouveaux syndicats défendront les intérêts sociaux et matériels des ouvriers et n'ont pas l'intention de jouer un rôle de parti politique. Ils se fondent sur le principe de la propriété sociale des moyens de production, base du système socialiste existant en Pologne ; ils reconnaissent que le POUP (Parti ouvrier unifié) joue un rôle dirigeant dans l'Etat et ne s'opposent pas au système existant des alliances internationales. Ils veulent assurer aux travailleurs les moyens convenables de contrôle, d'expression et de défense de leurs intérêts. La commission gouvernementale déclare que le gouvernement garantira et assurera le plein respect de l'indépendance et de l'autogestion des nou-

texte du protocole d'accord signé à Gdansk

veaux syndicats, tant en ce qui concerne la défense des intérêts des travailleurs, afin de satisfaire les besoins matériels, sociaux et culturels des ouvriers. En même temps, il garantit que les nouveaux syndicats ne feront l'objet d'aucune discrimination ;

3) La création et le fonctionnement des syndicats indépendants autogérés sont conformes à la convention 87 du BIT, concernant les libertés syndicales et la protection des droits des syndicats et la convention 97 concernant le droit à association et aux négociations et aux négociations collectives, ces deux conventions ayant été ratifiées par la Pologne. La pluralité de la représentation syndicale professionnelle exigera des changements d'ordre législatif. C'est pourquoi le gouvernement s'engage à prendre des initiatives au plan législatif concernant particulièrement ce qui concerne les lois sur les syndicats, sur les conseils ouvriers et sur le code du travail ;

4) Les comités de grève ont la possibilité de se transformer, au niveau de l'entreprise, en institution représentant les travailleurs, soit comme conseil ouvrier, conseil des travailleurs, comités ouvrier ou comité fondateur des nouveaux syndicats autogérés. Le MKS, en tant que comité fondateur de ces syndicats, a la liberté de choisir la forme d'un syndicat ou d'une association à l'échelle du littoral. Les comités fondateurs fonctionneront jusqu'aux élections statutaires des nouvelles autorités syndicales. Le gouvernement s'engage à créer les conditions permettant l'enregistrement des nouveaux syndicats en dehors du Conseil central des syndicats ;

5) Les nouveaux syndicats devront avoir la possibilité réelle d'intervenir dans les décisions-clés qui déterminent les conditions de vie des ouvriers en ce qui concerne les principes de la répartition du revenu national entre consommation et accumulation, la répartition du Fonds de consommation sociale dans des objectifs variés (santé, éducation, culture), les principes de base des rémunérations et l'orientation de la politique des salaires selon l'inflation, le plan économique à long terme, l'orientation de la politique des investissements et les modifications des prix. Le gou-

vernement s'engage à assurer les conditions nécessaires à la réalisation de ces fonctions ;

6) Le comité inter-entreprises créera un centre de recherches socio-professionnelles dont le but serait une analyse objective de la situation des travailleurs, des conditions d'existence des ouvriers et des moyens de représenter correctement les intérêts des travailleurs. Ce centre fera aussi les expertises en ce qui concerne l'indexation des salaires et des prix et proposera des formes de compensations. Ce centre publiera les résultats de ses recherches. De plus, les nouveaux syndicats posséderont leurs propres publications ;

7) Le gouvernement assurera le respect de l'article numéro 1. point numéro 1 de la loi sur les syndicats datant de 1949, qui garantit aux ouvriers et aux travailleurs le droit de s'associer librement en syndicats. Le nouveau syndicat en création n'adhérera pas à l'association représentée par le Conseil central des syndicats (CRZZ). Nous convenons que la nouvelle loi sur les syndicats respectera ces principes. En même temps, on garantira la participation des représentants du MKS ou des comités fondateurs du syndicat autogéré et des autres représentants des ouvriers à l'élaboration de cette loi.

— En ce qui concerne le point numéro 2, dont le texte est : «Garantir le droit de grève et la sécurité des grévistes et des personnes qui les aident», il a été entendu que :

— Le droit à la grève sera garanti dans la nouvelle loi sur les syndicats. La loi devra définir les conditions permettant de proclamer et d'organiser des grèves, les méthodes par lesquelles on devrait résoudre les conflits et les pénalités en cas de violation de la loi. Les articles numéros 52, 64 et 65 du code du travail (interdisant la grève) ne sauraient être utilisés contre les grévistes jusqu'au moment de l'adoption de la nouvelle loi ; le gouvernement garantit aux grévistes et aux personnes qui les aident la sécurité personnelle et le maintien de leurs conditions de travail.

— En ce qui concerne le point numéro 3, dont le texte est : «Respecter la liberté d'expression et de publication garantie par la Constitution de la Pologne populaire et donc ne pas sévir contre les publi-

cations indépendantes et donner accès aux mass média aux représentants de toutes les religions», il a été entendu que :

1) Le gouvernement introduira à la Diète — dans un délai de trois mois — un projet de loi sur le contrôle de la presse, des publications et des spectacles qui se fondera sur les principes suivants : la censure doit protéger les intérêts de l'Etat. Cela signifie la protection des secrets de l'Etat et des secrets économiques tels qu'ils seront définis plus précisément par la loi, la protection de la sécurité de l'Etat et de ses intérêts internationaux importants, la protection des convictions religieuses et, en même temps, la protection des personnes non croyantes, ainsi que l'interdiction de la distribution du contenu de publications qui constituent une atteinte aux bonnes mœurs.

Le projet de loi inclura le droit de porter plainte devant le tribunal suprême administratif contre les décisions des institutions du contrôle de la presse, des publications et des spectacles. Cette loi sera incluse dans le code d'activités administratives par un amendement.

2) L'utilisation de mass media par les associations religieuses dans le domaine de leurs activités religieuses sera réalisée par la voie des accords entre les institutions de l'Etat et les associations religieuses, tant en ce qui concerne les problèmes de contenu que l'organisation. Le gouvernement assurera la transmission par la radio de la messe dominicale dans le cadre d'un accord particulier avec l'épiscopat.

3) L'activité de la radio et de la télévision ainsi que de la presse et des maisons d'édition doit servir à l'expression de diverses pensées, points de vue et opinions. Elle devrait être soumise au contrôle social.

4) La presse ainsi que les citoyens et leurs organisations doivent avoir accès aux documents publics, surtout aux actes administratifs et aux plans socio-économiques, etc., qui sont publiés par le gouvernement et les institutions administratives qui lui sont soumises. Les exceptions au principe de la transparence de l'activité administrative seront définies dans la loi en accord avec le point numéro 3, chapitre I. □

en tout, à Gdansk, on attendait encore avec impatience que quelque délégation, échappée à l'étau policier, vienne apporter des nouvelles.

Cependant, après le discours télévisé de Gierek —le Premier secrétaire du Parti— le 19 août, le mouvement des grèves s'est étendu. Outre Szczecin, la ville d'Elblag —près de Gdansk, s'est dotée d'un MKS. Et tout le littoral entre Gdansk et Szczecin —trois cent et quelques kilomètres— est en effervescence. Des débrayages de solidarité se multiplient dans toute la Pologne.

En Silésie, dans les mines, des «comités ouvriers» semi-clandestins font leur apparition, prêts à se déclarer officiellement, si ceux de Gdansk ont besoin de leur aide. C'est que si Gierek s'est montré incapable d'offrir quoi que ce soit d'autre qu'un discours creux aux travailleurs en lutte, il a, par sa seule apparition, fait sentir la gravité de la situation. Un Premier secrétaire qui fait son auto-critique et parle des grèves, annonce que certaines revendications sont justes et d'autres le remettent en cause, «conseille» de ne pas aller trop loin car il y a des choses sur lesquels il n'y a pas de compromis possible —bref qui étale la peur de sa caste—, ce n'est pas tous les jours qu'on peut le voir à la TV. Et les travailleurs, conscients de leur force, ne se laissent plus bernier par les discours cyniques d'un bureaucrate aux abois. L'arrestation des militants du KOR et les éditoriaux menaçants sur les «éléments anti-socialistes» feront le reste. Une majorité d'ouvriers polonais ont compris qu'une épreuve de force est dans l'air, et que son issue peut leur être favorable.

La situation demeure incertaine. Alors que la TV polonaise cite longuement les grèves de Gdansk et Szczecin, devenues impossibles à cacher, présentant à quel point elles gênent les «petites gens», employés qui doivent se lever deux heures plus tôt pour aller au travail, mères de famille qui n'arrivent pas à faire leurs courses (comme s'il y avait là un changement !), écoliers désireux de se rendre à l'école et qui ne peuvent pas, etc., et présente des interviews d'ouvriers au travail, ailleurs en Pologne, qui expliquent que travailler est la seule solution pour améliorer la «situation désastreuse du pays», voire même rend compte d'une homélie très ambiguë (et rendue encore plus ambiguë par le censeur) du cardinal-primat de Pologne, Wyszynski, qui tente de concilier le loup et la brebis, les travailleurs ne sont pas dupes. Eux voient qu'une grève générale est possible et attendent le signal.

Il ne viendra pas. A Gdansk, le MKS se refuse à toute aventure. Sûr de gagner ou refusant de montrer son incertitude, il attend calmement les propositions constructives du pouvoir. Il approvisionne même, au compte-goutte, la police en essence. Comme le dira plus tard Walesa, lors du dernier round des négociations, parlant du comité central, «je dis qu'en ce moment, ce n'est pas la plus haute instance politique», résumant ce sentiment qui s'affirmait au fur et à mesure que la grève durait et que le comité central montrait son incapacité. Il fut même question, après que Tadeusz Pyka, «appelé à d'autres fonctions à Varsovie», ait laissé, le 21 août, la place de chef de la commission gouvernementale de négociations à un autre vice-Premier

ministre, Mieczyslaw Jagielski, et que ce dernier ait accepté de négocier avec le MKS, que le MKS lance un appel aux travailleurs de Pologne. «Nous ne sommes pas pour l'extension des grèves qui risquent de pousser le pays à la limite de l'effondrement, n'entreprenez pas de nouvelles grèves», disait-il en substance avant de préciser : «Si nous n'obtenons pas de résultats d'ici trois ou quatre jours, alors, que les grèves s'étendent !» Et il répétait que la question la plus importante était celle du syndicat libre. Au dernier moment, craignant que tout le monde interprète ce communiqué comme signifiant que le centre du pouvoir s'était déplacé de Varsovie à Gdansk, du CC au MKS, le gouvernement s'est opposé à la télédiffusion de l'appel.

Mieczyslaw Jagielski : «J'accepte, je signe !»

Nommé le 21 août chef de la commission gouvernementale, alors que le Premier ministre Babiuch venait de sauter, Jagielski a fait une entrée remarquée à Gdansk en annonçant à la radio locale : «Nous pouvons accepter de suite certaines de vos revendications. Quant aux autres, nous expliquerons pourquoi cela nous est impossible.» Il accepta d'autre part de négocier avec le MKS et de se rendre au chantier naval. Entouré «d'experts», il a facilité l'arrivée à Gdansk d'intellectuels indépendants, que les grévistes ont accepté comme «experts» pouvant les aider, sur des questions juridiques notamment. Le pouvoir espère qu'entre gens du même monde, les «experts» pourront s'entendre plus facilement. En vain : le MKS n'a à aucun moment lâché des mains la direction des négociations et a utilisé les «experts» pour expliquer aux travailleurs des questions juridiques compliquées.

Cependant, le négociateur gouvernemental se montrait intransigeant sur la question du syndicat libre, tentant d'orienter la question vers une «libéralisation» des syndicats officiels. Dans l'appareil, après que le Premier ministre Babiuch ait été démissionné, l'heure était au branle-bas de combat. Déjà, au début de la grève du chantier naval, quand le MKS prit en main le fonctionnement de la tri-ville, des désertions isolées de bureaucrates apeurés s'étaient produites. Tel ce monsieur, numéro deux du service du personnel du chantier naval *Lénine*, avant la grève, maître du sort de dix-sept mille travailleurs, qui monta à la tribune pour expliquer «qu'il est

avec les ouvriers en grève» et qu'il «avait toujours ressenti de la sympathie» pour eux. Mais, craignant à la fois les travailleurs et ses propres «camarades», la majorité des cadres de l'appareil s'est tue.

Cependant, de très dures luttes ont vu le jour au sein même de l'appareil, entre les partisans de la manière «dure», qui ont fait acheminer à Gdansk des renforts de policiers anti-émeutes et des gaz paralysants, se préparant à investir le chantier par la force, plutôt que de céder et ceux qui pensaient pouvoir encore s'en sortir en magouillant. Le Ve plénum du CC, qui s'est tenu le 30 août, s'est montré particulièrement divisé. Le huis-clos était total, même les sténos ne purent entrer. Cependant, il semblerait que Stanislaw Kania, membre du bureau politique et secrétaire du CC, responsable de la police politique, ait proposé la manière forte plutôt que l'accord sur le syndicat indépendant et n'ait été mis en minorité que de peu. De même, si ce plénum n'annonçait pas la «démission» de Gierek, ce dernier le devait à sa position internationale et au délai nécessaire pour lui trouver un remplaçant accepté par les divers secteurs de la caste. Il fallait éviter de donner pour autant l'impression de prendre une telle décision «à chaud», sous la pression de l'événement, c'est-à-dire d'une grève générale en puissance.

Enfin, parmi la base du POUP, l'effervescence n'est pas moindre. Un manifeste exigeant un renouveau y circulerait, porteur déjà de plusieurs dizaines de signatures. On estime d'autre part que 40 pour cent des délégués du MKS avaient

leur carte du Parti en poche. Et des réunions de cellules et de cadres intermédiaires furent annulées en nombre. «On» avait «peur de ne pas pouvoir répondre aux questions» de la base.

Durant les derniers jours des brèches sont également apparues dans les forces de répression. Ainsi, les grévistes ont rendu public une communication entre policiers captée par radio, où ces derniers annonçaient que des officiers de l'armée distribuaient un tract de soutien aux grévistes. Par ailleurs, le bulletin quotidien du MKS, *Solidarnosc* (*Solidarité*), a pénétré dans certaines casernes. Le 31 août, une délégation de soldats, annonçant que des soldats faisaient une grève de la faim en solidarité avec les grévistes, s'est même rendu au chantier naval.

Après deux jours de discussions au finish (8), au cours desquelles Jagielski tentait vainement de vider de son contenu les revendications politiques, d'en atténuer la signification, allant même jusqu'à tenter de signer, et de faire signer, une copie dans laquelle le terme «indépendant» rapporté au syndicat autogéré avait disparu, la bureaucratie céda sur toute la ligne. Le syndicat libre était créé, recevait des locaux officiels, s'appropriait à publier un quotidien. Le droit de grève était reconnu. Les grévistes se voyaient garanti l'impunité de même que «les personnes les aidant». Les prisonniers politiques devaient être libérés. Le présidium du MKS se transformait en direction provisoire du syndicat.

Si, sur des questions matérielles, l'accord n'était pas aussi net, le gouvernement s'engageait à présenter à une date précise un programme détaillé sur leur réalisation, reconnaissant ainsi une autorité plus haute que la sienne.

De même, il se voyait obligé d'accepter une discussion nationale sur les moyens de sortir le pays de la crise.

Pour tous les travailleurs, la victoire était totale. La reconnaissance des syndicats indépendants du pouvoir, non limités géographiquement, ouvrait pour leur vie et pour leurs luttes une nouvelle période. Désormais, ils peuvent accumuler leurs forces et préparer de nou-

veaux combats. Mieux, ils pourront contrôler pas à pas les pratiques du gouvernement et, le cas échéant, le censurer. Le contenu de l'accord correspond à ce niveau de conscience: si les travailleurs reculaient devant l'idée de la prise du pouvoir, affirmaient que leur grève n'est pas politique, de l'autre, ils considéraient comme étant les prérogatives du syndicat la plupart des fonctions d'un véritable pouvoir ouvrier. «Une fois l'accord signé, rien n'est terminé, tout commence» lançait Walesa.

Partout en Pologne, des délégations ouvrières demandaient l'en-

registrement officiel d'une nouvelle association. Son nom? «*Syndicat indépendant autogéré!*». Siège social? «*13 rue Marchlewskiego, Gdansk!*» (9).

En Pologne, la révolution politique a commencé. Le pouvoir, en débandade, a une première fois cédé. Prochaine échéance, le congrès national du «*Syndicat indépendant autogéré*», que le MKS de Gdansk prépare pour dans quelques semaines. □

2 septembre 1980

Post-scriptum

La victoire des mineurs de Silésie

Plusieurs délégations de mineurs de Silésie s'étaient rendues au chantier naval *Lénine* de Gdansk, durant la seconde semaine de grève, témoigner de leur solidarité, mais aussi demander des conseils: «*Devons-nous nous mettre en grève?*». Malgré les consignes de modération reçues, avant que l'accord soit signé à Gdansk, des grèves ont éclaté dans les mines de Silésie. Le 28 août, la mine de Jastrzebie démarrait le mouvement, suivie en l'espace de deux jours par 26 autres mines et 27 usines. A l'exemple de Gdansk, les 300 000 grévistes formaient un comité de grève inter-entreprises.

La Haute-Silésie, région d'ancienne industrialisation, connaît un tel mouvement pour la première fois depuis des décennies. Avant la guerre, les syndicats, contrôlés par la démocratie chrétienne étaient peu enclins à faire grève, puis les salaires relativement hauts et les avantages sociaux la mirent à l'abri de 1956, 1970 comme de la grève de 1976. En juin dernier, la bureaucratie avait accordé une augmentation de salaires importante aux mineurs et aux sidérurgistes, désamorçant par avance dans la région le mécontentement qui a suivi la hausse des prix du 1er juillet.

Aujourd'hui, «*l'atmosphère de Gdansk a joué. Comme ça durait, ça nous a permis de réfléchir à ces syndicats libres et à la liberté d'expression, de comprendre ce que nous pensions au fond de nous-mêmes (1) et puis la mauvaise gestion, l'inflation «qui mange les heures supplémentaires» ont fait que les travailleurs ont dit «Non!».* *Lénine, qui n'était pas un idiot, le but est de donner le pouvoir à la classe ouvrière. Moi, je ne veux pas m'acheter une Mercedes ni même une Volkswagen, mais je veux que les femmes des grévistes n'aient pas à faire la queue devant les magasins et que les gens vivent convenablement.* Et cet autre qui ajoute: «*Le système en tant que tel est le*

Fait significatif, parmi les dirigeants de la grève, il y a de nombreux membres du Parti. B. Guetta, envoyé spécial du journal *Le Monde*, rapporte le dialogue suivant: «*Vous êtes un traître au Parti, alors? — Certainement pas, je suis fidèle au Parti, mais comme le disait meilleur qu'on puisse imaginer. Mais il faut changer la façon dont est exercé le pouvoir et que ces gens qui ont des comptes bancaires en Occident cessent de s'enrichir et commencent à réfléchir à ce qu'il faut faire pour que le pays soit ce qu'il devrait être.*»

Revendication particulièrement explosive en Silésie, où la tradition des bureaucrates de s'enrichir en abusant des biens sociaux est déjà longue. Gierek l'a élargie à l'ensemble de la Pologne seulement en 1971, mais en tant que Premier secrétaire du Parti de la région depuis l'immédiat après-guerre, il y jouissait d'une réputation aussi certaine que fondée.

Le 4 septembre, le pouvoir accordait au MKS de Silésie les 21 revendications de Gdansk. De plus, les mineurs obtenaient le samedi comme jour férié à partir de l'année prochaine, la retraite à 50 ans pour ceux qui travaillent au fond, la suppression du travail «en quatre fois six heures», le relèvement des allocations familiales au niveau de celles de la milice, et la dissolution du syndicat officiel local. Le fond de caisse du syndicat officiel local passe au syndicat libre.

Maintenant la coordination avec les ouvriers du littoral et la constitution d'un syndicat indépendant à l'échelle nationale est à l'ordre du jour. □

C.S.

4 septembre 1980

(1) Toutes les citations de Bernard Guetta sont tirées de l'article «*du Monde*» du 5 septembre 1980.

(8) Cf. «L'enregistrement des négociations entre le vice-Premier ministre Jagielski et les grévistes de Gdansk. Samedi 30 août 1980», dans «*Rouge*», organe de la Section française de la IVe Internationale, numéro 934 du 5 au 11 septembre 1980.

(9) Adresse provisoire du local du Syndicat libre de Gdansk.

1956 : La révolte de Poznan

Nous publions de larges extraits de l'article de E. Germain, paru dans la revue *Quatrième Internationale* après la révolte ouvrière de Poznan de juin 1956.

E. GERMAIN

La révolte des ouvriers de Poznan et ses répercussions dans la vie sociale polonaise, de même que les événements qui ont précédé la chute du satrape stalinien en Hongrie, ouvrent une nouvelle étape de la montée révolutionnaire dans les pays du glacis soviétique. De même que le soulèvement héroïque des ouvriers d'Allemagne orientale les 16 et 17 juin 1953, et que les grèves de Vorkouta et d'autres camps de travail forcé en Sibérie, ils nous permettent de saisir sur le vif les contradictions des forces sociales qui préparent la révolution politique des travailleurs soviétiques contre la bureaucratie. La dynamique de la renaissance du mouvement des masses dans les Etats ou-

vriers dégénérés et déformés, les relations particulières entre la pression des masses, la division de la bureaucratie, les concessions de celle-ci aux diverses couches de la population, puis le début de l'action ouverte des masses, tout cela est éclairci, étape par étape, selon la modification des rapports de forces qu'elle comporte. Poznan ouvre à ce sujet un nouveau chapitre par rapport à Berlin 1953. Mais avant tout, les événements de Pologne et de Hongrie nous permettent d'inclure pour la première fois depuis 1927 un facteur subjectif dans l'analyse de la montée ouvrière dans des pays dominés par la bureaucratie soviétique : la réapparition d'une **opposition communiste qui conquiert de haute lutte le droit de s'exprimer publiquement, devant l'opinion publique ouvrière de son pays.**

envoyée au ministère des Industries mécaniques à Varsovie. Elle resta sans réponse. Le mécontentement fut tel que le comité d'entreprise prit en main la direction de l'agitation et envoya, le 25 juin, une délégation à Varsovie pour discuter avec le ministre Fidelski. Les revendications portaient sur le reclassement des travailleurs et l'abolition du règlement sur les salaires de décembre 1955 ; sur la fourniture régulière des matières premières ; sur le remboursement des impôts payés au cours des dix années précédentes, selon la loi récompensant « l'effort d'émulation socialiste » et sur l'amélioration du ravitaillement et du logement ouvrier.

La délégation revint à Poznan le 27 juin, accompagnée du ministre lui-même. Les événements du 27 sont déjà teintés d'interprétations apologetiques dans les récits qui en ont paru dans la presse polonaise. La version officielle selon laquelle le ministre aurait donné satisfaction aux ouvriers mais « tardé » de communiquer la teneur de ces décisions aux ouvriers est peu vraisemblable. En effet, deux meetings de masse eurent lieu, l'un le 27 à 14 heures du matin, et l'autre le 28 à 6 heures du matin, au cours desquels les représentants du pouvoir avaient d'amples occasions de communiquer de bonnes nouvelles aux travailleurs.

Par ailleurs, au cours de la révolte du 28 juin, une rumeur a circulé parmi les ouvriers de Poznan selon laquelle des membres de leur délégation auraient été arrêtés à Varsovie ou à Poznan même. Il est impossible de vérifier le bien-fondé de cette rumeur, mais il semble probable que les autorités aient exercé des représailles contre certains membres de la délégation qui, au meeting du 27, se déclaraient mécontents du résultat de des-

LES CAUSES IMMEDIATES DE LA REVOLTE DE POZKAN

Depuis plusieurs semaines, les usines ZISPO à Poznan étaient le théâtre d'une sourde agitation ouvrière. A deux reprises, en 1953 et en 1954, le relèvement des normes avait imposé aux travailleurs un effort de production accru sans relèvement de salaires. Plus encore, un accroissement de la productivité du travail de 24,6 % était accompagné d'un blocage du salaire nominal (*Trybuna Ludu*, 20 juillet 1956). Un reclassement de la main d'œuvre du point de vue des catégories professionnelles — lié selon certains à la conversion de l'entreprise d'une production d'armements à une production civile — signifia, au cours de l'année suivante, des réductions du salaire mensuel de 200 à 450 zlotys pour les 3/4 des salariés de l'usine (*Trybuna Ludu*, 30 juin 1956).

Fin 1955, le système des salaires fut revu dans le sens proposé par Boulganine-Kaganovitch en URSS. La réduction de la partie des primes dans le salaire global ne fut pas compensée par un relèvement suffisant du salaire de base. La réduction précédente du salaire global fut donc en quelque sorte consolidée.

Ce qui finit par aggraver davantage encore la situation des ouvriers de la ZISPO, ce fut la désorganisation des fournitures de matières premières et de courant électrique à l'usine, qui provoqua des arrêts périodiques de la production et une nouvelle réduction des salaires.

Dès le mois de mai 1956, une grève perlée commença à s'étendre dans l'usine. Une pétition écrite fut

gociations et proposèrent la grève et la manifestation de rue pour le lendemain.

Le 28 au matin, cette décision fut confirmée dans un nouveau meeting. Comme à Berlin les 16 et 17 juin 1953, les ouvriers se réunirent démocratiquement dans toutes les entreprises de Poznan pour discuter de l'attitude à prendre envers le mouvement qui était déclenché. La plupart des entreprises décidèrent de se joindre à la grève et à la manifestation. Mais pas toutes. Les cheminots et les ouvriers de l'usine STAROLEK qui venaient d'obtenir une augmentation de salaires, refusèrent de participer à l'action. Relatant ce fait dans la revue *Preuves* (août 1956), K.A. Jelenski y voit une confirmation que le mouvement au début eut un caractère purement économique et que l'initiative provenait des éléments communistes de la base. Venant d'un tel organe pro-impérialiste, cette remarque en a d'autant plus de valeur.

La manifestation débuta dans l'ordre et dans le calme le plus parfait, sans émeutes ni violences ou pillages d'aucune sorte, comme le confirment unanimement tous les obser-

vateurs, polonais ou étrangers. Arrivée devant les bâtiments de la police d'Etat, la manifestation se transforma en émeute. Qui a tiré le premier coup de fusil ? Les milieux officiels affirment que des « provocateurs dans la foule » ont tiré sur les policiers barricadés dans leur forteresse et que ceux-ci auraient riposté en « tirant en l'air ». Les voyageurs étrangers de retour de Poznan ont affirmé que la version qui circulait dans le peuple fut celle de coups de feu tirés par la police et tuant un enfant dans la foule, ce qui déchaîna la colère des manifestants. Quoi qu'il en soit, une brève mais violente fusillade générale s'ensuivit. Les troupes stationnées à Poznan refusèrent de tirer sur le peuple et distribuèrent leurs armes aux manifestants. Ceux-ci allèrent libérer les prisonniers — presque tous de droit commun, les prisonniers politiques n'étant pas gardés dans des prisons de province — et s'emparèrent du stock d'armes de la prison. L'intervention des cadets de l'école d'officiers permit aux autorités de « rétablir l'ordre ». Des noyaux de manifestants continuèrent à se défendre les armes à la main au cours de la nuit et dans l'Université.

dente confession que voici : « *Jusqu'à maintenant, nous n'avons pas trouvé les preuves de l'activité d'une organisation conspirative.* »

Le procureur général de la République, M. Rybicki, dans une autre interview publiée par la presse polonaise, abandonna complètement la thèse d'une liaison quelconque entre les manifestants de Poznan et les agences impérialistes, affirmant seulement que les personnes arrêtées « *s'étaient inspirées de sources étrangères, hostiles à la Pologne* » (*Manchester Guardian*, 15 août 1956). Des journalistes polonais qui visitèrent dans leurs cellules les prisonniers de Poznan, ne purent que rapporter des images de gens sans formation politique, qui se trouvèrent sur place « par curiosité » ou « par hasard » et qu'on ne pourra transformer en « provocateurs à la solde de l'étranger » qu'en utilisant ces « méthodes d'investigation inadmissibles » qui arrachèrent des aveux aux médecins juifs et aux accusés des procès de Moscou dont Krouchtchev et Cie se sont si vertement et si tardivement indignés...

Lors des événements de Berlin, nous avons mis en lumière le rôle joué, au cours de la deuxième phase des événements, par des provocateurs venus de Berlin-Ouest. Il n'y avait pas là de matière à spéculation : c'était une constatation de fait, enregistrée par des centaines de témoins oculaires. Les groupements d'extrême-droite de Berlin-Ouest se transportaient en groupes compacts sur la scène de la manifestation, profitant de la disparition de la frontière interzone. Mais, à Poznan, il n'y avait nulle frontière avec l'Ouest qui s'effaçait brusquement. Il n'y avait nulle organisation d'extrême-droite qui put tranquillement mobiliser ses adhérents et les amener sur les lieux de l'émeute. Penser que les noyaux clandestins insignifiants à la solde du gouvernement de Londres possédaient une puissance telle qu'ils pouvaient organiser le soulèvement d'une ville ouvrière de centaines de milliers d'habitants, ce serait démentir de la façon la plus catégorique tout ce qu'on a affirmé officiellement depuis quatre ans sur la « disparition » de ces noyaux, c'est présenter une image des rapports de forces entre les tenants du passé et ceux qui ont foi dans l'avenir absolument non conforme à tout ce qu'ont rapporté de Pologne les observateurs les plus objectifs.

En fait, seuls les véritables contre-révolutionnaires à l'étranger ont

LE ROLE DES PROVOCATEURS

La première version des événements, communiquée dès le 29 juin par l'Agence de presse polonaise PAP, insistait lourdement sur le rôle décisif joué dans les événements de la veille par les « agents impérialistes, provocateurs à la solde de l'étranger ». Tout en soulignant le fait qu'il fallait accorder une plus grande attention aux causes économiques et sociales des événements de Poznan qu'à l'activité des provocateurs, le premier secrétaire du Comité central du parti communiste (1), Ochab, n'en déclara pas moins au 7^e Plénum du CC que « *les organisations clandestines contre-révolutionnaires ont organisé la provocation sanglante et les émeutes dans les rues de Poznan* » (*Trybuna Ludu*, 20 juillet 1956).

Or, cette thèse, largement répandue par la presse et la radio polonaise, ne se heurtait pas seulement à des contradictions internes manifestes, elle souleva également l'indignation ouvertement exprimée de dizaines de milliers de travailleurs de toute la Pologne. Selon l'article précité de K.A. Jelenski, des dizaines de milliers de lettres, signées ou anonymes, furent envoyées spontanément aux rédactions des journaux et de la radio. Dans son émission du 5 juillet, la radio polonaise avoua avoir reçu « un grand nombre de lettres » au sujet des événements de Poznan. Elle

en cita quelques-unes à titre d'exemple. Toutes exprimaient leur opposition violente à la version officielle des événements.

Ainsi un auditeur de Wegorzew écrit : « *La sang nous monte à la tête en écoutant vos discours. La lutte pour le pain, vous en faites une provocation qui aurait été dirigée contre notre légalité.* »

Une autre auditrice : « *Nous exigeons qu'on libère immédiatement tous les ouvriers arrêtés au cours de la manifestation sanglante de Poznan.* »

Un « participant à la grève de Poznan » : « *Je suis ouvrier dans une des usines de Poznan. Nos salaires ne nous suffisent pas pour vivre. Nous sommes sortis dans la rue pour manifester et non pour tirer...* »

Le fait qu'après les événements du 28 juin on ait lu de telles lettres à la radio polonaise, et rien que des lettres avec un contenu pareil, en dit long sur l'ampleur de la vague d'indignation et d'opposition qui déferla sur le pays en face de la première version officielle des événements.

Aussi, dès la deuxième semaine de juillet, la revue *Nowa Kultura* publia-t-elle un reportage d'un journaliste, qui interviewa les autorités de police de Poznan et recueillit l'impru-

(1) Le Parti unifié des travailleurs polonais. Nous le désignons sous le titre « Parti communiste » pour faciliter la compréhension du lecteur.

accepté avec enthousiasme la version stalinienne des événements de Poznan, parce que cette version leur permet de redorer un blason qui, au cours des dernières années, avait perdu tout attrait.

Que des noyaux contre-révolutionnaires subsistent en Pologne, nul besoin de le nier. Qu'il existe en outre des noyaux plus importants d'opposition social-démocrate et syndicale au régime, qu'on ne peut pas exactement qualifier de contre-révolutionnaires, cela ne souffre pas non plus de la discussion. Mais ce ne sont pas ces noyaux qui ont organisé la manifestation du 28 juin. Ce sont les comités d'entreprises communistes, les assemblées générales démocratiques des travailleurs qui l'ont organisée. Et si, à certains moments, la manifestation a pris un caractère d'opposition politique « illégale », si les manifestants ont bruyamment extériorisé leur haine de la police secrète et des geôliers des prisons, la faute n'en est pas au « manque de conscience de classe » des travailleurs de Poznan, mais uniquement à la structure politique du régime qui ne donne aucune possibilité à l'opposition ouvrière de s'exprimer légalement. François Fetjő a écrit dans *France-Observateur* que Poznan est la rançon de l'inexistence d'un véritable mouvement syndical. Nous pourrions compléter cette formule en affirmant que si la grève de Poznan est la rançon de l'inexistence d'un mouvement syndical indépendant, l'émeute de Poznan est la rançon de l'inexistence d'une opposition ouvrière légale. Il y a 28 ans, Trotsky avertissait la bureaucratie que l'opposition ouvrière finirait par s'exprimer publiquement. En étouffant les courants révolutionnaires, en s'acharnant sur les bolcheviks-léninistes, les bureaucrates, loin de « défendre l'URSS contre la contre-révolution, assureraient seulement la direction de futurs mouvements de masses à des éléments politiquement inconscients, voire subjectivement hostiles à la révolution. » Les événements de Poznan constituent un écho tardif mais combien éloquent à cet avertissement de Trotsky (2).

LA VERITABLE CAUSE DE LA REVOLTE : ESSOR INDUSTRIEL ET MISERE OUVRIERE

« Les ouvriers de Poznan avaient toutes les raisons d'être aigris », écrit l'organe officiel du PC polonais, *Trybuna Ludu*, le 6 juillet 1956. En effet les salaires, de 1000 à 2000 zlotys par mois, que gagnaient la majorité, représentaient en pouvoir d'achat quelque 15 à 30000 francs français, et la plupart des salaires était plus près de 15000 que de 30000 francs

(3). Les réductions subies les transformaient en véritables salaires de famine. Et cela se produisait au moment où la presse polonaise n'avait pas encore cessé de chanter les louanges des résultats du plan sexennal, et où la Foire de Poznan montrait aux visiteurs étrangers l'image d'une fausse opulence dans les magasins.

En vérité, les économistes et même certains dirigeants politiques polonais avaient déjà commencé à décrire la situation ouvrière de façon réaliste avant les événements de Poznan. Le choc que devaient en subir ceux qui, dans le pays et surtout à l'étranger, avaient feint d'ignorer la situation réelle, ne pouvait qu'être salutaire. Une véritable discussion avait été déclenchée par la publication, dans *Trybuna Ludu* du 1er janvier 1956 d'un rapport d'Hilary Minc, le chef économique polonais, qui affirmait qu'au lieu d'une augmentation de 40 %, le plan sexennal avait abouti à une augmentation de 26-27 %.

Le journal *Zycie Warszawy* écrivit à ce sujet, le 2 février 1956 : « Dans le discours (de Minc) on mentionna des chiffres globaux... qui ont provoqué des discussions passionnées. Dans des réunions et des discussions privées, on compara ses expériences propres et ses impressions avec les chiffres mentionnés, on exprima des doutes et on exigea des explications. »

Le lendemain, 3 février, *Trybuna Ludu* publia un tableau récapitulatif de l'évolution des salaires nominaux moyens, de l'indice du coût de la vie, des salaires réels et de la consommation par tête d'habitant depuis 1949. Ces chiffres indiquent qu'entre 1950 et 1951, le salaire réel était resté stationnaire et qu'il s'était abaissé successivement de 1951 à 1952 et de 1952 à 1953, pour remonter au cours des deux années suivantes. Mais ils contiennent en même temps les données figurant au Tableau I sur la consommation par tête d'habitant.

CONSOMMATION PAR TETE D'HABITANT						
	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Céréales (kg)	163,3	165,8	160,4	160,5	163,3	166,0
Viande (kg)	28,9	38,4	38,6	33,7	36,3	37,7
Sucre (kg)	19,3	21,0	24,9	22,4	19,9	22,4
Cotonnades (m)	13,4	14,6	16,2	15,9	15,3	16,1
Savon (kg)	1,7	1,9	2,3	1,9	1,8	1,9
Papier (kg)	10,2	11,7	12,6	12,4	11,9	12,8

Ces chiffres non seulement confirment la nette réduction du niveau de vie soufferte par les ouvriers en 1952 et en 1953, mais contredisent complètement l'affirmation de Minc selon laquelle le salaire réel en 1954 aurait dépassé celui de 1951 de 12 %. Dans le meilleur des cas, ils semblent indiquer un retour au niveau de vie de 1951, ce qui signifierait en pratique une stagnation des salaires réels entre 1950 et 1954 et un relèvement du niveau de vie de quelques points seulement au cours de l'année 1955. Ochab parle dans son rapport d'une augmentation des salaires de 13 % entre 1950 et 1955. Le chiffre réel est sans doute bien plus bas encore.

Or, les travailleurs polonais comparent ces chiffres aux résultats suivants du plan sexennal : la production d'électricité, de coke, de fonte, de machines-outils, des principaux produits chimiques a plus que doublé ; la production de lignite, d'acier, de zinc et de tissus de soie a augmenté de 50 à 75 %, la production de charbon a augmenté de 30 %, la construction navale a décuplé. Il est vrai que certains de ces résultats restent en-

deçà des objectifs du plan. Mais la contradiction entre ce qui a été atteint sur le plan industriel et ce qui a été négligé sur le plan du niveau de vie des masses est trop frappante pour ne pas provoquer l'indignation de tout ouvrier, de tout communiste à l'esprit critique.

Les données statistiques officielles qui avouent le sort misérable de l'ouvrier, laissent encore hors de compte l'aspect le plus lamentable de la misère ouvrière : la crise du logement, l'insuffisance criante de la construction immobilière dans un pays

(2) Comme à Berlin, ce furent surtout des adolescents de 14 à 18 ans qui se distinguèrent à Poznan dans les bagarres.

(3) D'après « Trybuna Ludu » du 8 avril 1956, le salaire « moyen » dans l'industrie mécanique s'élève à 15487 zlotys par an, soit 1290 zlotys par mois, ce qui représente un pouvoir d'achat approximatif de 20000 francs français. Le même journal reconnaît que beaucoup d'ouvriers ne gagnent que 500 zlotys.

(Il s'agit naturellement d'anciens francs, cet article ayant été écrit en 1957. NDLR)

saisi par la fièvre de l'industrialisation rapide. Des centaines de milliers de personnes sont obligées de partager un logement — souvent composé d'une seule pièce — avec des inconnus et des familles entières cohabi-

tent dans des conditions inimaginables de tension nerveuse. Est-il étonnant dans ces conditions qu'une étincelle suffise pour provoquer un incendie ?

pour retards minimes, peines de travaux forcés, omnipotence des directeurs, etc. Le ministre du Travail parla même de l'indépendance des syndicats...

LE «COURS NOUVEAU» ET LA REVOLTE DE POZNAN

Les conditions d'existence misérables des travailleurs de Poznan ne sont nullement exceptionnelles. L'atmosphère d'agitation violente, toujours lourde d'une action des masses, n'a pas seulement existé des semaines durant à l'usine ZISPO. Au début du mois d'août, une délégation de la ville industrielle d'Oppole (Haute-Silésie) se rendit à Varsovie pour attirer l'attention du gouvernement sur la situation fort grave qui régnait dans cette région. Le quotidien *Trybuna Opolska*, cité par le *Times* du 27 août dernier, écrit à ce sujet ce qui suit : « Il règne une grande émotion du fait du ravitaillement insuffisant en produits alimentaires et en biens de consommation courante, du fait de la pénurie des logements, des conditions de travail extrêmement dures (!) et du bas niveau de vie... Diverses entreprises se rendent coupables de pratiques réellement scandaleuses passant toutes outre aux règles légales et constitutionnelles concernant la sécurité des travailleurs... Une théorie pernicieuse avait inspiré récemment encore l'idée qu'il fallait à tout prix forcer le développement de l'économie populaire, même en violant les lois aux dépens des ouvriers. »

Ces conditions, pour générales qu'elles fussent, n'étaient pourtant pas nouvelles. Elles furent subies passivement par les travailleurs au cours des années précédentes. On ne peut comprendre l'éclatement de la grève et de la révolte de Poznan, si l'on ne tient pas compte de l'arrière-fond psychologique et social sur lequel elles se sont dessinées : le « cours nouveau » du Parti communiste polonais qui, depuis le 20e Congrès du PC de l'URSS ou plutôt dès l'an passé, va bien au-delà de ce qu'on rencontre d'analogue en URSS même ou dans les autres « démocraties populaires ».

Dans la presse — notamment dans l'organe culturel de la jeunesse communiste, *Pro Prostu*, véritable moniteur de l'opposition communiste ; dans la revue économique *Zycie Gospodarceze* ; dans le quotidien de Varsovie *Zycie Warszawy* ; dans l'hebdomadaire *Nowa Kultura*, etc. — des voix critiques s'élevèrent qui ne se limitèrent guère à discuter des suites pénales du « culte de la personnalité » mais qui, allant au fond des choses,

dénoncèrent les tares structurelles issues de la domination de la bureaucratie sur l'économie et l'Etat. Certaines publications littéraires, certains articles de journaux étaient de véritables actes d'accusation du régime stalinien, provoquant l'intérêt passionné des masses. Le tirage de *Pro Prostu* augmenta en quelques mois de temps de 10000 à 100000 exemplaires. Les lecteurs s'arrachèrent le journal et on le payait au poids d'or sur le marché noir. Le poème, *Deux Fragments*, d'Adam Wazyk qui y fut publié exprimait la déception et l'espoir de toute une génération de communistes. L'hebdomadaire de Cracovie, *Zycie Literackie* publia un article au titre symbolique, *Je vis un tremblement de terre*, dans lequel l'écrivain célèbre Wladyslaw Machejek souleva des problèmes aussi épineux que les procès de Moscou contre Boukharine, Zinoviev et Kamenev, l'existence de camps de travail forcé en Sibirie, le rôle des sociaux-démocrates dans la lutte de résistance contre l'occupation nazie en Pologne, etc.

Cette offensive littéraire de l'opposition eut comme pendant naturel une offensive politique. Des congrès littéraires et scientifiques, puis le Congrès des économistes ouvert le 7 juin dernier, furent le théâtre de discussions libres et violentes, où les dogmes staliniens furent ouvertement attaqués. Dans le parti même, des cellules entières prirent l'initiative d'engager une action collective, exigeant la convocation d'un congrès extraordinaire après les révélations du rapport Krouchtchev.

C'est dans ces conditions de « dégel » général, accompagné d'une pression rapidement croissante du mécontentement des masses, que l'appareil du parti dut faire une série de concessions de la plus haute importance. Il permit aux comités d'entreprise de jouer, davantage que par le passé, un rôle autonome de défense des intérêts des ouvriers sur les lieux de travail. Le Conseil central des Syndicats exigea que le gouvernement abroge la funeste loi du 19 avril 1950 sur la « discipline du travail socialiste » qui introduisit en Pologne les pires excès de la législation stalinienne du travail : amendes et licenciements

pour retards minimes, peines de travaux forcés, omnipotence des directeurs, etc. Le ministre du Travail parla même de l'indépendance des syndicats...

Voilà le climat dans lequel pouvait éclater la révolte de Poznan. Une liberté ouvrière — très restreinte — retrouvée, des salaires de famine maintenus, voilà la combinaison de facteurs objectifs qui rendit la révolte possible.

Le parallèle entre Berlin 1953 et Poznan 1956 saute aux yeux. Ici comme là, un brusque « dégel » de la dictature constitua une concession indispensable au mécontentement des masses. Ici comme là, ce « dégel » ne fut pas accompagné d'une véritable amélioration des conditions de vie des travailleurs. Ici comme là, le « cours nouveau » prépara et facilita une action directe des masses. Il fut le véritable anneau intermédiaire, dans la chaîne de la révolution, qui se prépare entre la pression et le début de l'action directe des masses.

A ce point cependant le parallèle Berlin-Poznan s'arrête. A Berlin, après un moment de panique, la fraction dominante de l'appareil bureaucratique se ressaisit et, tout en accordant d'importantes concessions matérielles aux masses, frappa sans scrupules et sans pitié les « coupables », ne fût-ce que ceux des siens coupables de vouloir se rapprocher un peu des ouvriers révoltés. Après Poznan, toute tentative de répression échoua, étant donné la pression et l'initiative des masses dans tout le pays — comme en témoignent les lettres envoyées à la presse et à la radio, citées plus haut.

A Berlin, les dirigeants de la bureaucratie soviétique furent à l'avant-plan de ceux qui exigèrent une répression exemplaire. Le voyage de Boulganine et du maréchal Joukov à Varsovie, au moment où se réunissait le 7e Plénum du Comité central du PC polonais avait le même but. Ce voyage se plaça dans l'effort déclenché par la fraction Krouchtchev-Boulganine au mois de juillet, de limiter les « excès » de la déstalinisation (critiques contre Togliatti, etc.). Boulganine prit la parole à Varsovie pour accuser les « agents provocateurs étrangers » d'avoir causé les événements de Poznan. Il attaqua en termes violents la presse polonaise qu'il accusa d'avoir « en partie succombé à l'ennemi ». Ochab reprit la même remarque avec plus de nuances. La majorité de Comité central cependant ne suivit pas Boulganine mais décida de développer et d'amplifier plus que jamais le « cours nouveau ». Le journal *Pro Prostu* n'hésita pas à écrire au lendemain du CC que ce n'était pas moins, mais plus de liberté, notam-

ment de liberté de presse, qu'il fallait au communisme polonais. C'étaient des paroles significatives, au moment où elles furent prononcées. Ce fut la première manifestation publique d'opposition politique à un cours proposé par le Kremlin et par le premier secrétaire du PC polonais. Ce

fut la preuve tangible du fait que, dans les conditions actuelles, avec une pression croissante des masses, des communistes oppositionnels avaient pu conquérir un début de liberté de la presse. La réadmission de Gomulka confirma ces mêmes tendances.

LA «DEUXIEME REVOLUTION»

La pression des masses a rendu inévitable le «cours nouveau» qui, à son tour, a précipité l'action des masses. Boulganine a, à sa façon, raison d'affirmer que les critiques violentes de la presse avaient encouragé les travailleurs de Poznan dans leur action. Mais un «libéral» quelconque du Comité central aurait pu lui répondre, avec autant de raison que, si cette soupape de sécurité n'avait été précipitamment installée, des explosions d'une nature différente mais encore plus dangereuses pour le régime se seraient vraisemblablement produites. Il ne sert à rien d'épiloguer sur cette philosophie. Lorsque les rapports entre gouvernants et gouvernés se modifient radicalement en faveur de ceux-ci, la politique de répression devient tout aussi inopérante que la politique de libéralisation pour sauver le régime.

Dans le climat de revalorisation intense de toutes les valeurs entreprise par l'opposition communiste, les problèmes fondamentaux de la société postcapitaliste ont été hardiment posés en public. *Trybuna Ludu*, dans son article précité, écrit : «*La grève des ouvriers de Poznan — il ne faut ni voiler ni excuser cette vérité fondamentale bien que douloureuse — a été causée, dans une large mesure, par les déformations bureaucratiques de l'Etat prolétarien*» (6 juillet 1956).

Même le secrétaire du parti, Ochab, déclara dans son rapport devant le 7e Plénum : «*Les événements de Poznan démontrent que nous avons fait peu de choses pour surmonter les déformations bureaucratiques de notre Etat*» (*Trybuna Ludu*, 20 juillet 1956).

D'autres allèrent beaucoup plus loin. *Pro Prostu* décrit ce que ce journal courageux appelle : «*La disparité (contradiction) entre le caractère social de la production et le système de direction de l'économie soviétique excessivement centralisé et bureaucratique*».

La revue *Nowa Kultura* publia le 29 avril 1956 un article étonnant, disons extraordinaire, qui représente certainement la condamnation publique la plus violente de la dictature bureaucratique qu'on ait jamais for-

mulée publiquement dans un pays où règne cette dictature : «*Le 1er mai stalinien, le 1er mai habituel de la «Pologne populaire» ? C'est, ensemble, la Révolution et la Contre-révolution. Les ouvriers à côté des bourgeois qui les pillent impunément. Les vieux révolutionnaires avec les petits conformistes de la Jeunesse communiste. Les dévotes de la Sainte Vierge avec les dévotes du culte de la personnalité...*

«*La Révolution nous a dotés d'un appareil complet de gouvernement. Elle en a recouvert tout le pays, elle y a placé des milliers de gens, tous intéressés à sa sauvegarde et à son renforcement. Jamais contrôlé par les masses, et bientôt supprimant avec habileté tout moyen de contrôle, cet appareil a dégénéré : il a formulé lui-même ses principes et a défini ses propres buts ; il s'est entouré d'une police à sa dévotion qui défend les intérêts de la caste officielle ; il a produit sa propre mythologie autour d'une foi et d'un chef infaillible ; il a formé ses propres alliances de classe par des combines entre la caste officielle et les professions privilégiées ; il a tiré sa propre esthétique de la version jdanovienne du réalisme socialiste. Il ne manquait plus aux privilégiés du système que l'héritage matérielle et nobiliaire. Cette caste a été un élément anti-progressiste, et ses intérêts étaient contraires à ceux des travailleurs...*

«*Ce qui se passe chez nous (maintenant), c'est une révolution. (Qu'on inscrive sur les pancartes du 1er mai les mots d'ordre suivants :*

— *Le pouvoir aux ouvriers et aux paysans, leurs voix étant décisives dans l'administration de l'industrie et dans la lutte pour une nouvelle agriculture ;*

— *Le pouvoir au peuple, avec de nouveaux conseils nationaux dotés de pouvoirs effectifs, sous une forme entièrement démocratique ;*

— *Le respect de la loi, une entière liberté de parole et de discussion, une juridiction indépendante, le respect de la Constitution ;*

— *L'étendard rouge de la classe ouvrière et son hymne avec ses paroles : «Prends ce qui t'est dû, conformément à ta propre loi, et cherche ton salut dans ta propre volonté !»*

Que nous donne cette profession de foi magnifique, sinon l'analyse marxiste — c'est-à-dire trotskyste — de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS et des «démocraties populaires», complète jusqu'au vocabulaire même ? Que nous donne-t-elle sinon le programme de la révolution politique, de cette «deuxième révolution» dont il est si souvent question maintenant, pour laquelle les communistes oppositionnels comme Krystof Toeplitz, l'auteur de l'article précité, tout comme les rédacteurs de *Pro Prostu*, élaborent une plate-forme et sur la voie de laquelle les ouvriers de Poznan ont posé le premier jalon ?

Il n'est pas étonnant que l'attention du mouvement ouvrier polonais soit aujourd'hui de plus en plus centrée sur la question de la gestion de entreprises, des relations entre directeurs et ouvriers, de la participation des travailleurs à cette gestion. Parmi les causes de Poznan, il y a l'irritation, l'indignation des travailleurs envers l'inepte gestion bureaucratique qui les frustre d'une grande partie de leurs sacrifices. Dès le 6 juillet, *Trybuna Ludu* avait soulevé ce problème en parlant de la nécessité de «démocratiser la gestion des entreprises» et concluant : «*Le 'feu roulant' de la démocratisation de l'économie devrait être ouvert par les grandes entreprises industrielles qui disposent des ouvriers les mieux organisés et les plus conscients. C'est là que devrait commencer la 'détermination des limites des sacrifices en accord avec les ouvriers' et la participation de fait des groupes d'ouvriers à la gestion de l'économie.*»

Inévitablement, les communistes oppositionnels polonais cherchèrent à s'inspirer de l'exemple yougoslave à ce sujet. Ainsi, la revue *Nowa Kultura* publia, dans son numéro du 1er juillet, un article intitulé *Le problème : Yougoslavie*, qui s'attaque aux fondements mêmes de l'idéologie apologétique stalinienne. La propriété des moyens de production ne résout pas encore tous les problèmes économiques fondamentaux, explique l'auteur, suivant un exposé de Kardelj. Il reste à déterminer qui dispose en fait de ces moyens de production. Le socialisme est irréalisable s'il signifie — comme l'affirmait Staline — une concentration permanente de ces moyens de production entre les mains «d'organes dirigeants». Il faut avancer sur la voie de la libre disposition des moyens de production entre les mains des producteurs eux-mêmes. Les formes et le rythme de ce processus peuvent être sujets à discussion, mais non son objectif.

Il est vrai que l'histoire a déjà suffisamment avancé depuis 1949-1950, pour qu'aujourd'hui l'opposition communiste polonaise ne reçoive

plus d'impulsions de l'exemple yougoslave. Au contraire, l'opportunisme de la direction yougoslave — qui n'a pas hésité à mettre, elle aussi, les faits de Poznan sur le compte de provocateurs (de procureurs staliniens, il

est vrai) alors qu'elle avait analysé de façon correcte les événements analogues de Berlin — exerce aujourd'hui un rôle de frein sur le développement théorique et pratique du communisme polonais. Mais la pression des

masses aidant, celui-ci dépassera sans doute autant la pratique yougoslave que celle-ci a pu dépasser jadis la pratique stalinienne soviétique.

Décembre 1957

□

Pologne

Le programme de la IV Internationale pour la révolution politique

LES 21 revendications avancées par le Comité inter-entreprises de Gdansk comme les modalités d'organisation des travailleurs polonais pour mener leur combat représentent une mise en question directe du pouvoir de la bureaucratie.

Elles indiquent que la dynamique de cette mobilisation se dirige dans le sens de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière et de l'établissement d'une réelle démocratie socialiste.

En 1957, le Ve Congrès mondial de la IV Internationale adoptait une résolution intitulée : *Montée, déclin et chute du stalinisme*. Dans cette résolution, un chapitre entier était consacré au programme de la révolution politique, dont le potentiel s'était affirmé avec force en Hongrie et en Pologne en 1956.

Le développement des révolutions polonaise et hongroise... ainsi que toute la discussion internationale déclenchée par la crise actuelle de la dictature bureaucratique rendent impérieuse la formulation par la IV Internationale d'un programme plus détaillé et plus précis pour cette révolution. Il ne s'agit pas d'un programme de revendications immédiates ou transitoires, qui pourraient conduire aux premières actions de masse contre la dictature bureaucratique. De telles revendications, suivant en général la ligne des revendications incorporées dans le Programme de Transition pour l'URSS doivent être élaborées par les marxistes révolutionnaires

de l'Union soviétique et des pays de «démocratie populaire», sur la base des conditions concrètes qui existent dans ces pays. Le programme esquissé ci-dessous est celui que les marxistes révolutionnaires présentent aux masses déjà réveillées et politiquement actives, à la veille, pendant et au lendemain de l'éclatement de la révolution politique. C'est le programme pour l'édification de la démocratie soviétique dans l'Etat et l'économie, problème crucial de la révolution politique autour duquel la discussion parmi les ouvriers avancés est centrée, comme l'ont prouvé les exemples polonais et hongrois...

UN ELARGISSEMENT DES DROITS ET LIBERTES DEMOCRATIQUES

L'organisation de l'Etat ouvrier doit être revue à la lumière de la théorie léniniste classique en la matière, la théorie de la démocratie soviétique en tant qu'élargissement et non restriction des droits et libertés démocratiques dont peut disposer l'ensemble des masses laborieuses par rapport aux libertés dont elles jouissent même dans les Etats bourgeois les plus démocratiques. Dictature du prolétariat et démocratie soviétique sont synonymes dans ce sens que l'octroi de libertés politiques illimitées aux masses laborieuses peut être accompagné d'une restriction ou même d'un refus de libertés politiques à tous les représentants des classes hostiles, c'est-à-dire à tous

ceux qui œuvrent au renversement de l'Etat ouvrier basé sur la suppression de la propriété privée des grands moyens de production.

En pratique, l'exercice réel du pouvoir par des soviets, des conseils librement élus par les travailleurs manuels et intellectuels des villes et des campagnes, organismes à la fois législatifs et exécutifs et représentant pour cette raison une forme supérieure d'organisation démocratique, n'est possible que si les garanties suivantes existent :

a) Liberté d'organisation pour tous les partis qui se placent dans le cadre de la légalité soviétique, dans le cadre de la constitution de l'Etat ouvrier;

Nous publions ici des extraits de ce chapitre dont l'actualité du contenu est une fois de plus révélée par la lutte des travailleurs polonais.

Les intertitres sont de la rédaction d'*Inprecor*.

Le XIe Congrès mondial de la IV Internationale a initié une nouvelle discussion sur la question de la démocratie socialiste à la lumière des expériences de luttes des travailleurs tchécoslovaques et polonais, des discussions de la «dissidence chinoise», comme des débats qui ont surgi sur ce thème au sein du mouvement ouvrier, particulièrement en Europe capitaliste après 1968*.

- b) Liberté effective de presse et de réunion, c'est-à-dire droit pour chaque tendance appuyée par un nombre minimum légalement établi d'ouvriers manuels et intellectuels, ou par un avis des soviets, d'obtenir à leur disposition des locaux de réunion, du temps d'émission aux stations de radio et de TV, du papier-journal et des installations d'imprimerie au prorata des disponibilités;
- c) Election et réélection périodique des membres des organismes législatifs centraux et des principaux fonctionnaires centraux, provinciaux et locaux, au scrutin secret et avec multiplicité des candidats ou de listes, représentant les divers partis soviétiques, et révocabilité des élus au gré de leurs électeurs;
- d) Limitation du traitement de tout fonctionnaire dans l'administration, avant tout dans l'administration de l'Etat, au salaire d'un ouvrier qualifié;

* Les lecteurs trouveront ces nouveaux textes dans le numéro spécial d'*Inprecor*, consacré au XIe Congrès mondial de la IV Internationale.

(Les commandes peuvent être passées à l'adresse suivante :

INPRECOR
Boite postale 57
93101 MONTREUIL CEDEX
(France)

avec la mention «Congrès mondial» et un chèque de 35 F.)

- e) Election et réélection périodique des juges au scrutin secret, garantissant leur indépendance complète par rapport aux organes d'administration de l'Etat. Juridiction contradictoire, avec le droit de défense assuré dans chaque cas, et sur la base du droit écrit;
- f) Dissolution de tous les organes permanents de sécurité intérieure secrets. Ils doivent être remplacés par des milices ouvrières publiques, fonctionnant au besoin à l'aide d'organes auxiliaires soumis constamment au contrôle public des soviets;
- g) Armement général des travailleurs et établissement d'arsenaux d'armes automatiques dans les entreprises et les quartiers ouvriers.

Le principe léniniste dont s'inspire la IVe Internationale, c'est que, si la violence est nécessaire dans les relations entre le prolétariat et l'ennemi de classe, elle doit être bannie des relations qui opposent à l'intérieur de la classe ouvrière les tendances différentes du mouvement ouvrier, et les relations qui opposent à l'intérieur du parti révolutionnaire différents courants, tendances et fractions. La dictature du prolétariat signifie l'emploi de la violence contre l'ennemi de classe, en fonction de sa résistance. La démocratie soviétique signifie le refus d'employer la violence à l'intérieur du mouvement ouvrier, et le recours exclusif du parti révolutionnaire dans ses relations avec sa classe et les autres couches laborieuses de la société à la persuasion et à l'expérience.

Comme en pratique les frontières entre la classe ennemie et les classes laborieuses ne sont pas nettement tracées; comme de nombreuses conditions objectives peuvent amener l'ennemi de classe à s'appuyer sur les courants les plus conservateurs de ces classes laborieuses, l'avant-garde révolutionnaire peut être amenée parfois devant un choix douloureux : ou bien admettre qu'une situation dangereuse se développe pour l'Etat ouvrier, ou bien employer, pour écarter ce danger, des méthodes qui sapent gravement la confiance des travailleurs dans l'avant-garde et dans leur Etat. Sans vouloir énoncer des vérités absolues ni des dogmes, la IVe Internationale déclare que, sur la base de l'expérience passée, il est absolument clair qu'un Etat ouvrier a constamment à faire face à deux dangers aussi longtemps que la victoire mondiale du socialisme n'est pas assurée : le retour de la contre-révolution capitaliste et l'affirmation de la dégénérescence bureaucratique. Plus l'Etat est faible, plus la pression ennemie est forte et plus la confiance de la grande majorité des travailleurs ainsi que leur initiative politique font défaut, et plus toute mesure de con-

trainte exercée contre des parties de la propre classe sape la confiance de celle-ci dans l'Etat et ouvre la porte à la dégénérescence bureaucratique. C'est pourquoi il est du devoir du parti révolutionnaire de se soumettre au verdict démocratique des soviets, même quand ceux-ci commettent des erreurs graves que l'expérience permettra à la masse des travailleurs de reconnaître et de corriger tôt ou tard. C'est seulement dans cet esprit que le principe : TOUT LE POUVOIR AUX SOVIETS, comme base d'organisation de l'Etat ouvrier, prendra tout son sens.

En développant le programme de la révolution politique pour le rétablissement de la démocratie ouvrière dans les Etats ouvriers, la IVe Internationale maintient inébranlablement le principe de la défense de tous les Etats ouvriers contre l'impérialisme. Elle combattra tous les efforts de celui-ci pour exploiter la révolution politique dans ses propres intérêts contre-révolutionnaires. Ces efforts s'accroîtront dans la mesure où la révolution politique progressera. Cela rend d'autant plus urgente notre tâche d'explication permanente de notre position traditionnelle en la matière aux masses et aux cadres communistes.

LES RELATIONS ENTRE L'APPAREIL D'ETAT ET LE PARTI REVOLUTIONNAIRE

La dégénérescence bureaucratique de l'URSS a démontré que les racines de la puissance de l'appareil bureaucratique résident dans sa disposition plus ou moins arbitraire de l'appareil de production de l'Etat. Les relations entre l'appareil d'Etat, l'appareil dirigeant de l'économie, et le parti révolutionnaire sont pour cette raison décisives pour assurer l'essor de la démocratie socialiste soviétique. Ces relations doivent être régies par les principes suivants :

- a) Distinction fondamentale entre l'Etat ouvrier et le parti révolutionnaire, l'un ne pouvant se confondre avec l'autre ni être subordonné à l'autre. Ceci signifie notamment que, dans aucune condition, un organisme quelconque de l'Etat — a fortiori un organisme de sécurité — ne peut intervenir dans des discussions ou des luttes de tendances internes du parti. Ceci signifie aussi qu'aucun organisme d'Etat élu par les masses (ou les soviets) ne peut être modifié dans sa composition sur décision du parti;
- b) Election et contrôle démocratique des dirigeants du parti par les membres du parti, par l'observation stricte de toutes les règles de fonctionnement du centralisme démocratique : congrès et conférences

à périodes fixes, election des dirigeants locaux, régionaux et nationaux au scrutin secret, liberté d'organisation de tendances allant jusqu'au droit de publication de bulletins intérieurs de tendance, information et discussion aussi complète que possible à la base avant que ne soient tranchés des différends importants par des organismes centraux, pas de sanction contre des membres sans accord des organismes de base dont ils sont membres, etc.;

- c) Contrôle démocratique de l'appareil d'Etat et de l'appareil économique par la masse du peuple laborieux, organisé respectivement dans ses soviets locaux et conseils d'usine. Election et révocabilité des principaux membres de ces appareils par ces organes respectifs. Participation active des différentes tendances politiques existantes au choix de dirigeants et de programmes d'action opposés;
- d) Absence de privilèges matériels attachés à l'exercice de fonctions dirigeantes, des exceptions ne pouvant être tolérées que dans le cas de techniciens non membres du parti qui doivent dans ce cas être soumis à un contrôle sévère par les organismes soviétiques de base;
- e) Principe du maximum d'information et de publicité pour toutes les questions controversées au sein du parti, des organismes d'Etat et des organismes dirigeant l'économie. C'est la condition indispensable pour que le prolétariat puisse effectivement diriger l'Etat et pour qu'il acquiert le plus rapidement possible l'expérience nécessaire afin d'effectuer cette direction avec le maximum d'efficacité possible.

LE PARTAGE DES FONCTIONS ECONOMIQUES

L'organisation de l'économie socialisée, pendant la période de transition du capitalisme vers le socialisme, est la pierre de touche de l'évolution de l'Etat ouvrier vers l'élargissement de la démocratie socialiste jusqu'au moment où la démocratie elle-même dépérit comme dernière forme de l'Etat, ou vers les déformations bureaucratiques de l'Etat et l'apparition de nouvelles inégalités sociales pouvant aller jusqu'à une dégénérescence bureaucratique monstrueuse.

En tant que marxistes, nous savons que la dégénérescence bureaucratique de l'Etat ne peut être qu'une étape transitoire dans l'histoire de la lutte pour le socialisme mondial, étape rendue possible par l'insuffisance des bases matérielles dont dispose un Etat ou un groupe d'Etats ouvriers, et par son isolement. Cependant, en reconnaissant cette cause dernière de la dégénérescence, les marxistes n'ad-



mettent nullement un déterminisme mécaniste et automatique, c'est-à-dire l'inévitabilité d'une dégénérescence extrême du type soviétique. Ils reconnaissent seulement que plus la base matérielle de l'Etat ouvrier est pauvre, plus grand est le risque de déformations bureaucratiques de l'Etat. Mais en s'appuyant sur la douloureuse expérience soviétique qui a coûté au prolétariat soviétique et international des hécatombes, des défaites et des sacrifices évitables, ils comprennent la nécessité absolue pour l'avant-garde révolutionnaire, pour le facteur subjectif, de contre-carrer dans la mesure du possible le jeu des forces objectives spontanées nées du besoin, de la pression du milieu adverse, du manque de culture et de qualifications, etc.

Il est essentiel de concevoir à ce sujet un **partage des fonctions et des pouvoirs économiques** qui limite à l'extrême les possibilités d'arbitraire bureaucratique, tout en créant en même temps les garanties les meilleures pour un essor aussi harmonieux que possible des forces productives. Ce partage des pouvoirs doit s'établir schématiquement d'après le plan suivant :

a) Décisions centrales (dans un Congrès national des soviets ou des conseils ouvriers), après discussion démocratique de plans opposés, en ce qui concerne les grandes lignes de la répartition du produit national (politique d'investissement, taux de progression, politique des prix et des salaires). La IV^e Internationale rejette comme antidémocratique et anticommuniste le mythe anarcho-sindicaliste de l'autonomie complète des entreprises qui ne peut aboutir qu'à la lutte de concurrence sur un mar-

ché, plus ou moins libre ou plus ou moins monopolisé, entre des entreprises, avec toutes les injustices que cela entraîne (appropriation par les ouvriers des usines plus modernes d'une partie du produit créé par les ouvriers des entreprises plus arriérées, etc.) et avec le danger de la dislocation de l'économie planifiée ;

b) Gestion des entreprises par les conseils ouvriers dans le cadre du plan général élaboré par les représentants élus de l'ensemble du prolétariat. Ces conseils doivent contrôler et, au besoin, modifier en cours de route l'exécution du plan, et doivent défendre, contre des exigences injustes de l'appareil central, les intérêts particuliers des producteurs (normes de travail et de salaire dans leur application concrète, licenciement et embauche, organisation du travail, etc.). Ils doivent élire le directeur et constituer en même temps la grande école de gestion, dans laquelle un nombre croissant de travailleurs s'initie, à tour de rôle, à l'exercice des fonctions d'administration des entreprises ;

c) Rôle de contrôle joué par les syndicats qui, devant les conseils ouvriers — représentant avant tout le point de vue de la production — et les organes centraux de planification, doivent surtout défendre les intérêts des ouvriers en tant que consommateurs et citoyens ayant des besoins culturels déterminés. Ils doivent discuter des normes générales du travail et des salaires et de leur application aux branches d'industrie et aux usines dans le cadre de contrats collectifs à termes fixes ; ils doivent veiller à la sécurité sociale des travailleurs sous toutes ses formes sans remplir un rôle d'administration (qui incombe à l'Etat, c'est-à-dire aux organismes locaux d'auto-administration) ; ils doivent s'efforcer de réduire la durée du temps de travail, d'augmenter les possibilités de congés payés et de participation des travailleurs à la vie culturelle sous tous ses aspects, etc. Ils doivent être basés, comme le parti, ~~sur la stricte règle d'adhésion volontaire~~, contrairement aux conseils ouvriers et soviets, dans lesquels tout salarié de l'entreprise ou de la localité a automatiquement droit de vote.

La garantie effective du droit de grève est en même temps la garantie du caractère effectif et non pas purement formel de ce partage des pouvoirs économiques.

En affirmant l'importance de ce partage des pouvoirs économiques, la IV^e Internationale affirme en même temps que toute structure organisationnelle quelque idéale qu'elle

soit, reste une forme vide de contenu aussi longtemps que ne s'épanouissent pas la démocratie ouvrière politique et la participation effective à la vie politique d'un nombre croissant de prolétaires. Dans une économie planifiée, la détermination des grandes proportions de répartition du revenu national représente la décision capitale qui fixe à tous les organismes d'autogestion un cadre plus ou moins rigide auquel ils ne peuvent échapper sans désorganiser l'ensemble de la planification. Aussi longtemps qu'une majorité de prolétaires ne participe pas à cette décision, de façon directe ou indirecte (par ses représentants librement élus), et qu'en connaissance de cause, elle ne fixe pas elle-même la limite des sacrifices qu'elle consent pour l'essor des forces productives, on ne peut parler réellement d'une démocratie soviétique véritable, épanouie. Aussi longtemps que différents courants ouvriers n'ont pas le droit de présenter des plans généraux ou partiels de rechange au choix des travailleurs, cette participation reste plus fictive que réelle.

REPARTITION ET ACCROISSEMENT DES RICHESSES EXISTANTES

Le socialisme est une forme d'organisation sociale basée sur l'abondance. Au moment où le prolétariat conquiert le pouvoir dans n'importe quel pays, y compris dans le pays le plus avancé, les forces productives ne suffisent pas à assurer une telle abondance à tous ses citoyens et a fortiori à tous les citoyens du globe. L'époque de transition entre le capitalisme et le socialisme est donc de toute façon une période pendant laquelle le prolétariat ne pourra se contenter d'une répartition nouvelle et plus juste de richesses existantes. Il devra de toute façon assurer un accroissement considérable de la production courante de richesses, et de là du stock des moyens de production à la disposition de la société, pour arriver à son but : l'organisation d'une société qui assure à chaque homme la satisfaction pleine et entière de tous ses besoins, sans calculer cette satisfaction d'après la mesure exacte du travail que l'homme lui aura fourni en échange.

A la lumière de cette thèse, on pourrait supposer qu'il n'existe qu'une différence quantitative entre les problèmes d'essor de la production posés pour un Etat ouvrier ou un groupe d'Etats ouvriers encore à peine industrialisés, et pour des Etats ouvriers apparus dans des pays où le capitalisme lui-même avait préalable-

ment assuré un large épanouissement de l'industrie moderne. Ce n'est pas le cas : il y a entre ces pays des différences qualitatives en ce qui concerne les problèmes posés par l'essor d'une industrie socialisée :

a) Du point de vue social, dans le premier groupe de pays, l'industrialisation, même si elle dispose de l'aide d'une économie socialiste internationale, se développe dans un milieu hostile (la majorité de la population constituée par les petits producteurs paysans). Dans le deuxième groupe de pays, l'Etat ouvrier peut compter dans sa politique économique sur l'appui de la majorité, sinon des 2/3 de la population ;

b) Du point de vue économique, l'industrialisation dans le premier groupe de pays doit correspondre à des objectifs combinés : à la fois les intérêts particuliers des travailleurs, l'élévation de leur niveau de vie et de culture, etc. et la nécessité de différencier la paysannerie (en détacher une couche de paysans pauvres qui peuvent s'intégrer librement dans une économie socialisée, et une couche de paysans moyens qui peuvent être neutralisés dans la lutte contre l'accumulation primitive des paysans riches). Dans le deuxième groupe de pays, l'essor de l'économie peut être fondamentalement orienté vers la satisfaction des besoins croissants de la masse des producteurs, tout en réservant pendant une longue période transitoire une tranche importante du produit national à l'aide à accorder aux Etats ouvriers moins industrialisés.

La IVe Internationale n'affirme pas seulement le principe qu'il est impossible pour un Etat ouvrier d'imposer aux travailleurs une marge de sacrifices supérieure à celle qu'ils acceptent librement. Elle affirme en même temps que toute tentative de surélever systématiquement pendant une longue période le taux d'accumulation se répercute négativement et sur la productivité du travail et sur l'auto-discipline des producteurs, et crée ainsi des pertes et des faux frais énormes qui épongent en grande partie les avantages escomptés d'une telle accumulation. N'est rentable à la longue qu'une planification qui établit une proportion harmonieuse dans la croissance des différents secteurs de l'économie, entre l'industrie, l'agriculture et le système des transports et entre les différentes branches de l'industrie elle-même. La base d'un tel système doit être une progression de la production accompagnée d'une élévation plus ou moins équivalente du niveau de vie des producteurs. Plus les producteurs peuvent facilement mesurer eux-mêmes

directement ces progressions parallèles, et plus consciente et enthousiaste deviendra leur participation créatrice à l'essor économique. Les exigences d'un tel développement harmonieux de toutes les branches de l'économie excluent par avance toute politique de collectivisation forcée de l'agriculture, source de stagnation sinon de recul de la production agricole et de graves désordres dans l'approvisionnement en vivres des villes.

Elles peuvent par contre être conciliées avec la création de coopératives de production agricole dans toutes les couches de la paysannerie qui sont socialement et économiquement prêtes à accepter un tel mode de production, à condition qu'il leur apporte des avantages matériels précis.

Sans exclure la nécessité qui peut se présenter même à l'avenir qu'un Etat ouvrier isolé sur un continent déterminé doive entamer par ses propres forces la construction d'une économie socialiste, toute l'expérience a démontré que la division internationale du travail et l'entraide entre différents Etats ouvriers sur un pied d'égalité représentent un facteur facilitant et stimulant l'essor de l'économie, un facteur de toute façon indispensable pour rattraper et dépasser le niveau de productivité du travail atteint dans les pays capitalistes les plus avancés, seul critère de la victoire définitive de l'économie socialisée sur l'économie capitaliste. Toute idée de pouvoir achever la construction d'une économie socialiste autarcique dans un seul pays ou dans un petit groupe de pays doit être rejetée comme un mythe réactionnaire.

LA DEMOCRATIE SOVIETIQUE ET LE LIBRE ESSOR DE TOUTES LES ACTIVITES CULTURELLES

La démocratie soviétique, objectif de la révolution politique dans les Etats ouvriers dégénérés et de la révolution sociale dans les pays capitalistes, est inconcevable sans un essor libre de la création artistique, du travail scientifique et de toutes les activités culturelles de l'homme. Un tel essor s'avère d'ailleurs de plus en plus une condition indispensable à une exploitation pleine et entière du formidable réservoir de forces créatrices techniques et productives que la révolution met à la disposition de la société nouvelle. Un tel essor libre ne signifie pas que le parti et l'avant-garde révolutionnaire s'abstiennent de manifester leur propre avis au sujet des multiples controverses qui peuvent apparaître dans des domaines théoriques. Mais cela signifie :

a) Que le parti révolutionnaire militent activement par la propagande et la persuasion pour toutes les thèses du marxisme et du matérialisme dialectique et historique, qu'il exige que la possibilité la plus ample soit donnée pour suivre l'enseignement de toutes ces thèses, sans que l'Etat impose l'adoption ou l'exposé exclusifs de ces thèses au personnel enseignant ou à la jeunesse ;

b) Qu'aucune tendance scientifique, artistique ou culturelle qui n'est pas considérée comme progressive ou la plus progressive, par l'avant-garde révolutionnaire, ne peut être réprimée ou punie administrativement ou entravée dans son effort de production et de création ;

c) Que l'Etat ne donne pas son investiture officielle, ni par des avantages matériels, ni par une distribution de postes hiérarchiques à une tendance quelconque dans le domaine de la science, des arts ou de la production culturelle, domaines qui sont les plus mûrs pour l'application intégrale du principe de l'auto-administration ;

d) Que le parti distingue nettement entre le choix d'objectifs sociaux, économiques ou culturels à atteindre par priorité (par exemple la solution prioritaire de la crise du logement par rapport aux besoins de l'esthétique urbanistique) et la nécessité de défendre sur le plan théorique (de la planification à longue échéance) des principes corrects se rapportant à ces objectifs, même s'ils ne sont pas immédiatement réalisables.

La démocratie soviétique est de même inconcevable sans la destruction radicale de toutes les barrières qui empêchent aujourd'hui encore une majorité de citoyens de jouir des dons matériels et culturels de la civilisation. Elle doit garantir la gratuité entière de l'enseignement à tous les échelons, la sélection ne pouvant s'opérer strictement que d'après les capacités ; elle doit garantir à chaque citoyens des soins de santé gratuits sans discrimination sociale aucune. Elle doit assurer aux jeunes une participation pleine et entière, et autonome, à la vie politique. Elle doit réaliser pleinement le principe « à travail égal, salaire égal », aider au maximum l'émancipation de la femme de millénaires de soumission... Elle doit revoir dans l'esprit de la révolution d'Octobre le code du mariage, le droit au divorce et à la maternité volontaire (distribution de moyens anti-conceptionnels et droit à l'avortement), les droits des enfants, l'auto-administration de l'école, dans le sens de l'égalité absolue entre l'homme et la femme, de l'absence maxima de toute contrainte matérielle d'un être humain sur un autre...

1970-1976 : Les étapes de la montée ouvrière

Nous publions ici de larges extraits d'un article de Peter Green (membre de la IVe Internationale), intitulé «*Le troisième round en Pologne*» et publié dans le numéro 101-102 de la *New Left Review* (février-avril 1977). Cet article permet de saisir les lignes de forces de la crise de l'hiver 1970-1971 et de l'explosion de juin 1976 qui forment l'arrière-fond de l'actuelle montée ouvrière en Pologne et de l'approfondissement de la crise de la direction bureaucratique.

Peter GREEN

LES événements de juin 1976 ne furent pas une simple répétition du mouvement de grève de la fin 1970. Mais le rapport de forces

dans lequel la direction Gierek a dû opérer entre 1970 et 1976 a été très fortement et très concrètement déterminé par l'offensive de la classe ouvrière qui a débuté en décembre 1970 sur la côte de la Baltique. Il faut, même brièvement, dégager un certain nombre de traits spécifiques de ces «*événements de la Baltique*».

L'OFFENSIVE DE LA CLASSE OUVRIERE

Tout d'abord, il y a eu la profondeur et le dynamisme extraordinaire du soulèvement de la classe ouvrière. Le 12 décembre 1970, — c'est un samedi —, le Conseil des ministres polonais annonce des hausses d'environ 30 pour cent des prix alimentaires. Le lundi matin suivant, 3000 travailleurs tiennent un meeting au chantier naval Lénine de Gdansk, un port de la Baltique. Alors que les dirigeants syndicaux officiels refusent d'entamer la moindre action contre les hausses de prix, les travailleurs se mettent en grève et se dirigent en cortège vers la station de radio locale pour y faire diffuser un appel à la population. Bloquée par la milice, la foule des ouvriers des chantiers navals se dirige alors vers les locaux centraux du Parti de la ville de Gdansk en scandant «*Du pain*» et «*La presse ment !*». La police attaque la manifestation et la foule tenta alors d'incendier les locaux du Parti. Le jour suivant, Gdansk vivait les affres d'un soulèvement populaire tandis que le mouvement de grève s'étendait à Gdynia et Elbalg, où les masses lapidèrent également les locaux du Parti. Les travailleurs de Szczecin se mirent également en grève, tandis que le mercredi 16 les arrêts de travail touchaient la région de Katowice en Haute-Silésie et Poznan. Le mou-

vement n'était plus confiné aux côtes de la Baltique. Le 17, des travailleurs furent massacrés à Slupsk. A ce moment, c'est la classe ouvrière de Szczecin, mobilisée sur une large échelle, sous l'égide du comité de grève du chantier naval *Adolf Warski*, qui prit la direction du mouvement.

Dans la soirée du 17 décembre, des chars faisaient leur apparition dans les principaux ports de la Baltique, au moment où le mouvement de grève et de manifestations s'étendait à Wrocław et Varsovie. Toutes les villes de la Baltique, y compris Starograd et Malbork, étaient en grève. Le vendredi 18, plusieurs des grandes entreprises de Varsovie, dont la fameuse usine automobile *Zeran*, qui avait été à la tête du mouvement des conseils de 1956, cessaient le travail. Les dirigeants des comités de grève de Varsovie lançaient un appel à la grève générale pour le 21 décembre 1970. C'est à ce moment que le comité central du POUP se réunit, pendant le week-end des 19 et 20 décembre; il limogea Gomulka, déjà malade, pour le remplacer par Edward Gierek à la tête du Parti. Mais cela ne mit pas fin au mouvement. C'était seulement le début. Gierek annonça à la Diète (*Sejm*), le 23 décembre, toute une série de con-

cessions économiques: promesse de ne pas augmenter les prix au cours des deux années suivantes, allocation d'une enveloppe de sept milliards de zlotys d'aide aux travailleurs les moins rémunérés, annonce d'un programme de construction d'urgence, etc. Cela ne mit pas fin au mouvement. Les comités de grève se maintinrent en place et organisèrent des grèves répétées sur la Baltique pour exiger des changements politiques en profondeur. Le 24 janvier, au milieu d'une grève avec occupation menée par les travailleurs du chantier naval de Szczecin et alors que d'autres grèves continuaient de se dérouler ailleurs en ville, le Premier secrétaire du Parti, Edward Gierek, accompagné du Premier ministre Jaroszewicz, arriva pour discuter, pendant neuf heures d'affilée, dans un meeting de masse avec les grévistes. En accordant de nouvelles concessions, Gierek parvint à faire arrêter les grèves de Szczecin. Mais cela ne stoppa pas le mouvement. Les comités de grèves de Gdansk et de Szczecin se transformèrent en commissions de travailleurs qui continuèrent à se maintenir comme direction des travailleurs des chantiers navals.

Ils maintinrent aussi leur autorité auprès des travailleurs des zones alentour, tenant un grand nombre de meetings de masse dans les usines des provinces baltes et surveillant les nouvelles élections syndicales dans les chantiers navals. Le régime avait gelé les prix, mais au niveau fixé par Gomulka, après les hausses de décembre et non au niveau antérieur. De plus, la classe ouvrière développait une série de revendications politiques, sur l'indépendance du syndicat et de la presse, au même titre que sur l'amélioration des conditions de vie économiques et sociales. Gierek

avait déclaré qu'il était absolument impossible d'en revenir à l'ancien niveau des prix de 1966; mais le mouvement ne céda pas. Gierek essaya d'éteindre le foyer d'agitation de Gdansk en y tenant une nouvelle réunion avec les travailleurs. Mais ceux-ci ne renoncèrent pas à leurs revendications. Les grèves se poursuivaient dans d'autres régions du pays, notamment dans la grande usine de tracteurs d'*Ursus*, près de Varsovie, où les dirigeants du Parti tentèrent, en vain, de persuader une réunion de délégués des travailleurs de reprendre le travail.

Puis le 11 février, plus de 10000 travailleurs —en majorité des femmes— des sept usines textiles de Lodz se mirent en grève. Et le jour suivant, la seconde concentration industrielle de la Pologne était paralysée par une grève de masse. Gierek plaida pour la patience et la confiance, mais cela resta sans effet. Dans la soirée du 14 février, le Premier ministre Jaroszewicz découvrit que le meeting de masse, enthousiaste, auquel il était venu s'adresser dans le plus grand théâtre de la ville, était en fait encadré par des permanents du Parti jouant les grévistes. Le Premier ministre se rendit alors à une réunion des délégués des usines occupées qui se tenait aux ateliers *Marchelewski*. Il y resta à discuter avec les travailleurs toute la nuit. Au matin suivant, Jaroszewicz quittait l'usine les mains vides. Les travailleurs de Lodz avaient refusé de modifier leurs revendications fondamentales, notamment sur le retour aux prix de 1966. Au même moment, Gierek avait brièvement rencontré les dirigeants soviétiques et, le 15 février, la radio de Varsovie annonçait que la direction du Parti avait décidé un gel des prix de deux ans, cette fois sur la base du niveau de 1966, grâce à un prêt soviétique de 100 millions de dollars. Le Parti avait cédé devant les travailleurs de Lodz, après l'échec des négociations, alors que la grève continuait de battre son plein. Même alors, il fallut encore deux jours pour que les grèves de Lodz prennent fin. Et même à ce moment, le mouvement ne s'arrêta pas. Une conférence régionale des délégués ouvriers s'était tenue à Szczecin le 15 février. Après 26 heures de discussions, la conférence proposa de créer une nouvelle fédération syndicale en expliquant que celle qui existait n'était pas suffisamment liée aux travailleurs.

Au Plénum du comité central de la mi-avril, Edward Babiuch, membre du bureau politique, parla des grèves et des mouvements de protestation qui continuaient dans le pays. La nouvelle fédération syndicale ne vit pas le jour, mais les comités de travailleurs, qui étaient issus des comités de grève, étaient toujours actifs en avril, puisqu'on rapporta que certains d'entre eux s'étaient dissous volontairement. D'autres continuèrent d'exister tout au long de l'année et un rapport datant de l'automne 1972 soulignait que le comité des travailleurs de Szczecin continuait d'exercer une importante influence dans la ville.

En résumé, les grèves de la Baltique, —ainsi nommées—, contre Gomulka en 1970 eurent surtout lieu en 1971 et ne se limitèrent pas aux régions de la Baltique. Elles ne se limitèrent pas non plus à de simples actions de cessation du travail. Le plus important, pour l'analyse qui va suivre, c'est qu'elles ne s'opposèrent pas à Gomulka mais bien à Gierek. La seconde caractéristique décisive des événements de la Baltique, c'est que la question des prix n'était absolument pas la seule revendication du mouvement. C'est

important pour saisir la dynamique du mouvement. Un mouvement axé uniquement sur des revendications économiques n'aurait pas duré ainsi. La nature globale politiquement du mouvement de masse s'est également manifestée par les attaques violentes contre les locaux du Parti, qui se sont produites dans les différentes villes ainsi que par la liste des revendications développées par les secteurs les mieux organisés du mouvement. Le combat pour les libertés politiques démocratiques élémentaires revêtit une importance extrême: pour des élections immédiates et libres des conseils ouvriers et des syndicats, pour la suppression de la censure et pour mettre fin aux mensonges de la presse, pour la mise en jugement des responsables de la mort de plus d'une centaine de travailleurs des ports de la Baltique au cours des affrontements du mois de décembre, pour la dissolution des forces répressives: telles étaient les revendications centrales des travailleurs au cours de ce soulèvement de la Baltique. Un tel programme, quels que soient les gens qui l'avancent, représente une menace potentiellement mortelle pour les régimes bureaucratiques en Europe centrale.

LA CLASSE OUVRIERE ET LE POUP

L'offensive ouvrière prolongée de 1970-1971 n'a pas d'équivalent dans toute l'histoire des trente dernières années de l'Europe de l'Est. Gierek reconnut lui-même que le pays se retrouva au bord de la guerre civile. Ce qui est également sans précédent, c'est que la classe ouvrière polonaise n'a pas subi de défaite. L'octobre polonais de 1956 avait été suivi par la défaite de la grève des employés des transports de Lodz en 1957. Or ce qui a suivi le décembre polonais de 1970, c'est la victoire des ouvriers de Lodz en février 1971. Et malgré la répression contre les dirigeants grévistes qui a suivi, le régime polonais n'a jamais tenté d'affronter et de défaire toute la classe ouvrière dans un combat ouvert.

Après la tentative de Gomulka d'écraser par la force le mouvement, la direction du Parti fut contrainte de recourir à des manœuvres désespérées pour survivre et reprendre l'initiative. Tout le peuple polonais a pu assister pendant des mois à ce spectacle, humiliant pour eux, d'un

Gierek et d'un Jaroszewicz tentant de reconquérir une autorité politique en allant négocier directement avec les ouvriers grévistes à Szczecin, Gdansk et Lodz, avec ces travailleurs qui avaient combattu dans la rue la police et l'armée et qui avaient été traités de criminels, de hooligans par la presse polonaise en décembre 1970.

Que ce soit sur la côte balte ou à Lodz, les militants ouvriers du POUP avaient été entraînés aux côtés de leurs camarades de travail dans cet affrontement et certains y jouèrent même un rôle de premier plan. Sept des trente-huit membres du comité de grève de Szczecin étaient d'anciens membres du Parti et il semble que le comité de grève de Gdansk en ait compris un nombre encore plus important. La reconstruction du régime politique et toute l'orientation du Parti devaient être reprises à partir de zéro. C'est ce que soulignait le rapport du bureau politique fait lors du comité central de février: «Les événements ont montré

que toute altération des liens entre le parti et la classe ouvrière (...) peut provoquer un bouleversement politique majeur dans notre pays.» Le rapport ajoutait que le Parti «devait désormais s'efforcer de prévenir toute confrontation avec la classe ouvrière».

Le secrétaire de district du Parti pour Malbocq avait donné un aperçu du chaos régnant dans certaines des organisations locales du POUP. Il écrivait, pendant la crise, «qu'il n'y avait aucune unité dans l'action du Parti. Certains camarades ont perdu la tête et ont commencé à attaquer le Parti».

Des régimes comme le régime polonais tirent leur légitimité politique de ce qu'ils prétendent représenter «par excellence» (en français dans l'original) les intérêts de la classe ouvrière industrielle. Et c'est à cause de cette prétention que les dirigeants des PC est-européens doivent continuellement s'efforcer de faire la preuve de leurs liens avec le prolétariat, non seulement en excluant de la vie politique toutes les autres formations sociales, mais également en se révélant capables de démontrer qu'ils jouissent d'un soutien — même passif — des ouvriers, ne serait-ce que sous la forme d'une présence réelle de militants ouvriers dans les rangs d'un parti communiste qui exerce le monopole politique. La répression politique, menée par la milice, l'armée et la police politique est une chose vitale pour ces régimes bureaucratiques. Mais elle n'est pas suffisante, notamment lors de crises du type de celle de 1970-1971, alors que la confrontation militaire se révèle contre-productive et que le régime ne peut assurer sa survie que par la manœuvre politique et l'établissement d'un certain type d'alliances politiques avec certains secteurs de la société. Si nous observons la composition sociale du POUP à la veille du soulèvement de la Baltique, nous découvrons — du moins selon les statistiques officielles — que 40 pour cent de ses membres étaient des travailleurs manuels. Cela signifie qu'à la fin des années soixante, 13 pour cent du total des ouvriers manuels polonais étaient membres du Parti. Au moment du soulèvement de la Baltique, un ouvrier polonais sur dix était membre du parti dirigeant. Et, au cours de la grève, la classe ouvrière polonaise a déserté en masse, de façon active et cons-

ciente le Parti, avec la relative exception de la Haute-Silésie. (Dans ce bassin houillier, qui est aussi le fief personnel de Gierek, les travailleurs sont soigneusement privilégiés et disposent de salaires plus élevés que la moyenne nationale.)

Dans de telles conditions, l'analyse des événements de la Baltique nous oblige à reconnaître non seule-

ment l'ampleur sans précédent de l'offensive de la classe ouvrière, mais nous amène aussi à souligner un autre élément remarquable: la manière dont finalement la nouvelle direction du POUP est parvenue à traverser la crise en demeurant intacte et est même parvenue à rétablir un semblant d'ordre dans la vie politique au printemps 1971. (...)



Pour tenter de répondre à la crise, Gierek prit une série de mesures au plan politique et économique. Afin de rénover l'infrastructure industrielle, il fit appel à des prêts massifs des pays capitalistes (France et RFA) et des banques privées impérialistes. Ainsi, furent importées «des usines clés en mains». Cette modernisation industrielle devait permettre d'accroître les exportations vers les marchés capitalistes. Les nouveaux investissements ainsi financés furent énormes entre 1971 et 1976. A la fin de cette dernière année, 43 pour cent des moyens de production avaient moins de 5 ans d'âge. La direction Gierek voulait aussi lier la croissance des salaires réels à une amélioration de la «productivité du travail», en introduisant les systèmes classiques utilisés dans les entreprises capitalistes. Pour tenter d'accroître la productivité de l'agriculture, — dans laquelle les petits producteurs privés ont un rôle important, — la nouvelle équipe dirigeante envisagea de stimuler la production en élevant quelque peu les prix d'achat des produits et en multipliant les subventions, en attribuant certains avantages sociaux et en instaurant des mécanismes économiques qui stimulent les processus de collectivisation et la mise en place

d'unité de production plus vastes. Pour essayer de canaliser les revendications ouvrières, Gierek lance la politique de «consultation» entre le Parti et les travailleurs; de plus, il réorganise assez profondément le Parti.

Mais de nouvelles contradictions vont émerger avec force. Elles préparent l'explosion de 1976. Le déficit commercial avec les pays impérialistes suit la même voie. La percée des exportations polonaises sur les marchés capitalistes est loin de correspondre aux espoirs des planificateurs et la structure des exportations ne se modifie pas sensiblement. La productivité du travail reste faible. Les travailleurs n'entendent pas fournir un effort qui récompense la caste bureaucratique privilégiée. A cela s'ajoutent les effets de la première récession généralisée de l'économie capitaliste en 1974-1975 et la croissance rapide et très forte du prix du pétrole importé d'URSS. Enfin, la tension s'exacerbe entre la demande de biens de consommation — stimulée par la croissance des salaires — et la capacité d'y répondre aussi bien à cause des progrès insuffisants de l'agriculture que des pressions qu'exerce l'endettement.

Au printemps 1975, les contradictions croissantes entre la nécessité pour les dirigeants polonais de remplir leurs obligations envers les Etats capitalistes et les banques occidentales et, d'autre part, la nécessité d'accomplir les promesses faites au consommateur polonais débouchèrent sur une crise aiguë.

En mars 1975, la viande commença à disparaître des échoppes polonaises. La direction du Parti fut avertie de la colère montante chez les masses. Comme d'habitude, Gierek propulsa son Premier ministre sur les écrans TV pour donner quelques explications et lancer un appel à la patience. Jaroszewicz commit également un article dans *Polityka* pour argumenter sur ce thème. La semaine suivante, l'hebdomadaire du Parti se sentit obligé de publier cette réponse acrimonieuse extraite d'une lettre de ménagère: «*Bien que nous soyons finalement assez habitués aux mensonges de la presse au cours des trente dernières années, ce que vous (Premier ministre) avez écrit passe toutes les bornes. Est-ce que vous croyez vraiment que ceux qui vous lisent sont un ramassis de demeurés ou d'imbéciles ?*»

Après l'expérience du contact direct qu'elle avait eu avec les ouvriers des chantiers navals, en 1970-1971, la direction du Parti jeta les réserves de l'armée, pas les réserves d'hommes mais de viande, sur les marchés des ports de la Baltique et dans les zones minières de Silésie. Le seul résultat, c'est que ce furent les ouvrières du textile de Lodz, si redoutées, qui cessèrent le travail et manifestèrent contre les pénuries de viande. A Varsovie, des vitrines furent brisées et des affiches contre Gierek firent leur apparition sur les murs. Dans une autre ville, au sud de la capitale, des affrontements importants eurent lieu. Suivant l'exemple de ce qui s'était passé à Lodz, les ouvrières d'une des usines les plus importantes de la ville, la fabrique de chaussures *Radoskor*, se mirent en grève pour protester contre la pénurie alimentaire. Les dirigeants locaux du Parti tentèrent de briser le mouvement en faisant arrêter 150 des femmes en grève. Mais ils furent bientôt victimes de leur propre zèle et se virent contraints d'opérer une retraite en forme de sauve-qui-peut, car les travailleurs de l'usine de munitions, l'*Atelier métallurgique Walter*, la plus importante entreprise de la ville,

votèrent la grève illimitée jusqu'à la libération des détenues. Cela suffit. En un rien de temps, les femmes furent relâchées. A cette époque, l'incident n'attira pas énormément l'attention des observateurs et le nom de la ville fut bientôt oublié. Il est pourtant bien connu aujourd'hui: il s'agissait de Radom.

La pénurie de viande et la crise qu'elle avait provoquée cessèrent. Mais cela avait constitué une importante expérience pour le régime. Comme c'est généralement le cas dans les sociétés non capitalistes d'Europe de l'Est, les masses tenaient le gouvernement pour responsable de tout bouleversement économique, puisque personne ne peut avoir le moindre doute sur l'identité de ceux qui exercent le contrôle économique dans le moindre détail.

Ensuite, l'accession au pouvoir de Gierek, comme nous l'avons vu, ne fut pas accueilli avec enthousiasme par les masses en Pologne: il n'a été accepté que par l'insistance avec laquelle il a promis à plusieurs reprises d'améliorer de façon continue le niveau de vie. Des biens de consommation à la place de la démocratie ouvrière: telle a été l'offre de

Gierek. Et dès qu'il n'est plus parvenu à fournir les biens, — ne serait-ce qu'une semaine ou deux — la riposte des masses a été immédiate et brutale. Les améliorations du niveau de vie qui avaient eu lieu auparavant n'ont pas désamorcé la colère populaire lors des ruptures de stocks. Au contraire, cela a suscité une détermination peut-être encore plus forte de résister à tout retour aux privations du passé. Ainsi une disette de viande est ressentie comme une insulte et une humiliation intolérables.

La crise de la viande de mars 1975 fut résolue, mais les multiples contradictions qui l'avaient provoquée continuaient de s'intensifier et acquéraient une dynamique de plus en plus autonome et incontrôlable, rendant chaque fois plus improbable la solution des problèmes. Jusqu'au mois de juin 1976, les mesures que le régime tenta d'adopter ne dépassèrent pas la dimension du truc ou du gadget. Mais Gierek ne pouvait pas poursuivre indéfiniment et simultanément, sur un rythme enfiévré, son double roman d'amour à la fois avec le capital financier occidental et les ménagères polonaises. Il allait être fatalement amené à choisir. Et il était peu probable qu'il veuille décevoir les banquiers.

VERS L'EXPLOSION DE JUIN

Dans les mois qui ont précédé l'annonce des hausses des prix, intervenue le 24 juin 1976, les dirigeants du POUP se comportèrent comme s'ils avaient perdu les pédales. Les divers signes avant-coureurs du danger étaient pourtant impossibles à ignorer. C'est dès la fin 1975 qu'une décision avait été prise d'augmenter, l'année suivante, de façon substantielle les prix — Gierek indiqua de combien dans son discours au 7^e congrès du Parti. Un tour de vis brusque sur les importations occidentales aurait eu de terribles effets dislocateurs sur toute l'économie polonaise, tandis qu'une opération de sauvetage de grande envergure, menée par le monde capitaliste — pour autant qu'elle ait été politiquement possible — aurait eu de sérieuses répercussions sur les relations soviéto-polonaises. La seule solution viable restait des mesures d'austérité draconiennes au plan domestique. La demande des consommateurs devait être réduite, la fantastique hémorragie budgétaire

pour subventionner les prix devait être stoppée et des mesures prises pour provoquer d'importants changements structurels dans l'agriculture polonaise. Tous ces thèmes étaient contenus dans le discours sur le projet de barème des prix développé par le Premier ministre Jaroszewicz à la Diète, le 24 juin. Les prix alimentaires devaient augmenter de 60 pour cent en moyenne pour aligner la demande des consommateurs sur le niveau de la production agricole. En même temps, l'augmentation des prix d'achat des produits agricoles à la paysannerie devait être lié à d'importantes hausses des prix des fournitures et des matières premières délivrées par l'Etat à la paysannerie. Cela aurait eu pour effet de décimer économiquement les petits propriétaires parceliaires qui auraient été incapables de payer ces matières premières à leur nouveau prix. De cette manière, la propriété foncière aurait pu être rationalisée par le développement de grandes fermes, d'Etat ou privées,

tandis qu'une nouvelle masse de journaliers, sans conscience de classe, aurait pu être dégagée pour l'industrie. Tel était le plan de la direction polonaise.

Mais elle se révéla incapable de mettre en œuvre ce projet et de le concrétiser dans une série de manœuvres politiques tactiques réalistes. Elle décida au contraire de faire passer en une seule fois, au forcing, les augmentations de prix au lieu de les échelonner comme le fit la direction hongroise en 1975-1976. Les dirigeants polonais avertirent à l'avance la population des hausses mais sans en indiquer l'ampleur. Ils ne firent aucun effort pour développer une atmosphère de crise nationale propice à leurs desseins. Ils promirent d'organiser des consultations, mais ne le firent pas.

C'est à cette époque aussi que la direction fit passer plusieurs réformes institutionnelles inspirées du modèle soviétique. Malgré les protestations, les organisations de jeunesse furent fusionnées au printemps 1976 pour former un seul organisme calqué sur le modèle du Komsomol soviétique. Le dirigeant du groupe parlementaire du *Znak* (1) qui siégeait à la Diète depuis les années cinquante fut évincé des listes électorales pour les élections du printemps. Alors que l'Eglise lançait des appels pour que les Polonais non membres du Parti jouent un plus grand rôle dans les affaires publiques, le Président du Front pour l'unité nationale, qui était un indépendant respecté, fut remplacé sans cérémonie par un dirigeant du Parti peu avant les élections. La propagande anti-religieuse fut relancée. Pourtant, en l'absence d'une forte répression contre l'intelligentsia, ces mesures restaient politiquement incohérentes: elles ne servirent qu'à rendre furieux les intellectuels et une Eglise qui n'avaient été en rien affaiblis. La direction multiplia des gestes futiles pour apaiser la direction soviétique. Elle se préparait ainsi à avoir le pire rapport de forces possible en juin. Pour la première fois depuis son entrée en fonction, Gierek perdait son sang-froid.

La plus explosive de ces modifications à la sauce soviétique pour intégrer de façon plus étroite la Pologne dans le moule institutionnel standard des pays de l'Est concernait une série d'amendements à la Constitution. On jugea nécessaire d'y introduire de nouvelles clauses liant par une éternelle amitié l'Etat polo-

nais à l'Union soviétique et légalisant la position de monopole politique du Parti communiste. De telles clauses avaient été introduites en Bulgarie, en Hongrie et en Allemagne de l'Est, au début des années soixante-dix, alors qu'en Roumanie et en Tchécoslovaquie, elles avaient été adoptées depuis longtemps. La résolution d'orientation pour le 7^e congrès du Parti indiquait que le moment était venu pour la Pologne de suivre ces exemples. Cela aboutit à une extraordinaire vague de protestations dans tout le pays. L'intelligentsia montra la nouvelle confiance qu'elle avait en ses propres forces en prenant la tête du mouvement. L'épiscopat soutint ces protestations, en partie pour des raisons idéologiques générales, en partie pour des considéra-

tions tactiques et pour renforcer sa position pour négocier sur d'autres questions.

Des dizaines de milliers de Polonais, de toutes conditions, exercèrent leur droit «d'être consultés» en inondant la Diète et la presse nationale de pétitions, de lettres ouvertes et de libelles. En tout, ce furent près de 40 000 personnes qui prirent part à cette campagne de protestations. Toutes les différentes contradictions de la stratégie politique de Gierek se concentrèrent et éclatèrent dans cette bataille de la fin 1975 sur les amendements à la Constitution. La question constitutionnelle fut ainsi le contrepoint politique à la crise de la viande qui avait éclaté le printemps précédent.

JUIN 1976 ET SON CONTEXTE

La tactique de la direction du Parti pour faire passer les hausses de prix prévoyait d'utiliser les formes les plus élimées de consultations populaires: ils espéraient éviter à la fois toute discussion réelle et pouvoir proclamer que la promesse de Gierek de consulter la population avait été tenue. Pour cela, le régime tenta de planifier l'annonce des hausses de manière à prendre les masses le plus au dépourvu possible. Le 24 juin, les étudiants étaient déjà en congé et de nombreux Polonais étaient partis en vacances. Rien n'avait été prévu à l'ordre du jour des séances de la Diète, pour la journée du 24 juin, sur les hausses de prix. Après l'annonce le jeudi après-midi, du plan par le Premier ministre, il était prévu une demi-heure pour les «consultations populaires» dans les usines, juste avant la reprise du travail, le vendredi matin. Les mesures de hausse étaient, elles, applicables à partir du lundi matin suivant. Les dirigeants polonais espéraient de toute évidence que la machinerie à l'échelle locale du Parti aurait la capacité politique de tenir en main et de manipuler un meeting d'une demi-heure avec des travailleurs convoqués aux aurores. Il s'avéra que non.

Il est encore impossible de dresser un tableau descriptif complet des événements qui se déroulèrent dans le pays le vendredi 25 juin, trois jours avant le vingtième anniversaire du soulèvement de Poznan de 1956. Mais les traits généraux peuvent en être dégagés à partir du

mouvement de protestations qui a touché les principaux centres.

1.— LA CONSULTATION, MODELE RADOM

Ici, les événements commencèrent avec les travailleurs des *Ateliers métallurgiques Walter*, qui refranchirent les grilles de l'usine le vendredi matin pour aller mobiliser les travailleurs des autres entreprises et manifester. Ils parvinrent à faire débrayer les femmes de l'usine de chaussures *Radoskor*, de l'usine de téléphone *Radom*, de la manufacture de tabac, de la conserverie de viande, des ateliers de réparation du matériel ferroviaire et d'autres entreprises. Voilà un témoignage sur ce qui s'est passé ensuite fait par un travailleur de *Radoskor*: «Vers 10 heures du matin, nous sommes sortis de l'usine pour nous diriger vers la conserverie de viande. Le cortège s'immobilisa dans la rue *Zeronskiego*. On sortit des chargements de viande de l'usine, pour montrer à quel point il y avait des stocks, mais personne n'a touché à ces chargements et ils sont rentrés intacts dans la conserverie. Vers 11 heures, le cortège a descendu la rue *Zeronskiego* en chan-

(1) ZNAK : Groupe catholique libéral, qui prétendait apporter des «critiques constructives au régime».

tant l'Internationale et l'hymne polonais. On criait «Non aux hausses des prix». La plupart des manifestants étaient des jeunes. Le cortège était très ordonné et pacifique. Chacun siffla quand on est passé devant le bâtiment de la Préfecture. Mais aucune vitre ne fut brisée. Nous parvînmes ensuite au siège du comité provincial du POUP. Ce bâtiment fut occupé par les travailleurs. Trois personnes, dont une fille, amenèrent le drapeau rouge et, après l'avoir foulé au pieds, le remplacèrent par le drapeau blanc et rouge (le drapeau polonais). A ce moment, la foule commença à entamer l'hymne national. Pendant ce temps, les négociations continuaient: on demandait à entrer en contact avec le comité central pour obtenir l'annulation des hausses de prix. Une réponse devait nous être rendue dans les deux heures. A 14 heures les secondes équipes rejoignirent les manifestants. Les gens arrivaient en auto ou en camion. Entre 14 et 15 heures, les travailleurs bloquèrent toutes les rues autour de l'immeuble du comité provincial du POUP en mettant des bus et des voitures en travers de la chaussée. Comme, au bout de deux heures, personne n'était sorti pour donner une réponse aux manifestants, ceux-ci commencèrent à saccager l'immeuble. Les vitres furent brisées, les tapis, les bureaux et les postes de TV passés par les fenêtres. D'importantes quantités de conserves de viande, de saucisses et de charcuterie furent découvertes dans la cantine. Les gens criaient: «Regardez comment ces salauds vivent!» C'est à ce moment-là que des magasins situés à proximité commencèrent d'être pillés. Puis ils mirent le feu à l'immeuble du POUP. A 17 heures, la police arriva, armée de canons à eau et de grenades lacrymogènes. Elle déboucha, en colonnes compactes, par la rue Slowackiego et se dirigea vers le local du Parti. Les manifestants mirent le feu aux voitures qui servaient de barricades, passèrent par les côtés et se mirent à attaquer la police à revers. Après que les manifestants autour du comité provincial se soient dispersés, les gens se rassemblèrent autour de la Préfecture. Vers 19 heures, deux personnes mortes, couvertes de sang, furent évacuées en trolleybus par les rues Zeromskiego et Struga. Les gens serraient les poings au passage, mais restèrent fermes».

Selon un rapport, 17 personnes furent tuées dans ces affrontements, au cours desquels 30 millions de

zlotys de marchandises furent pillées dans les magasins. Les combats de rue continuaient trois heures encore après que le Premier ministre ait annoncé à la TV que les hausses étaient annulées. Le gouvernement était si inquiet que six avions de transports de troupes furent envoyés vers la ville au cours de la nuit. Deux mille personnes furent arrêtées dans la vague de répression qui s'ensuivit. Certaines furent placées dans un camp d'internement improvisé dans un faubourg de la ville tandis que les autres étaient enfermées dans une prison aménagée à la hâte à Byalis-tock, près de la frontière soviétique, à 480 kilomètres à l'est de Radom.

2.— LA CONSULTATION, MODELE URSUS

Cette ville, à quelques kilomètres de Varsovie, est construite autour d'une immense usine de tracteurs qui emploie 15000 travailleurs. Le vendredi matin, les ouvriers décidèrent d'élire un comité de 15 membres pour discuter des hausses de prix avec la direction de l'usine. La proposition des travailleurs était de compenser ces hausses par des augmentations de salaires. Mais la direction de l'usine répondit en refusant d'engager des discussions et en licenciant sur le champ les 15 membres du comité.

Sur ce, les ouvriers conduisirent leurs tracteurs pour bloquer la principale ligne de chemin de fer Paris-Varsovie qui passe à proximité. Quand la milice commença à dégager les tracteurs de la voie, les ouvriers ripostèrent en déboulonnant les rails, en édifiant des barricades pour se protéger et en coupant le courant électrique. Ils prirent également en otage le train international à destination de Paris et refusèrent de le laisser repartir tant que la hausse des prix n'aurait pas été annulée. Jusqu'à ce moment, la police restait invisible. Après l'annonce à la TV par le Premier ministre de l'annulation des hausses, certains travailleurs rentrèrent triomphalement chez eux tandis que d'autres manifestèrent leur joie en allumant des feux de joie autour de l'usine et le long de la voie ferrée. C'est le moment que choisit la police pour attaquer avec des gaz lacrymogènes et même des grenades, frappant tous ceux qui lui tombaient sous la main et arrêtant des centaines de personnes. Le matin suivant, 600 ouvriers avaient été

arrêtés et la direction de l'usine mit à pied pour trois mois plus de 1000 travailleurs.

3.— LA CONSULTATION, MODELE PLOCK

Dans ce centre très important de l'industrie pétrolière, situé à quelque distance au nord de la capitale, les travailleurs de la raffinerie commencèrent de bonne heure le matin à discuter des hausses de prix. Après avoir dressé une liste de revendications, ils la présentèrent au directeur comme base de discussion. Celui-ci leur enjoignit de reprendre immédiatement le travail. Les travailleurs sortirent alors en masse de l'usine et, au nombre de 1500, se mirent à manifester en chantant l'Internationale et en brandissant des drapeaux rouges confectionnés à la hâte. Ils se dirigèrent vers le siège du Parti. Au même moment, des travailleurs de l'usine de machines agricoles de la ville, ignorant ce qui se passait à la raffinerie, se dirigeaient vers les casernes de l'armée. Ils chantaient également l'Internationale en scandant «L'armée avec la nation», «L'armée avec le peuple». Quand ils apprirent l'existence de l'autre manifestation, ils la rejoignirent devant les locaux du Parti. Les revendications établies à la raffinerie furent présentées au secrétaire du comité local du Parti qui promit de les transmettre à Varsovie. Quand la nouvelle de la prestation TV du Premier ministre leur parvint, les ouvriers se dispersèrent pour rentrer chez eux. Il était juste 20 heures. A 22 heures, un incident étrange se produisit. Une bande de 200 jeunes parcourut la ville en brisant les vitrines et en pillant plusieurs magasins. La police ne fit rien pour les stopper et n'opéra aucune arrestation. Qui étaient-ils ? D'où venaient-ils ? Il y eut des bruits sur le fait qu'il s'agissait d'une provocation de la police. Le jour suivant, près de 100 travailleurs furent arrêtés. 150 travailleurs de la raffinerie furent licenciés ainsi que 30 autres de l'usine de machines agricoles.

Les informations en provenance d'autres régions restent très fragmentaires. Mais des grèves éclatèrent dans tout le pays. Les travailleurs des chantiers navals de la Baltique cessèrent le travail toute la journée. Mais on ne sait rien sur d'éventuelles manifestations de rue.

La même chose se répéta à la fameuse usine automobile *Zeran*, sur la rive est de la Vistule à Varsovie. Dans cette usine, les 15 000 travailleurs qui produisent la *FIAT-POLSKI* refusèrent pendant deux jours de travailler et restèrent dans l'usine à discuter. Par la suite, 56 ouvriers furent appelés individuellement dans les bureaux de la direction pour des motifs non précisés et se retrouvèrent en état d'arrestation puis menés en prison. La grande usine de coutellerie *Karol Swieczewski*, qui emploie

5 000 travailleurs, se mit en grève tout comme l'usine de transistors *Tewa*. La fabrique de transformateurs *Elta* de Lodz établit une liste de revendications et la remit en mains propres au directeur, l'obligeant à aller la porter à Varsovie, en le menaçant de se mettre en grève s'il ne s'exécutait pas.

La seule région importante de la Pologne où on ne rapporte pas l'existence de grèves fut la Haute-Silésie, où il semble que les mineurs, surpayés, aient continué à travailler.



tante de l'opposition politique qui porta la crise du régime à un nouveau niveau.

LA REPONSE DE LA DIRECTION DU PARTI

Il ne fait pas de doute que le mouvement de grève ébranla le Parti jusqu'au tréfonds. Les événements de Radom et d'Ursus ne furent que les sommets les plus explosifs d'un mouvement extraordinairement large dans tout le pays et le régime avait parfaitement compris que le maintien de son attitude intransigeante sur la question des prix aurait débouché sur le même processus de large auto-organisation d'une classe ouvrière en grève comme cela s'était déjà produit en 1970-1971. Gierak a adopté la démarche inverse de celle de Gomulka. Au lieu de réprimer d'abord pour être ensuite obligé de faire des concessions mineures, les dirigeants polonais ont immédiatement satisfait en juin 1976 la principale revendication des travailleurs en prolongeant le gel des prix. C'est ensuite qu'ils ont tenté de contre-attaquer en réprimant violemment les secteurs les plus combattifs de la classe ouvrière tandis qu'ils essayaient d'organiser l'apparence d'un soutien en leur faveur au travers de meetings de masses dans les principales villes. En fait, ces meetings de masse ne regroupèrent guère plus que les permanents et les membres du Parti. Ainsi *Die Ziet* rapporte que le meeting de Varsovie ne regroupait que le tiers du nombre de personnes annoncé par la direction du POUP. Tous les présents avaient été soigneusement filtrés. Ils portaient des badges spéciaux d'identification parfaitement reconnaissables pour ceux qui ont vu la retransmission TV. Le 30 juin, un meeting de «plus de 800 travailleurs membres et non membres du Parti» eut lieu à Ursus. C'est un chiffre significatif s'il l'on pense que sur les 15 000 salariés de l'entreprise, 2 500 sont membres du Parti. En d'autres termes, les diri-

geants locaux du POUP n'avaient pas été capables de mobiliser la moitié des effectifs du Parti sur l'usine. Le contenu des résolutions adoptées par ces meetings n'était pas uniforme. Certaines étaient d'un modèle classique, cher à Yejov (2), et exigeaient «un châtiment exemplaire des responsables des incidents» comme le rapporte *Trybuna Ludu* du 28 juin. Mais une résolution adoptée à Biala Podlaska se contentait de complimenter de façon paternaliste et équivoque la direction du Parti en expliquant que sa décision d'annuler les hausses de prix avait été «appréciée» et reçue «avec tout le respect dû, comme l'expression d'un bon jugement politique».

La répression prit la forme d'une vague importante de licenciements, pour motifs politiques, des ouvriers les plus impliqués dans les activités politiques sur le lieu de travail avant et pendant les grèves de juin.

Il y eut en outre plusieurs centaines d'arrestations. Les détenus furent brutalisés par la police et les autorités pénitentiaires. Finalement, il y eut une série de procès — certains publics, d'autres à huis clos — débouchant sur de fortes peines de prison pour les manifestants d'Ursus et de Radom. Les dirigeants du Parti escomptaient par ce biais rétablir leur autorité et rejeter la classe ouvrière sur la défensive, sans pour autant provoquer d'affrontements à grande échelle.

Cette contre-attaque se poursuivit au cours des mois de juillet, août et septembre. Mais elle s'affaiblit et mourut contre la vague mon-

La classe ouvrière n'était plus isolée de l'intelligentsia et des milieux culturels ou des étudiants dissidents comme cela avait été le cas en 1970-1971. Pendant les trois jours du mouvement de grève, de nombreux intellectuels de premier plan publièrent des lettres ouvertes et des appels pour demander l'arrêt de la répression. En juin, les forces qui étaient apparues lors de la crise de la viande du printemps 1975 ont fusionné avec les dirigeants de la campagne de protestation contre les amendements constitutionnels prosoviétiques du début 1976 et ont formé un seul front contre la direction du Parti. Après une série de protestations, en ordre dispersé, des intellectuels, un Comité pour la défense des travailleurs (3) fut formé en septembre à Varsovie pour organiser le soutien aux victimes de la répression, pour rendre publique la nature de cette répression, pour demander la libération des emprisonnés et la réintégration des licenciés. Des centaines d'étudiants ou de militants s'investirent dans le travail du Comité, diffusant ses communiqués, organisant la contre-information face à la presse censurée, collectant et redistribuant l'argent aux travailleurs victimes de la répression. Au même moment, l'Eglise demanda la libération des travailleurs emprisonnés et accorda un soutien tacite aux activités du Comité.

(2) Yejov : dirigeant du Guepeou, de 1936 à 1938, sous Staline, qui succéda à Iagoda et s'illustra dans la principale vague de terreur et de liquidations liée aux procès de Moscou menée par la bureaucratie, à laquelle il attache son nom (Yejovtchina).

(3) Qui devait par la suite donner naissance au Comité d'auto-défense sociale (KOR).

Les autorités furent forcées de battre en retraite devant ce mouvement, en relâchant nombre de travailleurs de Radom et d'Ursus emprisonnés (mais pas tous), en offrant des concessions institutionnelles à l'Eglise et en expliquant que les histoires sur la brutalité de la police étaient des inventions anti-communistes. Toutes les capacités imaginatives de la police furent mises en œuvre pour intimider et harceler les membres du Comité: certains furent agressés et frappés; d'autres reçurent des menaces de mort et des

monceaux de lettres anonymes. Mais, au cours des mois de novembre et de décembre, l'initiative passa du régime au Comité qui menait campagne pour que soit constituée une commission d'enquête de la Diète sur les brutalités policières pendant et après les événements de juin. Un nombre croissant de personnalités — dont beaucoup n'avait jamais participé à des actions de protestation — signèrent des pétitions pour l'ouverture d'une enquête officielle sur les brutalités policières. En décembre, ces protestations touchaient

l'Académie des sciences et la direction du Parti se retrouva sur la défensive: ses tentatives de rétablir son autorité par le biais de la répression devenaient une autre source d'instabilité. Même à Radom, où la répression avait été particulièrement dure, plusieurs des travailleurs torturés par la police avaient récupéré suffisamment de confiance pour organiser des actions de protestation contre les brutalités qu'ils avaient subies. (...)

Document Pologne

La crise et l'éventail des fausses solutions

Nous publions ici la transcription d'une conférence donnée par Peter Green, au mois de mars 1980, où il effectue une analyse critique des solutions proposées par les principaux regroupements socio-politiques — les technocrates, la Hiérarchie catholique, les nationalistes et le KOR — à la crise profonde qui traverse la Pologne.

Peter GREEN

DEPUIS la tentative faite par la direction du POUP, en juin 1976, de diminuer brutalement le niveau de vie de la classe ouvrière, la Pologne traverse une nouvelle crise. Les symptômes les plus évidents et quotidiens de cette crise se manifestent au niveau économique et social: augmentation des prix, pénuries chroniques et aiguës, en particulier dans le domaine agricole, grave pénurie d'énergie, dysfonctionnements de l'industrie, large insuffisance des équipements sociaux — manque de logements, pénurie d'équipements médicaux —, énorme endettement à l'égard des banquiers capitalistes occidentaux, etc.

Mais ces problèmes économiques et sociaux sont considérés par de nombreux Polonais, venant d'horizons politiques très différents, comme les symptômes d'une crise globale plus profonde, d'ordre politique et social, une crise beaucoup plus générale qui réclame de nouvelles solutions d'ensemble. Le régime politique n'a avancé aucun programme global de réformes, mais la chute soudaine de Jaroszewicz et d'Olszowski (1), au moment du congrès du Parti, indique clairement que la paralysie politique du régime tout au long des quatre dernières années a été source

de tensions constantes au sommet du Parti et au sein de l'appareil d'Etat.

LES MANAGERS

L'élite qui se trouve aux postes de direction et qui est responsable de l'organisation de la production se satisfait totalement des structures générales de l'Etat polonais sous Gierek, mais elle voit la principale raison de la crise actuelle dans la paresse et l'indiscipline de la classe ouvrière polonaise et dans l'absence d'instruments efficaces pour faire travailler plus dur les ouvriers polonais. Les courants les plus conscients chez les managers économiques, ceux qui en sont arrivés à poser les problèmes en termes de solutions programmatiques globales, se sont exprimés très clairement dans les pages de *Polityka*: ils veulent que le régime s'attaque à l'un des acquis les plus fondamentaux des ouvriers polonais de la période d'après-guerre: le droit au travail. Ils souhaitent créer une armée industrielle de réserve afin que chaque ouvrier sente peser sur lui la menace du chômage. Dans ce sens, ils pensent que les travailleurs seront obligés de travailler plus dur et produiront, par conséquent, un important surplus permettant au régime de surmonter la crise.

La direction du Parti a reculé devant ces propositions car elle craint la réaction des ouvriers polonais. Elle sait que les travailleurs résisteront de toutes leurs forces et elle n'a pas suffisamment confiance en elle-même pour croire qu'elle sera capable de gagner cette bataille contre la classe ouvrière — et l'histoire polonaise donne tous les exemples du contraire.

LA HIERARCHIE CATHOLIQUE

La Hiérarchie catholique a proposé son propre diagnostic de la crise et son programme pour apporter une «solution» aux problèmes polonais. Alors que les Polonais de chacun des groupes sociaux et de toutes opinions politiques sont de religion catholique, la Hiérarchie de l'Eglise a son propre point de vue dictinct, qui correspond à son intérêt collectif qui est de renforcer l'Eglise en tant qu'organisation et d'accroître l'influence même de la Hiérarchie sur le cours des événements en Pologne.

(1) Stefan Olszowski, écarté en février 1980, lors du dernier congrès du POUP, fut envoyé comme ambassadeur en Allemagne de l'Est. Il vient d'être réintégré dans le bureau politique du POUP.

On dit souvent que la Hiérarchie n'a pas de rôle politique, qu'elle s'occupe de sauver les âmes et non des affaires de l'Etat polonais, mais c'est une vue quelque peu naïve: la tâche de préserver et d'accroître le pouvoir de l'Eglise fait de tout événement important se produisant en Pologne l'objet de profondes préoccupations de la part de la Hiérarchie qui ne craint pas d'essayer d'exercer son influence pour tirer profit du cours des événements. Le fait qu'elle n'emploie pas le langage politique et les méthodes conventionnels afin d'arriver à ses fins ne change pas le moins du monde son engagement profond dans la vie politique.

Que veut la Hiérarchie ? Quelle est son analyse de la crise ? Tout d'abord, malgré son idéologie officielle anti-communiste, la Hiérarchie ne cherche pas à renverser les bases sociales et économiques de l'Etat polonais telles qu'elles furent établies à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Elle ne cherche pas non plus à renverser l'actuel régime politique ni même à apporter son soutien à ceux qui, en Pologne, luttent contre la dictature bureaucratique. Comme l'a dit le cardinal Wyszynski, lors de la visite du président Carter en Pologne, en 1978, indiquant par là l'opinion de la Hiérarchie : «*Gierek a les intérêts de la Pologne à cœur.*»

Pourquoi les évêques polonais adoptent-ils ce point de vue ? Serait-ce parce que le soutien à un régime existant est en tout lieu un devoir pour les dignitaires catholiques ? Certainement pas. Dans de nombreux pays, les prêtres catholiques ont joué un rôle militant très actif dans la lutte pour la défense des droits des opprimés. Pourquoi pas en Pologne ?

Parce que la Hiérarchie polonaise participe en Pologne à l'ordre établi de la société. Elle jouit d'un grand prestige et d'un large soutien de la population; son organisation religieuse est capable de fonctionner sans subir la répression et elle est consciente du rôle déterminant qu'elle joue dans le maintien du statu quo actuel (2). C'est pourquoi les évêques catholiques ne cherchent qu'un élargissement quantitatif de leurs pouvoirs et non pas un changement fondamental de la société polonaise.

La politique menée par le cardinal Wyszynski est d'essayer de persuader le régime qu'il est de l'intérêt même du Parti communiste d'augmenter les pouvoirs de l'Eglise. Seule l'Eglise, dit-il à la

direction du Parti, a l'autorité nécessaire pour faire travailler plus dur les ouvriers. Les évêques polonais veulent que les droits institutionnels de l'Eglise soient élargis, en particulier, dans le domaine de l'accès aux mass media et de l'éducation. Dans le même temps, ils veulent que cesse toute propagande athée et étendre l'influence de leur politique sociale au niveau de toute la société, — contre l'homosexualité, contre le divorce, contre la contraception et par-dessus tout, contre l'avortement — tout ce qu'ils qualifient de dégénérescence morale. Ils veulent voir leurs idées prévaloir dans la société polonaise parce que, de cette manière, l'influence de l'Eglise ira grandissant.

Certains prétendent que les évêques polonais défendent les libertés démocratiques et l'indépendance de la Pologne. Mais quand les a-t-on vus mettre tout leur poids dans la lutte pour faire aboutir ces revendications ? Ces objectifs avaient les plus grandes chances de réussite en 1956, en 1970-1971, et, en 1968, les étudiants polonais ont lutté pour cela. Quelle fut l'attitude du cardinal Wyszynski et des évêques lors de ces crises ? N'ont-ils pas appelé tous les Polonais à voter pour Gomulka en 1956 ? N'ont-ils pas appelé les travailleurs polonais à rechercher, en décembre 1970, la paix et la réconciliation avec un régime qui avait massacré des centaines de travailleurs sur la Baltique ? Et pourquoi la Hiérarchie est-elle restée silencieuse face à la campagne antisémite monstrueuse et réactionnaire de Moczar (3) en 1968 ? C'est parce que les évêques font passer les mesquins intérêts institutionnels de l'Eglise avant l'intérêt général du peuple polonais travailleur et parce qu'ils trouvent que les intérêts de l'Eglise sont mieux préservés grâce à la coexistence pacifique avec une dictature bureaucratique.

LE GROUPE «EXPERIENCE ET AVENIR» ET CONSORTS

Au sein de l'intelligentsia officielle dans le domaine des sciences et de la culture, des diagnostics variés de la crise et des programmes divers pour y porter remède ont été avancés. Le plus connu de ces regroupements est «Expérience et Avenir»

La lettre à Gierek adressée par Edward Ochab et d'autres anciens dirigeants réformistes du Parti communiste est un autre exemple de programme. Un troisième regroupement digne d'être mentionné est l'analyse de la crise économique faite par un certain nombre d'économistes, réunis

autour du KOR, et publiée avec une introduction du professeur Lipinski à l'automne 1978. Tous ces programmes ont certaines caractéristiques communes.

Ils reposent sur l'a priori que les intérêts du régime bureaucratique existant peuvent être conciliés avec ceux des travailleurs polonais. Ils signalent dans leurs diagnostics le fait que, dans le passé, des erreurs ont été commises par le régime et leurs programmes se présentent comme des guides pour le régime, afin que celui-ci corrige à l'avenir ses erreurs. Ils réclament une plus grande démocratie dans le cadre des institutions politiques existantes et des réformes économiques. Dans le cas de la lettre d'Ochab, on trouve peu de propositions concrètes sur le plan économique, mais l'accent est fortement mis sur la nécessité d'une démocratie interne dans le Parti, sur l'autonomie des divers partis composant le Front d'unité nationale et sur un choix plus large offert lors des élections en même temps que la nécessité d'ouvrir un dialogue entre le Parti et les masses. Dans le cas du document des économistes, il est fait allusion à une sorte de «solution à l'italienne» à la crise: que la classe ouvrière accepte des réductions de son niveau de vie et l'austérité, en échange de quelques concessions politiques et de réformes de la part du régime. Les réformes proposées par «Expérience et Avenir» sont en gros identiques.

Ce que ces courants ont en commun, ce sont les postulats suivants:

- a) par la persuasion, le régime peut mener à bien une réforme nécessaire pour concilier ses intérêts avec ceux des travailleurs en Pologne;
- b) des mobilisations de masse et la création d'un mouvement de la classe ouvrière entièrement indépendant du régime ne sont pas nécessaires;

(2) L'appel lancé par Wyszynski, à l'occasion du pèlerinage à Czestochowa, le 26 août, est l'illustration la plus nette de la ligne de la hiérarchie religieuse: «J'estime que parfois il ne faut pas exiger trop, pourvu qu'il y ait de l'ordre en Pologne, d'autant plus que les revendications, si elles sont justes, et, en général, elles le sont, ne peuvent jamais être satisfaites sur-le-champ.»

(3) Le général Moczar, nationaliste et anti-sémite, fut l'un des principaux protagonistes des mesures de répression en 1968.

c) une transformation radicale du système politique polonais n'est pas non plus nécessaire.

Cependant, l'expérience de 35 années d'après-guerre en Pologne permet de penser que ces postulats sont profondément erronés. Chaque tentative de réforme du système sur les bases susmentionnées a rapidement mené à une impasse et a été suivie d'une nouvelle crise explosive: c'est ce qui se passa pour le régime de Gomulka après 1956, qui s'est honteusement achevé par les soulèvements de 1970. C'est ce qui s'est également passé pour le régime de Gierak dont les promesses de changements durables ont abouti aux soulèvements de juin 1976 et à la crise qui a suivi. En deuxième lieu, toutes les tentatives de réformes sérieuses au sommet ont été arrachées au régime par les luttes extrêmement douloureuses et coûteuses de la classe ouvrière, que ce soit à Poznan en 1956, sur la Baltique et à Lodz en 1970-1971 et dans la grande vague de grèves de juin 1976. Chacune de ces mobilisations de la classe ouvrière a été suivie par la mise en œuvre d'efforts acharnés de la direction du Parti pour ramener la classe ouvrière sous le strict contrôle bureaucratique et, une fois que cet objectif a été atteint, tout essai de réforme a pu être neutralisé et réduit à néant. En troisième lieu, l'emprise de la bureaucratie sur la vie politique et sociale n'est pas le produit de jugements ou d'une politique erronés de la part de telle ou telle équipe dirigeante: il s'agit bien plus de la conséquence naturelle et nécessaire d'un système politique monopoliste et monolithique en tant que tel. Les structures du système creusent inévitablement un gouffre entre la masse des travailleurs et le régime. Elles engendrent de la même manière ce type de situation lorsque, avant le soulèvement de juin 1976, toutes les organisations contrôlées par le Parti, excepté une, ont affirmé à la direction centrale que les augmentations des prix proposées seraient acceptées par la population.

Au cours des quatre dernières années, depuis les grèves de juin 1976, des groupes d'opposition sans statut légal sont apparus en dehors du cadre du POUP et ont directement fait appel au soutien de l'ensemble de la population. Ces groupes ont aussi établi leur diagnostic de la crise et leur programme pour y répondre. Les deux principaux types de programmes avancés par ces groupes d'opposition ont été des programmes nationalistes et des programmes mis en avant par différents dirigeants du KOR. Nous allons étudier chacun de ces groupes, en faisant ressortir ce que nous pensons être l'expression

caractéristique de la pensée de ces courants d'opinion.

LES NATIONALISTES

L'expression la plus consistante et la plus cohérente du programme nationaliste est celle mise en avant par le KPN (Confédération de la Pologne indépendante) et par son principal idéologue et dirigeant, Leszek Moczulski. Ce courant voit la source fondamentale de tous les problèmes auxquels se trouve confrontée la société polonaise aujourd'hui dans la subordination de la Pologne à la Russie depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Aux termes de la déclaration de fondation du KPN, la période voit «le démembrement final de la République et la subordination de la Pologne à l'hégémonie soviétique».

Les nationalistes ont bien sûr raison et ils ne sont pas les seuls à mettre l'accent sur le rôle crucial joué par la bureaucratie soviétique dans la détermination du sort du peuple polonais. Dans la mesure où ils estiment que les problèmes fondamentaux de la société polonaise ont leurs racines dans la forme bureaucratique d'Etat imposée au peuple polonais par l'Etat soviétique, ils ont absolument raison (bien que certains nationalistes, tels Moczulski, en nient totalement l'existence d'un Etat polonais et, par conséquent, en faisant de la Pologne l'égal de l'Ukraine ou des Républiques baltes, fasse une sérieuse erreur de jugement).

Cependant, c'est dans la formulation des solutions programmatiques que les nationalistes révèlent le contenu réel de leurs positions. En premier lieu, ils cherchent à dissocier la lutte pour l'auto-détermination nationale de tous les autres problèmes politiques et sociaux, internationaux et internes. Aux termes de la Déclaration de fondation du KPN, «le KPN lie toutes les activités et les efforts en vue de l'indépendance. Il réunit différents regroupements venant d'horizons divers concernant les questions idéologiques, sociales et politiques, tout en restant fidèle au but auquel on ne saurait déroger, celui de l'indépendance». Cette notion selon laquelle, dans la lutte nationale, tous les groupes sociaux et toutes les tendances politiques peuvent se retrouver unifiées est tout à fait irréaliste. En réalité comme Jacek Kuron l'a souligné, il y a des forces puissantes à l'intérieur de la société polonaise qui ne se limitent en aucune manière au groupe dirigeant dans le POUP et qui ont un intérêt fondamental à l'existence de la dictature bureaucratique. Il y a aussi des grou-

pes et des forces dans la société polonaise qui aimeraient remplacer l'actuelle répression que connaissent les travailleurs polonais par une autre forme d'oppression, par la restauration du vieil ordre à la Pilsudski des années d'avant-guerre (4), un type de régime qui lierait l'économie polonaise, pieds et poings, aux intérêts capitalistes britanniques, français et allemands.

En deuxième lieu, en faisant appel à la notion selon laquelle l'indépendance est une valeur absolue, à laquelle tous les autres objectifs sont liés, ils laissent de côté le fait que le nationalisme est la religion de la machine d'Etat et que c'est une religion qui jouit d'une grande popularité au sein de la bureaucratie d'Etat polonaise elle-même. La possibilité de courants tels que celui de Ceausescu en Roumanie apparaissant dans le cadre de la dictature bureaucratique elle-même, ne saurait être écartée. Et est-ce qu'un tel régime nationaliste bureaucratique aiderait en quoi que ce soit la classe ouvrière polonaise? Par le moins du monde.

L'indépendance nationale ne peut être une valeur absolue pour ceux qui luttent pour que les travailleurs de Pologne connaissent des conditions de vie meilleures. Ce n'est qu'un levier permettant de gagner des avantages réels et concrets dans le domaine de la vie économique, sociale et politique et culturelle pour le peuple polonais. Et une fois que le joug de la domination soviétique aura été secoué, ces avantages réels exigeront que s'engage la coopération la plus étroite possible entre les travailleurs de Pologne et les peuples de ses voisins d'Europe de l'Est. A long terme, une telle coopération ne peut mieux trouver son expression qu'à travers l'établissement d'une fédération des peuples d'Europe de l'Est. Et, dans ce contexte, il sera vital pour la lutte du peuple polonais aujourd'hui de lutter en collaboration la plus étroite possible avec les autres peuples opprimés d'Europe de l'Est et d'Union soviétique même, contre la domination bureaucratique. Et ce sera aussi une tâche cruciale d'aider à stimuler et à soutenir la lutte des travailleurs soviétiques eux-mêmes à renverser le régime stalinien soviétique. L'idée que les travailleurs et les paysans russes bénéficieront du régime chauvin et oppresseur qui règne à Moscou et y perdront lors de son renversement est tout à fait fautive.

(4) Le maréchal Jozef Pilsudski prit le pouvoir en Pologne lors du coup d'Etat de mai 1926 et imposa une dictature militaire.

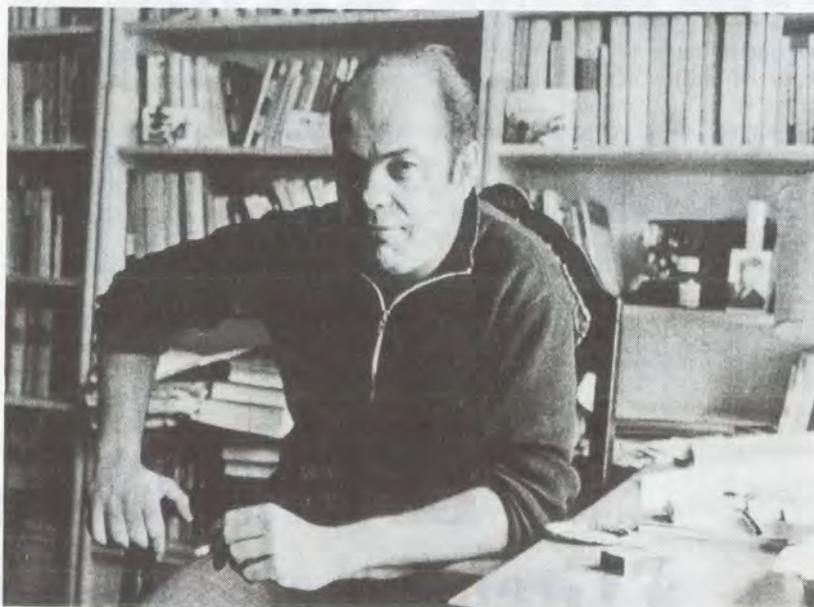
Et dans cette lutte pour l'auto-détermination nationale, on ne doit pas oublier que le nationalisme polonais d'avant-guerre était lui-même profondément réactionnaire et chauvin. Tout ce que l'on peut dire de la Démocratie nationale est qu'elle a persécuté sans cesse ni pitié les juifs polonais. Les Pilsudskistes ont systématiquement opprimé les communautés ukrainienne et biélorusse en refusant de reconnaître leur droit à l'auto-détermination. Afin de mettre en place une réelle coopération avec les autres peuples d'Europe de l'Est dans la lutte internationale décisive pour renverser la bureaucratie stalinienne, il est nécessaire de rompre avec cette tradition nationaliste réactionnaire.

LE KOR

Le KOR, qui est organisé en «Comité d'auto-défense sociale» ne se présente pas lui-même comme un regroupement politique avec un programme global apportant une solution à la crise. Cependant, la forme et l'intitulé du Comité suggèrent de fait une ligne d'action générale et le Comité s'efforce en réalité de parler au nom de la société dans son ensemble.

Lorsque le KOR s'est d'abord constitué en septembre 1976, en tant que comité de défense faisant campagne pour la libération sans conditions de tous les travailleurs emprisonnés en juin 1976 et pour l'ouverture d'une enquête parlementaire sur les brutalités policières contre les grévistes, leurs familles et leurs proches, il remplissait une fonction absolument essentielle en prenant en charge un des problèmes centraux du moment et en cherchant à mobiliser le plus de gens possible autour de ces revendications. Mais lorsque le KOR a réussi à obtenir la libération des travailleurs emprisonnés il a entièrement changé de fonction, en devenant un organe général «d'auto-défense sociale», prenant la parole à chaque occasion sur les sujets qui concernaient les différents groupes sociaux.

Tous les membres du KOR semblent être d'accord sur un thème général, disant que les problèmes de la société polonaise ont leurs racines dans le divorce qui existe entre le régime politique et la société et dans l'action du régime pour étouffer toute initiative sociale. D'une manière conséquente, ils posent comme point de départ à la recherche d'une solution pour répondre à la crise la nécessité pour la société de s'organiser elle-même pour être capable de résoudre la crise. Son objectif



programmatique central est énoncé dans les termes suivants: «*L'objectif est de garantir la liberté d'opinions, de parole et d'information, de réunion et d'organisation, de la presse, la responsabilité des autorités de l'Etat face à la société. L'action pour atteindre cet objectif recréera des liens sociaux qui ont été pratiquement détruits dans un système de domination monopoliste et centralisé.*»

De plus, l'Appel fait état de ses points d'accord avec le contenu de la «Déclaration du mouvement démocratique» publiée en octobre 1977, dans le premier numéro de la revue clandestine, *Glos*, et signée par plus de 100 personnes. Cette déclaration contient les revendications suivantes: liberté d'opinion, de parole et d'information, liberté d'association, syndicale et de réunion, «le droit au travail», le droit de grève. Pour faire aboutir ces revendications, la Déclaration envisage la mise en œuvre de méthodes de coopération sociale. Elle réclame aussi des «élections réelles» et résume ses objectifs fondamentaux dans les termes suivants: «*A l'heure actuelle, il est possible d'entreprendre la lutte pour la démocratie et la souveraineté à une plus large échelle et d'une manière permanente. Nous, sous-signés, sommes convaincus que ce programme peut être réalisé ici et maintenant (...)*»

L'appel contenu dans ces déclarations pour les libertés démocratiques et pour la souveraineté nationale pourraient être acceptés par tous ceux qui veulent résoudre la crise. Mais qu'impliquent exactement ces revendications ? Quel type de régime social et politique est envisagé par le KOR pour concrétiser ces

revendications ? Est-ce que cela passe par l'amélioration de l'actuel système politique ou par son renversement ? Cela se fera-t-il par un accord avec le régime soviétique ou par une lutte radicale contre celui-ci en proposant une solution alternative ? Les bases socio-économiques de la société polonaise resteront-elles celles d'une économie planifiée ou bien seront-elles remplacées par un nouveau système capitaliste occidental ? Quels groupes sociaux sont décidés à faire aboutir les revendications du KOR et quels sont ceux qui ont intérêt à son échec ? En d'autres termes, quelles sont les forces sociales dont le KOR recherche le soutien afin d'atteindre ses buts et d'obtenir la victoire ? Tels sont sans aucun doute les éléments programmatiques cruciaux auxquels un groupe d'opposition tel que le KOR sera sans aucun doute confronté et auxquels il devra apporter une réponse. Cependant, en tant que groupe, le KOR a systématiquement évité de donner une réponse claire à ces problèmes. D'une part, il a rejeté toute solution qui impliquerait de demander aux travailleurs qu'ils paient la note de la crise, mais il a également éludé la question de savoir qui exactement doit payer cette note et quel sera son montant. En d'autres mots, il a éludé la question du pouvoir politique.

Cependant, ce problème du pouvoir politique est absolument fondamental pour les travailleurs polonais (5). L'actuel système de domination

(5) La position adoptée par le KOR, sur cette question centrale à l'occasion de l'actuel mouvement de grève, confirme ce jugement.

et les groupes sociaux qui ont intérêt à son maintien pourront-ils être remodelés dans le cadre d'un système de droits démocratiques plus larges et de souveraineté nationale ? S'il en est ainsi, la route menant à une solution de la crise pourrait être très courte et sans difficultés, pour peu que «des éléments irresponsables» ne remettent pas en cause le processus de réformes en

cours. Sinon, si le présent système doit être brisé et renversé, alors les forces anti-bureaucratiques devront prendre une route totalement différente, définir concrètement pour quel système alternatif elles se battent, comment celui-ci pourra fonctionner et quelles méthodes elles comptent mettre en œuvre pour détruire l'ordre existant et en fonder un nouveau. Le KOR n'a pas encore

défini quelle est cette solution alternative. Dans le même temps, il ne dit pas que l'ordre existant soit compatible avec les buts qu'il s'est fixés. Il laisse les problèmes programmatiques fondamentaux sans solution. □

Mars 1980

Caraïbes

La lutte de classes à Grenade et dans les Caraïbes

INTERVIEW DU PREMIER MINISTRE DE GRENADÉ
MAURICE BISHOP

CETTE interview du Premier ministre de Grenade, Maurice Bishop, a été faite le 15 juillet dernier à Grenade par Andrew Pulley, candidat à la présidence des Etats-Unis du *Socialist Workers' Party*, Steve Clark, rédacteur d'*Intercontinental Press/Inprecor* et Diane Wang, membre du SWP.

Andrew PULLEY : Que peuvent faire les militants qui soutiennent la révolution à Grenade, les militants du mouvement contre la guerre et les militants noirs aux Etats-Unis face aux menaces d'intervention du gouvernement des Etats-Unis et à sa campagne de presse contre Grenade ? Comment pouvons-nous vous aider ?

Maurice BISHOP : Je pense qu'il y a plusieurs types d'actions. Bien sûr, la mobilisation de la population, des Noirs en particulier et des minorités, des forces progressistes, de la classe ouvrière sur les questions aussi importantes que la paix dans le monde et la détente ; il y a des manières simples et concrètes de le faire. On peut prendre l'exemple du Vietnam et ce que cela a signifié pour les gens — pas seulement les morts mais aussi ceux qui sont revenus handicapés à vie et les «héros» qui, aujourd'hui encore, n'ont pas trouvé de travail.

Deuxièmement, je pense qu'il serait très important de tenter de mobiliser sur un ou deux mots d'ordre fondamentaux qui permettraient de mettre en lumière cette course à la guerre. Par exemple, tout le monde le sait et pourtant la plupart des gens n'arrive pas à l'exprimer : les causes de la guerre, les raisons de la campagne de propagande sur la guerre sont, à l'heure actuelle, essentiellement dues au développement de la crise du système capitaliste international et, plus encore, aux problèmes économiques que connaissent les Etats-Unis.

Il n'y a qu'à voir d'un côté le budget de la Défense qui s'élève à 142 milliards de dollars et de l'autre, les 50 millions de dollars de restrictions budgétaires qui vont toucher les repas dans les écoles et toutes celles qui touchent les programmes sociaux. Il est bien évident que les crédits qu'ils suppriment dans ces secteurs sont utilisés pour la Défense. De plus, ils poussent les gouvernements des pays de l'OTAN à faire de même.

Nous publions ici les passages essentiels où Maurice Bishop développe son point de vue sur la situation à Grenade, dans les Caraïbes et sur le contexte international. (Le texte complet de l'interview a été publié dans *Intercontinental Press/Inprecor* du 4 août 1980, volume 18, numéro 30.)

Aujourd'hui, il nous semble possible de concrétiser ce message clairement, ce que signifie la course à la guerre : on peut l'expliquer comme un moyen pour les compagnies multinationales, «l'élite américaine», de tenter de restaurer leurs super-profits qui ont baissé de façon impressionnante. Et, naturellement, le meilleur moyen pour cela, c'est initier une guerre économique — augmentation des dépenses en armements, augmentation des dépenses militaires en général. Donc, un des mots d'ordre qui exprime cette lutte est le suivant : «General Motors veut la guerre ! Pas nous ! Que General Motors aille faire la guerre !» Je veux dire qu'il est possible de mettre notre lutte en avant sous une forme claire pour que les gens puissent comprendre.

J'ai, en effet, eu l'impression — en tout cas, la dernière fois que je suis allé aux Etats-Unis, l'an dernier — que la campagne de propagande belliciste commençait à avoir des effets dans la population. Je n'y suis pas resté longtemps et je n'ai pas eu assez de contacts avec la population pour être sûr de ce que l'avance là, mais rien qu'à regarder la télévision et qu'à écouter la radio, qu'à discuter avec les gens, c'est l'impression qu'on a très vite. Or, on peut éviter que cela se développe aux Etats-Unis. Sans aucun doute, à travers une campagne préparée avec soin autour de l'idée que la guerre va à l'encontre des intérêts des masses et que seule une très petite minorité veut la guerre, avant tout pour des raisons économiques. Donc, si elle veut la guerre, qu'elle aille faire la guerre ! Pourquoi devrions-nous aller faire la guerre et mourir pour elle ? Ce n'est pas notre affaire !

Troisièmement, je pense à ce que votre organisation et votre presse ont fait. Nous l'apprécions beaucoup. Donner des informations sur la réalité de cette région et sur les efforts des forces progressistes et révolutionnaires sur améliorer les conditions de vie du peuple — l'em-

ploi, la santé, le logement, l'alimentation, l'habillement. Les tentatives et les expériences concrètes qui permettent une prise de conscience des masses des Caraïbes : voilà la véritable preuve des progrès accomplis. Et ceci, non pas en termes d'industrialisation, d'équipements touristiques dont les bénéficiaires ne profitent qu'à une très petite élite, mais en termes de ce qui profite réellement aux masses.

Faire savoir que nous tous qui dans les Caraïbes tentons d'impulser des luttes et de trouver des voies nouvelles, n'avons rien contre le peuple des Etats-Unis.

Nous n'avons pas de temps à perdre. Nous devons tous pouvoir vivre en paix, pouvoir avancer nos propres solutions, sans pressions extérieures, sans menaces d'occupation militaire, sans menace des forces d'intervention ou de je ne sais quoi d'autre. C'est vraiment là la seule chose que demande le peuple de cette région — c'est-à-dire le droit de faire ce qu'il veut dans son propre pays.

Je pense, je le répète, que votre presse et votre organisation nous apportent là une aide importante et que, pour nous, c'est une tâche essentielle ; vous devez continuer ce travail.

Le quatrième point auquel je pense, c'est la question des liens d'amitiés entre Grenade et les Etats-Unis, entre Cuba et les Etats-Unis, entre le Nicaragua et les Etats-Unis — il existe des associations dans les trois cas que je viens de citer.

En ce qui concerne Grenade, c'est une expérience assez récente mais qui commence à se développer. Il y a aujourd'hui des comités jusque sur la côte Ouest, et je sais qu'il y a des projets pour étendre encore l'expérience. Il est important de mobiliser des forces, pas seulement les forces progressistes, mais aussi les forces démocratiques et de leur faire rejoindre des organisations comme celle-là pour leur donner l'occasion de savoir directement ce qui se passe réellement, de connaître l'autre point de vue et de comprendre les peuples des Caraïbes, pour qu'ils aient une autre vision et ne continuent pas à être saturés par la propagande officielle des Etats-Unis. Parce qu'une fois de plus, une des choses qui m'ont le plus frappé quand j'étais aux Etats-Unis — je n'y étais pas allé depuis trois ou quatre ans — c'est la façon dont l'information est présentée : ce sur quoi on insiste, ce qu'on peut lire dans le New York Times, ce qu'on entend à la radio, ce qu'on voit à la télévision ; il est alors difficile de faire passer un autre point de vue.

En effet, tout est fait pour ne montrer que leur point de vue. Et ce sont justement ces gens-là qui parlent de la liberté de la presse, du droit à la liberté de penser, de la liberté pour tous de savoir ce qui se passe dans la réalité. Vraiment, je ne connais pas de presse moins libre, de media moins libres, que ceux des Etats-Unis.

A.P. : Un des mensonges les plus flagrants qui circule actuellement aux Etats-Unis, c'est que Grenade serait un camp retranché où chaque habitant se promènerait avec sa carabine et que, par conséquent, pour votre sécurité, il ne faut mieux pas y aller faire du tourisme. En vérité, on voit plus de gens armés à Chicago, des policiers en particulier, que j'en ai vus à Grenade. Avez-vous quelque chose à dire là-dessus ? L'autre thème est que le nouvel aéroport que vous êtes en train de construire serait en fait une base militaire. Que pensez-vous de la venue à Grenade de Noirs américains ou de citoyens américains ?

M.B. : Sur le premier point, à savoir que Grenade serait un camp retranché, que chaque habitant se promènerait avec une arme, qu'il y aurait la guerre civile, des

GRENADE

Grenade est une des îles des Petites Antilles, située à peu près à mi-chemin entre les côtes du Venezuela (à 160 km) et la Martinique.

Colonie britannique depuis 1783, elle a acquis son indépendance le 7 février 1974.

Grenade compte environ 100 000 habitants dont près d'un tiers vit à Saint Georges, la capitale.

Sa superficie est de 344 km² (environ 1/3 de celle de la Martinique). C'est une île montagneuse et, finalement, surpeuplée avec environ 300 habitants au km².

La majorité de la population vit de l'agriculture qui, par ailleurs, est à l'origine de l'essentiel des exportations (noix de muscade, cacao et banane) ; le tourisme est l'autre source de revenus de l'île.

De l'indépendance (1974) au début de l'année 1979, l'île a été sous la coupe d'un dictateur, Eric Gairy, dont la gestion économique s'est, pour l'essentiel, réduite au pillage des maigres ressources de l'île.

En 1977, le PNB/habitant de Grenade était estimé à moins de 400 dollars, l'un des plus bas du continent américain.

Début 1979 Gairy, aujourd'hui réfugié aux Etats-Unis, a été renversé par les militants du *New Jewel Movement*, une organisation radicale influencée à ses origines à la fois par les secteurs les plus avancés du *Black Power Movement* et surtout par la révolution cubaine. Maurice Bishop, aujourd'hui Premier ministre est l'un des dirigeants du *New Jewel Movement*.

émeutes, des barricades et tout le reste, cela fait partie naturellement de toute la propagande qui vise à déstabiliser le pays. D'ailleurs, voilà bien longtemps qu'on entend tout cela et le but est de décourager les touristes, de leur faire peur. Depuis six mois, ils sont allés très loin sur ce terrain. Pendant les premières semaines, ils ont dit que nous avions détruit les forêts du centre de l'île, dans la région du Grand Etang et que nous y avons installé des missiles pointés sur les îles voisines. Ensuite, on a eu droit à une autre histoire ; que nous aurions creusé la terre de l'île pour y installer des pontons et des bases U2 pour préparer une attaque soviétique. On a aussi dit qu'il y avait une base navale soviétique au large de l'île de Carriacou.

Bien évidemment, ce genre de propagande ne peut pas toucher notre peuple. L'île est si petite qu'en un quart de seconde, tout le monde sait qu'il ne s'agit là que d'une plaisanterie ou d'un mensonge ; mais pour les gens qui ne sont pas sur place, cela peut être efficace, cela a effectivement un impact. C'est la même chose pour l'histoire du camp retranché qui est la dernière trouvaille de la propagande qui vise à la déstabilisation de notre économie. Nous en avons vu d'autres dans ce genre !

Pour en revenir au tourisme, deux événements récents peuvent vous intéresser. En février, un propriétaire d'hôtel, de l'hôtel «Calabash» a reçu une lettre d'une agence de voyage de New York lui annonçant que toutes les réservations étaient annulées sur le conseil du Département d'Etat. Nous avons publié cette lettre. Bien sûr, l'ambassade américaine a démenti. Plus récemment, on a fait une enquête à Washington DC et on s'est rendu compte que sur les 25 agences de voyage, 19 déconseillaient de faire un voyage à Grenade pour des raisons de sécurité. Cela montre que la déstabilisation de l'économie continue.

Comme vous le savez, ils mettent aujourd'hui en œuvre le troisième aspect de leur programme de déstabilisation, à savoir la déstabilisation violente et en particulier les assassinats et la terreur. Tout cela était d'ailleurs prévisible.

Nous pensons, bien sûr, qu'il est important que les Noirs des Etats-Unis viennent à Grenade et plus généralement que les citoyens des Etats-Unis, les travailleurs viennent. Qu'ils viennent dans notre pays pour voir par eux-mêmes ! Nous pensons qu'en dernière analyse, c'est la meilleure démonstration. N'attendez pas et n'écoutez pas la propagande ! Venez voir !

Ce matin, j'ai ouvert la Conférence des ministres de la Santé du CARICOM (Caribbean Community). Lorsque j'ai parlé avec quelques ministres, juste après la séance d'ouverture, tous insistent sur le fait qu'après avoir écouté toutes les radios et regardé toutes les chaînes de télévision, ils ne pouvaient pas croire qu'ils étaient à Grenade. Une sœur de Barbade nous a raconté qu'il y a deux semaines, elle avait entendu sur une radio de cette île une émission qui expliquait que les travailleurs du bâtiment cubains étaient, en permanence, habillés de treillis de campagne et portaient des AK 47 sur le dos et que les ministres du gouvernement sortaient, eux aussi, vêtus de cette manière ; que des enfants de 8, 9 et 10 ans se promenaient armés dans les rues, que ces enfants allaient à l'école avec leurs armes ; que le pays était déchiré par la guerre civile ; que des barricades avaient été dressées dans toute une partie de l'île, près de l'aéroport et que les gens disaient qu'ils les maintiendraient jusqu'à ce que les Cubains soient renvoyés chez eux et que tous les prisonniers soient libérés. Bien sûr, toutes ces histoires ne sont que des fruits de l'imagination et cette sœur de Barbade était si heureuse de pouvoir le constater par elle-même !

Donc, une de nos principaux mot d'ordre reste : Venez voir par vous-mêmes ! Nous sommes convaincus que c'est important. Que les gens viennent voir par eux-mêmes, c'est là pour nous la meilleure contre-propagande. (...)

Steve CLARK : Quels sont les aspects les plus caractéristiques de la révolution à Grenade ?

M.B. : Je dirais qu'il y a trois piliers essentiels de la révolution. D'abord l'organisation et la mobilisation des masses. C'est essentiel. Toujours essayer d'impliquer totalement les masses dans ce que nous tentons de faire, les maintenir pleinement impliquées, leur donner les moyens de comprendre quels sont les problèmes et où nous voulons aller. Deuxièmement, la question de la sécurité nationale, la consolidation de notre défense. Troisièmement, la construction d'une véritable économie nationale qui soit bénéfique pour le peuple et améliore ses conditions d'existence.

Ce sont là les trois piliers essentiels. Nous croyons que les trois doivent être construits en même temps. Nous ne pouvons pas nous permettre d'en laisser tomber un ou de prendre du retard ici ou là.

Dans toute situation révolutionnaire, dans toute période où l'on va de l'avant, le problème de trouver un équilibre correct parmi le peuple du pays est essentiel. Le peuple sans les fusils, finalement, c'est Allende et nous savons ce qui est arrivé à Allende. Les fusils sans le peuple, c'est ce qui se passe avec Pinochet et nous savons ce qui arrivera à Pinochet. Il est donc important de trouver cet équilibre, d'assurer que notre peuple comprenne l'importance de la préparation à la défense de notre pays contre une attaque extérieure, comprenne pourquoi l'impérialisme doit nécessairement nous attaquer et, par conséquent, comprenne que les assassinats, le terrorisme, la déstabilisation, les invasions de mercenaires doivent nécessairement être à l'ordre du jour.

Dans le contexte de notre situation particulière, ce n'est pas chose facile. En général, la tradition historique des îles caraïbes de langue anglaise n'a pas été marquée par une violence systématique de l'Etat ou même d'autres formes de violence contre le peuple. Il est plus facile, je crois, pour les peuples du continent latino-américain par exemple, de comprendre ces réalités. De plus, rappelez-vous la manière dont nous avons pris le pouvoir. Il y avait eu, certes, toute une politique répressive menée par Gairy durant la période qui a précédé la révolution ; mais, dans une certaine mesure, le peuple n'a pas vécu cette violence au niveau personnel. En d'autres termes, nous n'avons pas connu une situation comme celle du Nicaragua où, depuis 1935, le peuple a lutté les armes à la main à différentes reprises pour tenter de renverser les Somoza ; ni une situation comme celle de Cuba : l'amendement Platt en 1902 et les combats permanents depuis lors culminant avec les années de lutte dans la Sierra Maestra. Ici vous n'avez rien eu de semblable.

La conscience du peuple, en d'autres termes, n'a pas été forgée par ce type de situation qui permet facilement de comprendre quels sont les objectifs et les méthodes de l'impérialisme. De plus, nous n'avons pas eu ici la situation des campagnes nicaraguayennes ou cubaines où la terre était entre les mains de quelques grands propriétaires de latifundia, dans les mains de quelques grands exploités à qui vous pouvez confisquer la terre pour la redistribuer, créant ainsi une base objective pour agir au niveau subjectif. Lorsque vous parlez d'un grand propriétaire à Grenade, vous parlez de quelqu'un qui possède 75 acres (39 ha) de terre.

Nous avons donc été, dès le départ, confrontés à cette difficulté : devoir éduquer le peuple sur le fait que nous allions être attaqués, que la déstabilisation économique allait continuer, que la propagande hostile allait continuer et que les assassinats et l'invasion par des mercenaires pouvaient rapidement devenir une réalité. Les bases objectives pour qu'un tel message soit compris et assimilé n'existaient pas antérieurement. La population n'avait pas eu antérieurement cette expérience collective (qu'ont connue les Cubains et les Nicaraguayens) et, par conséquent, assimiler cela n'a pas été la chose la plus facile.

En ce sens les récents événements (du 19 juin), malgré leur caractère dramatique en termes de pertes de vies humaines, ont joué un rôle considérable dans l'élévation du niveau de conscience. Le peuple peut dire aujourd'hui : « Dès le premier jour, les camarades nous ont parlé de cela. » Ils peuvent maintenant voir que, si l'objectif était d'éliminer toute la direction, les terroristes ont préparé leur action de telle sorte qu'ils pouvaient en même temps assassiner des centaines de femmes et d'enfants innocents. Cela a produit une différence qualitative dans la perception de ce qu'est l'impérialisme, de ce qu'est la contre-

révolution. De ce point de vue, cela a donc été une expérience extrêmement importante. Il s'agit d'un des plus grands défis que nous devons affronter : que le peuple acquière la conscience de la nécessité d'être constamment vigilant, qu'il comprenne que les menaces ne sont pas théoriques mais pratiques, concrètes. Nous devons être prêts à affronter cela.

Lorsque vous lisez l'histoire d'Allende, vous apprenez que, trois mois seulement avant le coup d'Etat du 11 septembre 1973, il y eut une dernière tentative de l'assassiner. Il est donc tout à fait possible que, de la même manière, une tentative d'assassinat soit ici le prélude à une invasion de mercenaires. Ce que l'impérialisme reconnaît maintenant en développant des actions terroristes, en préparant des assassinats, c'est qu'il a échoué. Toutes les tentatives de constituer une base populaire (à la contre-révolution) ont échoué. Leur tentative de mettre en selle Winston Whyte et son soi-disant UPP (United People's Party) a échoué. Les tentatives de faire revivre Herbert Blaize et son GNP (Grenada National Party) ont également échoué lorsque les masses les ont littéralement chassés de la rue; elles ne voulaient pas écouter ce qu'ils disaient. Les tentatives d'utiliser le journal Torchlight comme instrument de leur propagande avait bien des points communs avec la manière dont le Mercurio avait été utilisé au Chili ou le Gleaner à la Jamaïque.

Les tentatives pour trouver une base populaire s'appuient sur des éléments qui tentent d'exploiter les revendications justifiées des masses. Les conditions objectives sont en effet mauvaises; il y a beaucoup de chômage, de pauvreté. A partir de là, ces éléments tentent d'organiser des grèves, de mobiliser des secteurs de la population à partir de problèmes qui sont des problèmes réels, qu'il est urgent de résoudre, qui touchent directement la population et que nous nous employons à résoudre. La révolution n'est pas un «café-express»; il ne suffit pas de poser sa tasse pour que le café vienne. Il est impossible d'éliminer les effets de 350 années de domination coloniale des Britanniques et de 30 années d'impérialisme et de néo-colonialisme en un tour de main, comme

voudraient le faire oublier ces éléments. C'est ce qu'ils ont tenté de faire et ils ont lamentablement échoué.

Même leur tentative de nous isoler dans la région a été un échec total, malgré toute la propagande qu'ils ont faite contre Grenade; même si, sans aucun doute, plusieurs gouvernements nous sont hostiles; ils n'ont pas eu besoin de propagande pour devenir hostiles, ils l'ont été dès le premier jour. Les masses des Caraïbes comprennent bien ce que nous tentons de faire. Elles comprennent qu'il s'agit d'un réel processus; que nous sommes en train de tenter de construire un nouveau processus qui peut déboucher sur une nouvelle société, qui peut donc avoir une grande importance comme modèle pour leur propre vie. Elles ne sont donc pas devenues hostiles et l'impérialisme s'est rendu compte de cela.

L'impérialisme a constaté également que ses tentatives de sabotage économique n'ont pas eu de répercussions majeures, en partie parce que l'Amérique est notre septième partenaire commercial. Au niveau des produits qui sont en vente dans nos magasins pratiquement rien ne nous vient des Etats-Unis. Ils n'ont donc pas pu nous étouffer par ce moyen.

La seule alternative qui leur restait, était donc d'attaquer au sommet de la pyramide, ce qui veut dire terreur, assassinats, invasion de mercenaires. Et, je le répète, l'un des défis auxquels nous devons faire face, est de faire comprendre cela à notre peuple. Il n'y a aucun doute que ces dernières semaines, cette compréhension a fait un bond en avant. Le peuple, par exemple, voit maintenant l'importance d'intégrer plus massivement la milice. Le nombre initial de miliciens était relativement bas; on pouvait parler d'une avant-garde regroupée au sein de la milice. Il y a maintenant plusieurs milliers de nouveaux miliciens qui se sont intégrés. Le peuple commence à avoir une meilleure compréhension du fait que, réellement, notre armée révolutionnaire (PRA - People's Revolutionary Army) et la petite milice que nous avons



Participants à un séminaire organisé conjointement par la Banque de Grenade, le Syndicat Général des Travailleurs et le Syndicat des travailleurs du Commerce et de l'Industrie

eu initialement ne peuvent défendre sérieusement le pays en cas d'attaque massive; que la seule manière de nous défendre en de telles circonstances est à travers une guerre populaire. De telle sorte que, lorsque les mercenaires circulent et qu'ils voient ce qui semble être des femmes et des enfants se baignant innocemment dans une rivière, ils savent qu'ils peuvent recevoir une balle dans le dos. Je pense que les masses de Grenade comprennent cela beaucoup mieux maintenant.

Et une bonne partie de cette nouvelle conscience est le produit des événements récents, pas seulement à Grenade. Il y a eu l'assassinat de l'archevêque Romero au Salvador et de Walter Rodney en Guyane; la destruction par le feu de la maison de retraite d'Eventide à la Jamaïque le jour du quatrième anniversaire de la destruction, dans des circonstances identiques, d'Orange Lane; la récente tentative d'assassinat de Michaël Manley, le Premier ministre de Jamaïque et la tentative de coup d'Etat qui a suivi; et bien sûr, à Grenade, l'explosion des bombes le 19 juin qui venait juste après le complot du 26 avril. Nous avons eu à Grenade quatre complots en quinze mois seulement : en octobre dernier, puis en novembre, enfin les 26 avril et 19 juin de cette année. Et l'objectif central de chacun de ces complots était la destruction physique de notre direction. Tout cela évidemment nous permet d'être beaucoup plus clairs sur cette question.

Nous sommes maintenant convaincus que ce qui arrive à Grenade est partie prenante d'un plan de l'impérialisme pour venir à bout des forces progressistes et des personnalités révolutionnaires dans la région. En fait, ce n'est pas un plan régional, c'est un plan mondial qui inclut les tentatives de détruire la révolution afghane, avec la recherche permanente de bases dans cette région, les tentatives d'invasion de l'Iran, il y a quelques mois, la présence militaire dans l'océan Indien et dans la zone du Golf Persique, l'arsenal flottant de Diego Garcia...

Et, dans notre région, il faut citer les manœuvres militaires de ces deux dernières années, la crise totalement artificielle créée autour de la présence des réfugiés cubains à l'ambassade du Pérou, la crise artificielle au Nicaragua à propos de la démission de deux membres de la Junte, les tentatives permanentes de déstabilisation à la Jamaïque. Le cadre est bien clair. Nous pensons que l'impérialisme a établi une série de cercles concentriques. Le premier de ces cercles inclut certainement Cuba, le Nicaragua et Grenade. En ce qui concerne Cuba, les raisons sont évidentes : c'est l'avant-garde dans cette région. Le Nicaragua, pour son importance considérable en Amérique centrale. Tout le monde veut être un sandiniste, c'est là un problème clé pour l'impérialisme. Grenade pour l'exemple courageux que nous représentons dans les pays des Caraïbes de langue anglaise et aussi pour ceux de langue française et néerlandaise de la région. **Voilà pour le premier cercle.**

Nous pensons que le second cercle inclut des pays comme la Jamaïque, Guyana, Sainte Lucie, le Surinam, ainsi que le Salvador. Il s'agit de pays où il y a eu des développements positifs sur le front de la lutte anti-impérialiste, de pays où se sont produites des tentatives significatives de construction de nouvelles structures en faveur des masses populaires, ou encore de pays où existent de puissantes forces d'opposition, déterminées à mener à bien de tels changements. Dans le cas du Salvador, il y a une lutte de libération nationale en cours qui ne se résoudra pas dans un cadre réformiste. Toutes les tentatives réformistes au Salvador sont condamnées à l'échec.

Le troisième cercle englobe finalement toutes les forces progressistes, individuelles ou collectives, au sein des classes au pouvoir ou dans l'opposition. Cela peut

expliquer, par exemple, les assassinats de Rodney et de l'archevêque Romero. Les impérialistes comprennent les potentialités des forces progressistes et de gauche de la région; ils sont déterminés à écraser ce potentiel par l'assassinat. C'est donc une période extrêmement dangereuse que nous sommes en train de vivre dans cette région.

S.C. : La propagande US, à propos des exilés cubains, s'est retournée contre Carter, en particulier après l'ouverture du port de Mariel, les manifestations anti-impérialistes massives à Cuba et le traitement raciste des Cubains aux Etats-Unis. Quel a été l'impact ici, dans les Caraïbes ?

M.B. : C'est dans *The Militant*, je crois, que j'ai lu une interview de Fidel avec Lee Lockwood qui remonte à 1965... Vous l'avez republiée récemment. J'ai trouvé qu'il s'agissait d'une interview extrêmement importante car, bien que vieille de 15 ans, elle rétablit parfaitement le contexte de toute la question de l'émigration. Fidel expliquait clairement et de façon extrêmement succincte le problème, soulignant le caractère artificiel de la crise; que les gens lorsqu'ils avaient la possibilité de quitter librement, quittaient librement, personne ne les bloquait; qu'éventuellement il convenait mieux à l'impérialisme de les forcer à s'échapper en les traitant ensuite en héros afin de pouvoir monter une opération de propagande autour de leur cas. Il s'agit là d'un article important, je le répète, en particulier de par le fait qu'il remonte à une quinzaine d'années.

Cette propagande a eu des effets négatifs dans les Caraïbes anglaises, il n'y a aucun doute là-dessus. Il y a tous ces commentaires sur les «boat people» s'échappant du communisme et ainsi de suite. Je pense que de larges secteurs des masses des Caraïbes ont eu des difficultés pour comprendre ce qui se passait réellement et pour replacer ces événements dans leur véritable contexte. Car, quelle est la réalité ?

Si seulement l'une des îles de la région ouvrait ses portes demain matin, il ne resterait plus personne dessus. Telle est la réalité... Les médias contrôlés par l'impérialisme ont les ressources, la capacité et tout le reste. Il nous semble que la propagande impérialiste a progressé sur toutes les questions au cours de cette année. La quantité de propagande déversée, la rapidité aussi avec laquelle elle a été mise en œuvre a quelque chose d'extraordinaire. Prenons le cas de l'Afghanistan à la fin de l'année dernière. Pensez à la rapidité avec laquelle ils ont réagi, avec laquelle la propagande s'est construite autour de l'Afghanistan et, par conséquent, la difficulté à la combattre. C'est la même chose sur toutes les autres questions. Quelques secondes après l'explosion des bombes, ici, à Queen's Park, l'ambassade des Etats-Unis à Barbade envoyait déjà des câbles d'information. Il est d'ailleurs intéressant de noter que, d'après leurs premiers rapports, des membres de la direction avaient été tués. Nous aimerions savoir comment ils avaient appris cela...

Prenons l'Iran et la question des 53 otages. Là encore la rapidité avec laquelle ils se meuvent, le soutien qu'ils ont pu obtenir rend difficile de replacer ce problème dans son véritable contexte, celui des 27 années d'oppression sous le régime du shah, régime armé par l'impérialisme américain et les profonds sentiments d'indignation de la population iranienne qui en ont résulté. Le sentiment que, si les Etats-Unis protègent cet homme, alors que reste-t-il à faire ? Mais, plus fondamentalement encore, le fait que vous avez une situation comme celle de l'Afrique du Sud où des millions de Noirs sont maintenus comme otages. Et ils font tant de bruit autour des 53 otages, face aux millions d'otages africains enfermés dans le système de l'apartheid ! Sans doute

cela est-il sans importance... Vous n'entendez jamais parler de sanctions à propos de ces millions-là, mais par contre ils veulent des sanctions pour les 53 !

C'est difficile car ils utilisent tous les aspects émotifs de la question. Ils la placent au niveau de la nécessité de plus de sécurité au niveau international pour les ambassades. Et cela conduit de nombreux régimes démocratiques, même certains régimes progressistes, à prendre des positions hostiles — sans même replacer le problème dans son véritable contexte. (...)

S.T. : Les mensonges sur l'Afghanistan ont pris des proportions considérables grâce à l'éloignement et à l'isolement de ce pays. Les médias ont informé, il y a peu, qu'une armée de 20000 guérilleros — ils les appellent toujours les « combattants de la liberté musulmans » oubliant que des deux côtés il y a des musulmans — encerclaient Kaboul. Mais, quelques jours plus tard, une petite note de bas de page rectifiait en précisant que la nouvelle était fautive. L'un de nos objectifs dans *The Militant* et *Intercontinental Press/Inprecor* est de mettre en évidence cette accumulation de mensonges. Lénine disait à ce propos qu'ils disent souvent la vérité sur des aspects secondaires pour mieux mentir sur l'essentiel.

M.B. : *A propos de l'Afghanistan, nous avons souvent insisté ici, à Grenade, sur le fait que la révolution d'avril 1978 était plus importante pour nous que les événements de décembre 1979. Les 18 mois qui se sont écoulés entre ces deux dates ont été marqués par d'incessants efforts de déstabilisation, des attaques armées venues du Pakistan et d'ailleurs, tout cela étant partie intégrante des plans de l'impérialisme. Et cela implique des actions de solidarité dans la mesure où le peuple d'Afghanistan a le droit de construire sa propre révolution.*

Cela peut être largement compris par notre peuple dans la mesure où il a l'expérience de ce qui se passe ici. Il sait qu'ici nous pouvons être confrontés à ce type de problèmes.

S.C. : Une dernière question. Qu'aimeriez-vous dire aux travailleurs des Etats-Unis ? A la communauté noire des Etats-Unis ? Quel message voulez-vous que nous leur rapportions ?

M.B. : *Tout d'abord mettre en évidence un point sur lequel l'impérialisme a joué pour diviser et maintenir sa domination : nous n'avons aucun conflit avec le peuple des Etats-Unis. Nous n'avons absolument rien contre le peuple des Etats-Unis en tant que peuple.*

Notre conflit est avec le système impérialiste. Notre querelle, par conséquent, est avec l'establishment des Etats-Unis et ses activités, que ce soit à travers la présidence, le Conseil national de sécurité, le Département d'Etat, la CIA, les puissants lobbies économiques, ou encore les médias à leur service. C'est avec ceux-là que nous sommes en conflit. Nous sommes en conflit notamment, dans la mesure où ces secteurs veulent maintenir par la violence le droit de leurs multinationales à exploiter et à s'accaparer nos ressources. C'est la raison de notre conflit.

Après tout, il vient dans notre pays, chaque année, plus de citoyens des Etats-Unis qu'il n'y a d'habitants — 140000 sont venus en croisière l'année dernière et je n'inclue pas là ceux qui sont restés dans l'île pour des séjours plus longs. Notre conflit n'est pas avec le peuple des Etats-Unis. Cela doit être clair. Et l'impérialisme a tout fait pour rendre les choses confuses à ce niveau.

De même, en ce qui concerne les Noirs et les autres minorités opprimées, nous avons de grandes affinités à cause de notre propre passé et de notre histoire. Il y a un

réel sentiment d'identité culturelle du peuple de Grenade envers les Noirs des Etats-Unis, et il ne fait aucun doute que la réciprocité existe. Dans la mesure où notre propre lutte est internationaliste, nous avons toutes ces dernières années soutenu toutes les causes internationales qui nécessitent la solidarité. Nous considérons qu'il s'agit là d'un devoir internationaliste en ce qui nous concerne.

Depuis le triomphe de la révolution, nous avons continué dans cette voie. Nous avons été le premier pays de l'hémisphère occidental à reconnaître le Front Polisario; le deuxième pays au monde à reconnaître la Junte provisoire du Nicaragua le 23 mai de l'année dernière, plusieurs semaines avant la victoire finale. Nous donnons ouvertement notre appui à l'OLP et à la lutte de Puerto Rico pour son indépendance, pour ne prendre que ces exemples. Voilà notre position.

Nous voyons donc l'importance de la solidarité et des efforts communs entre les forces progressistes à l'échelle internationale. Nous voyons ces luttes comme finalement une seule lutte, indivisible. Aussi considérons nous que tout ce qui se passe à Grenade est important pour tous ceux qui luttent de par le monde. Et, par conséquent, nous sommes disposés à appuyer toutes les luttes de par le monde. Nous pensons que, sur ces bases, les forces progressistes et démocratiques d'Amérique doivent, pour leur part, apporter leur soutien à notre révolution. Nous accordons une grande importance à l'activité, aux potentialités et aux perspectives du mouvement ouvrier des Etats-Unis. D'une part, dans toutes ses mobilisations contre la conscription et les opérations militaires du gouvernement; d'autre part, dans le potentiel qu'il a de porter un coup mortel à l'impérialisme et au capitalisme international, de l'intérieur de la principale puissance impérialiste au monde. Enfin, parce que le mouvement ouvrier aux Etats-Unis peut apporter une solidarité essentielle aux luttes révolutionnaires de par le monde. C'est une chose qu'il a déjà faite et qu'il peut faire à nouveau. Par exemple, se mobiliser et s'organiser pour refuser de charger des navires en partance pour une région ou un pays particulier.

En résumé, notre message fondamental est le suivant : nous luttons contre le système impérialiste. Nous avons le plus grand respect pour le peuple des Etats-Unis. Nous nous sentons une affinité particulière avec les Noirs des Etats-Unis, les autres minorités opprimées, le mouvement ouvrier et les forces progressistes. Nous sommes prêts à développer notre solidarité avec leurs combats et espérons qu'ils seront solidaires des nôtres.

Finalement nous voulons également transmettre le message suivant : venez nous voir ! Il est très important qu'au lieu de lire la propagande qui circule aux Etats-Unis sur Grenade, Cuba et le Nicaragua, vous veniez voir par vous-mêmes notre réalité. Pour comprendre ce qui se passe réellement ici et, à partir de là, être en meilleure position pour juger de la situation de cette région du monde.

Je voudrais dire une dernière chose : sans vouloir m'immiscer dans les problèmes des Noirs des Etats-Unis, je voudrais recommander avec insistance au mouvement noir de développer les liens les plus solides et les plus étroits avec le mouvement ouvrier blanc et avec le mouvement progressiste blanc. Notre sentiment est que pour être en mesure de gagner la bataille aux Etats-Unis mêmes, il est important que toutes les forces progressistes unissent leurs forces pour mener un combat consistant contre le véritable ennemi.

Ne perdez pas de temps à combattre entre vous et à débattre de questions sans importance réelle. C'est, je crois, très important et c'est une des choses que je pensais nécessaire de dire. □

L'évolution des partis communistes thaï et philippin

Nous publions ci-dessous la première partie d'un article sur l'évolution des mouvements communistes en Thaïlande et aux Philippines. Par le rôle qui est le leur dans l'organisation des luttes populaires, ces deux partis portent une responsabilité objective considérable quant à l'avenir des combats de classe dans leurs pays respectifs.

Paul PETITJEAN

LA Thaïlande et les Philippines sont aujourd'hui les deux pays d'Asie du Sud-Est où les luttes de masses anti-impérialistes connaissent le plus grand développement. L'importance de ces combats pour le mouvement ouvrier international et les luttes de libération ne doit pas être ignorée et estompée par l'ouverture de la crise sino-indochinoise, bien au contraire : l'affirmation d'un mouvement de masse révolutionnaire vivace dans l'ASEAN (1) briserait l'étau qui enserme les révolutions indochinoises. Plus généralement, ce sont les possibilités d'une nouvelle extension de la révolution en Asie orientale, prolongeant les victoires remportées en Chine (1949) et en Indochine (1954-1975) qui se jouent là comme en Corée du Sud.

Pourtant, la situation en Thaïlande et aux Philippines reste mal connue et les activités de solidarité ne sont généralement le fait que de petits cercles militants. Mais il faut préparer au mieux l'élargissement du mouvement international de soutien. Les luttes aux Philippines et en Thaïlande sont, en effet, arrivées à une étape charnière de leur histoire. Elles ont commencé à connaître — ou peuvent connaître dans la période à venir — un développement qualitatif. En même temps, elles se trouvent largement isolée sur le plan régional, tributaires des contradictions et tensions nées des conflits sino-indochinois, soumises à la pression des impérialismes nord-américain et japonais, confrontées à des régimes dictatoriaux qui n'hésitent pas à faire donner la police et l'armée.

Les luttes révolutionnaires en Asie du Sud-Est mériteraient de bénéficier de l'appui d'un vaste mou-

vement de solidarité international du fait à la fois des possibilités et des difficultés auxquelles elles sont confrontées. Mais l'élargissement de la solidarité ne peut être, dans les conditions actuelles, que très progressif. Et encore faut-il, pour que cet élargissement se produise, que les problèmes de fond posés aux mouvements révolutionnaires de la région, comme au mouvement de solidarité, soient compris et discutés, car problème il y a, on le verra.

C'est dans cette perspective que cet article est écrit. Il cherche à donner des informations et des éléments d'analyse sur l'évolution présente des mouvements révolutionnaires thaï et philippin, à fonder plus avant la nécessité de renforcer aujourd'hui les activités de solidarité, à ouvrir le débat sur certaines questions politiques clefs pour l'avenir des luttes dans la région et pour le renforcement du soutien.

UNE REGION CLEF

L'importance géo-politique de l'Asie du Sud-Est n'est plus à démontrer. C'est une zone charnière qui contrôle les communications entre l'océan Indien et le Pacifique. C'est une région riche en matières premières, un marché assez ample et le lieu d'implantation d'investissements économiques croissants de la part des USA, du Japon et d'autres puissances impérialistes. C'est, aussi, une région bouleversée par la succession, sans équivalent ailleurs sur une si longue période, des confrontations entre révolution et contre-révolution qui ont dominé l'histoire de l'Asie orientale depuis le début du siècle. C'est, aujourd'hui encore, le lieu d'un très important affrontement de classe régional et international. C'est probablement la région du Tiers-Monde où le rôle du mouvement communiste a été (et reste) le plus considérable, où le nombre de révolutions socialistes

Or, ils se trouvent aujourd'hui confrontés à des problèmes d'orientation nationale et internationale nouveaux et difficiles. Nous voulons engager un indispensable travail d'analyse et de discussion, ainsi qu'aider au développement de la solidarité, avec cet article dont la suite paraîtra dans le prochain numéro d'*Inprecor*.

victorieuses a été le plus grand, où les conséquences du conflit sino-soviétique et des conflits sino-indochinois sont les plus directes.

Depuis la victoire des révolutions indochinoises en 1975, le centre de gravité régional des luttes anti-impérialistes de masse s'est déplacé vers la Thaïlande d'une part et les Philippines de l'autre ; deux pays dont la population approche les 50 millions d'habitants. L'écrasement sanglant du PKI — le Parti communiste indonésien qui fut l'un des plus grands partis communistes du monde (compte non tenu, évidemment, des Etats ouvriers) — en 1965, a eu des conséquences dramatiques et durables. En Indonésie, pays le plus important de la région en termes de population et de richesses économiques, le mouvement communiste, pour autant que l'on puisse le savoir, n'existe, aux mieux, qu'embryonnairement sous forme organisée. Quant aux restes du PKI, ils se trouvent avant tout en exil, divisés entre Moscou et Pékin. Par contrecoup, le *Fretilin* et les masses de l'île de Timor oriental — située aux confins de l'archipel indonésien, au large de l'Australie — se sont retrouvées quand l'armée de Suharto a envahie cette ancienne colonie portugaise. La résistance à l'occupation se poursuit, mais dans des conditions extrêmement difficiles. Il est impossible d'évaluer l'ampleur de l'implantation du Parti communiste malais et la portée des deux scissions qui l'ont frappé au début et au milieu des années soixante-dix, mais le gros de ses forces de guérilla se trouve confiné du côté thaïlandais de la frontière septentrionale du pays et ni en Malaisie, ni à Singapour, des luttes sociales n'ont réussi à s'imposer durablement face à la répression dans la dernière période. Quant à la Birmanie, elle connaît de très importants

(1) « ASEAN » : Sigle anglais de l'Association des nations du Sud-Est asiatique comprenant les régimes thaïlandais, malais, singapourien, indonésien et philippin.

mouvements de résistance nationale, mais en l'absence de luttes de classes étendues, malgré de possibles progrès des forces du Parti communiste dans des zones frontalières.

Par contre, en Thaïlande et aux Philippines, les luttes de classes conquirent un développement sans précédent durant la décennie des années soixante-dix. Ce fut l'explosion de grèves et de mobilisations paysannes et ouvrières en Thaïlande après la chute de la dictature militaire de Thanom-Papass, sous la pression de vastes manifestations étudiantes et populaires quasi insurrectionnelles, puis le renforcement qualitatif et quantitatif des guérillas après le sanglant coup d'Etat d'octobre 1976. Ce fut, aux Philippines, la rapide radicalisation du mouvement étudiant à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, puis la progressive extension de région en région et d'île en île de mobilisations sociales et de foyers de guérilla, parallèlement à une considérable poussée de la résistance armée du peuple moro, les musulmans du sud de l'archipel.

A l'exception des régions musulmanes, en Thaïlande comme aux Philippines, ce sont des partis communistes d'orientation maoïste qui se sont imposés comme les seules organisations révolutionnaires à même d'intervenir à l'échelle nationale. La structure des forces d'extrême gauche dans ces pays est, aujourd'hui, exceptionnelle. Pendant longtemps l'Asie du Sud-Est fut la dernière région du monde où des partis issus directement (ou quasi directement comme le PCT) de la Troisième Internationale n'avaient pas remporté la victoire (comme en Yougoslavie ou en Chine), n'étaient pas devenus réformistes ou n'avaient pas été détruits par la répression, mais continuaient à être engagés dans des combats révolutionnaires. La faillite politique du PKI — qui s'est affirmé réformiste avant d'être écrasé sans pouvoir résister — puis la victoire des révolutions indochinoises ont commencé à modifier cette situation. Mais, l'histoire particulière du mouvement communiste en Asie du Sud-Est et l'influence de la révolution chinoise restent des facteurs indispensables à la compréhension des mouvements de lutte en Thaïlande et aux Philippines.

C'est vrai pour le PC thaïlandais qui garde une certaine continuité avec le mouvement communiste de l'époque de la Seconde Guerre mondiale et avant, mais c'est aussi vrai du PC philippin, bien qu'il soit de constitution récente, dans la mesure où l'ensemble du mouvement révolution-

naire régional a été plus ou moins marqué par l'histoire originale du communisme en Asie du Sud-Est.

DES PARTIS COMMUNISTES A LA CROISEE DES CHEMINS

Les origines des partis communistes thaï et philippin sont différentes. Elles remontent, en ce qui concerne le PCT à 1930; sa date officielle de fondation, après que le Parti communiste du Siam ait été largement détruit par la répression, est 1942. Le Parti communiste des Philippines, lui, n'a été fondé qu'en 1968, en rupture avec l'ancien parti communiste pro-Moscou. Pendant longtemps, le Parti communiste thaïlandais n'a connu qu'une croissance lente, marquée d'importants revers (2). Il s'implantera avant tout, une fois chassé des villes par la répression, dans les zones de minorités ethniques (au Nord) et dans des régions périphériques (au Nord-Est et au Sud). Par contre, le Parti communiste des Philippines se développera rapidement si l'on tient compte de ce que ce n'était qu'une petite poignée de militants qui, il y a moins de douze ans, fondait le nouveau parti avec, autour d'elle, 75 sympathisants. La Nouvelle Armée du peuple (la guérilla du PCP connue sous son sigle anglais *NPA*) verra le jour l'année suivante avec 60 militants et 35 armes de qualité plus que médiocre.

Actuellement, le PCP et la *NPA* seraient chacun fort de quelques milliers de membres (plus de la moitié des membres de la *NPA* étant membres du PCP). 26 «fronts de guérilla» ont été constitués dans 11 régions, hors de Manila-Rizal où se trouve la capitale (3). Surtout, l'influence politique et la participation directe de membres du PCP se fait sentir dans de nombreuses luttes de masse engagées par des paysans et des ouvriers agricoles, des travailleurs industriels et des habitants des zones de bidonvilles, des tribus montagnardes, les étudiants... Bien qu'elle soit

toujours inégale suivant les régions, il est clair que le PCP a acquis une véritable base de masse aux Philippines.

Il en va de même pour le PCT durant les années 1973-1976. Il bénéficiait déjà d'une implantation de masse dans des régions comme le Nord-Est ou le Sud non musulman. La chute de la dictature militaire et trois années consécutives de semi-démocratie et de luttes sociales intenses lui ont permis de gagner une base nouvelle dans un certain nombre d'usines de la région de Bangkok, dans le mouvement étudiant et parmi les paysans de la plaine du Nord. Ces gains ont été partiellement remis en cause par la répression qui a suivi le coup d'Etat du 6 octobre 1976 : nombre de militants ouvriers et étudiants ont fui la capitale pour se réfugier dans les zones de guérilla et les organisations paysannes légales comme la Fédération des fermiers de Thaïlande ont été décimées. Mais parallèlement, l'Armée populaire de libération de la Thaïlande (APLT) a vu ses effectifs gonfler rapidement (ils auraient dépassé alors les 10000) et l'élargissement antérieur social, politique et géographique de la base du PCT n'aurait pas disparu (4).

Le développement de l'influence du PCT et du PCP s'inscrit dans un double contexte : d'une part, le murissement de nouvelles contradictions sociales dans ces pays où les centres urbains se gonflent rapidement (Bangkok compte de 4 à 5 millions d'habitants et Manille de 6 à 8 suivant les estimations), où la jeunesse scolarisée se heurte à la crise des débouchés professionnels, où s'opère une relative industrialisation, où la paysannerie connaît un processus de paupérisation et de différenciation lié notamment à l'extension des rapports marchands à la campagne; et d'autre part, l'entrée en crise du dispositif de domination impérialiste dans toute la région avec la défaite infligée aux armées américaines par les révolutions indochinoises.

Le PCT et le PCP ont réussi à capter l'aile la plus radicale des nouvelles générations révolutionnaires

(2) On trouvera une analyse de l'histoire du PCT dans le livre de Sylvia et Jean Cattori, «L'enjeu thaïlandais», paru aux Editions L'Harmattan en 1979. Il s'agit de l'un des meilleurs ouvrages sur ce pays et l'un des plus actuels. On trouvera la traduction d'un historique du PCT dans l'une des publications («L'Unité militante») dans le «Thaï Information Bulletin» (Paris), numéro 15 de février 1978.

Voir aussi «Thaïlande : Roots of Conflict», ouvrage collectif préparé par Andrew Turton, Jonathan Fast et Malcolm Caldwell, paru chez Spokesman en 1978.

«Inprecor» a publié un article de Paul Petitjean sur le PCT dans son numéro du 10 avril 1977.

(3) Chiffres tirés de la «Déclaration sur le 11e anniversaire de la Nouvelle Armée du peuple», publiée par la Commission militaire du Comité central du PCP (Voir «Ang Bayan», numéro spécial du 29 mars 1980)

(4) Cet élargissement social, politique et géographique de la résistance thaïlandaise s'était soldé par la formation en 1977 du Comité de coordination des forces démocratiques et patriotiques (CCFDP). Voir à ce sujet le dossier publié dans le «Bulletin thaï d'informations» (Paris) numéro 6 de décembre 1977.

qui se sont affirmées lors des luttes des années soixante-dix. Ils ont par là renforcé (en Thaïlande) ou gagné (aux Philippines) une place centrale, largement incontestée, si ce n'est par des courants réformistes, dans l'extrême gauche militante. Mais ils se voient aujourd'hui confrontés à des difficultés importantes à la fois en ce qui concerne la consolidation des acquis de la période précédente et en ce qui concerne les réorientations politiques exigées par l'évolution rapide de la situation nationale et internationale.

C'est en Thaïlande que ces difficultés sont apparues avec le plus d'acuité. De nombreux étudiants qui avaient rejoint la guérilla après le coup d'Etat de 1976 sont revenus à Bangkok. Certains des principaux dirigeants du Parti socialiste et du Front socialiste unifié qui étaient entrés dans la lutte armée en 1976 et qui avaient constitué avec le PCT, en 1977, le Comité de coordination des forces démocratiques et patriotiques, ont quitté à partir de 1979 le front uni et se sont réfugiés au Laos, ou sont, eux aussi, retournés dans la capitale. Un certain nombre de soldats de l'APLT, dont un ancien dirigeant syndicaliste de premier plan, Therd-poom Jaidi, ont quitté de même la jungle pour traverser le Mékong...

Ces scissions et ces départs n'ont pas brisé l'ossature organisationnelle du PCT ni sensiblement réduit son implantation nationale et ce n'est pas la première fois que ce parti connaît de petites ruptures (elles furent même apparemment plus importantes dans le passé, puisqu'elles concernèrent notamment des membres dirigeants de l'appareil, dont un membre du Bureau politique). Par ailleurs, si de nouveaux courants marxistes, opposés à la ligne du PCT, se sont dessinés à l'occasion de cette crise de la résistance, aucune organisation politique concurrente n'a vu le jour (ni à Bangkok, ni au Laos), du moins publiquement, et il est douteux que les bases militantes de telles organisations existent à l'heure actuelle. Mais ~~tout cela ne suffit pas pour juger de~~ l'importance politique réelle de ces derniers développements. Les problèmes de fond, soulevés ces deux dernières années, dans la résistance thaïlandaise dépassent, en effet, de beaucoup par leur portée ce qu'une analyse « quantitative » des scissions laisserait entrevoir.

La plupart des étudiants qui ont quitté les zones de guérilla n'ont pas pour autant rompu politiquement avec le parti. Bien souvent, leurs départs s'expliquent par les difficultés rencontrées par de jeunes citoyens se retrouvant brusquement dans des camps au milieu de la jungle, alors



que rien n'avait été vraiment préparé pour accueillir cet afflux brutal de nouvelles recrues, poussées en masse dans les zones contrôlées par le PCT par peur de la répression. Souvent aussi, les départs ont été accélérés par les frictions nées entre étudiants et cadres locaux des camps de guérilla, d'extraction paysanne. Mais, derrière ces départs, on trouve un certain nombre de questions fondamentales : fonctionnement démocratique et vie politico-idéologique de nombreux camps et de l'appareil du PCT lui-même; intégration à un cadre constitué dans les années cinquante et soixante, de nouvelles générations formées dans les années soixante-dix et dont l'expérience politique (notamment en matière de travail de masse) est très différente de celles des générations précédentes...

Par ailleurs, un certain nombre de ruptures se sont opérées à partir d'une critique politique construite de la ligne développée par le PCT et qui, si elle ne s'accompagne pas nécessairement de l'élaboration d'une ligne alternative positive, touche directement à toute une série de vrais problèmes : analyse de la structure sociale en Thaïlande, équilibre stratégique du travail rural et du travail urbain, capacité à mener un travail de masse, fonctionnement du front uni, nature des rapports noués entre l'appareil du PCT et Pékin, alignement politique de la direction du PCT sur le Parti communiste chinois en ce qui concerne notamment la question indochinoise, bases idéologiques du parti (5)...

Ce sont les conséquences en Thaïlande de l'aggravation brutale de la crise sino-indochinoise, en 1979, qui expliquent que les départs politi-

ques se soient produits à ce moment : la rupture intervenue entre la direction du Parti communiste thaïlandais et les directions vietnamienne et laotienne a été perçue par une frange de militants, déjà critiques, comme le signe d'un alignement irréversible du PCT sur Pékin dont ils condamnaient l'orientation internationale. Mais le débat politique ouvert à cette occasion a porté au moins autant sur la stratégie du mouvement révolutionnaire national que sur les questions régionales. Il révélait l'existence de toute une série de désaccords plus anciens qui continuent à nourrir, au sein même du PCT et parmi les sympathisants de ce parti, une série de discussions plus ou moins informelles : ils sont en effet apparemment assez nombreux, les militants et les sympathisants du PCT qui partagent certaines des critiques avancées contre leur direction par les « scissionnistes » — voire qui partagent l'essentiel de ces critiques — mais qui pensent qu'il n'y a pas d'alternative viable au PCT et que c'est en son sein et avec lui que le débat doit se poursuivre.

Il n'y a pas de crise comparable aux Philippines où le mouvement continue à s'étendre alors que la progression de la résistance thaïlandaise semble, pour le moment, suspendue. Les rapports de l'appareil du PCP à Pékin diffèrent notamment de ceux du PCT, et il est aussi nettement plus jeune. Les Philippines n'ont, par ailleurs, pas de frontières communes avec l'Indochine et le PCP ne subit pas aussi directement que le PCT le

(5) On trouvera dans le « Bulletin thaï d'information », numéro 19, un dossier comprenant un premier exposé assez complet des débats et divergences qui s'étaient faits jour, début 1979, au sein de la résistance thaïlandaise.

contrecoup des conflits sino-indochinois. Néanmoins, sur le plan des orientations politiques, on peut discerner un certain nombre de problèmes communs à ceux qui se sont brutalement manifestés lors de la crise de la résistance thaïlandaise.

LA BUREAUCRATIE CHINOISE, INTERNATIONALISTE ?

L'une des principales contradictions à laquelle les partis communistes thaïlandais et philippin se voient confrontés renvoie à leur politique par rapport au PCC : comment des formations engagées dans des luttes révolutionnaires prolongées dans leurs propres pays, peuvent-elles continuer à défendre la politique internationale de Pékin, à l'heure où la bureaucratie chinoise déploie cyniquement et ouvertement une orientation contre-révolutionnaire dans l'ensemble de la région ?

Il ne s'agit certes pas de défendre ici la politique de la bureaucratie soviétique. Elle porte à son actif la trahison de bien des révolutions. Elle porte de même la responsabilité historique de la rupture sino-soviétique, sanctionnée en 1960 par le sabotage du développement économique chinois, l'isolement international de Pékin pour prix des accords Moscou-Washington passés à Camp David, le transfert progressif d'un tiers de l'armée russe sur les frontières chinoises. Mais il s'agit de souligner la nécessité de soumettre la politique du PCC à la même analyse critique que celle du PC d'URSS.

Pendant longtemps, les militants maoïstes du Sud-Est asiatique ont tenté d'expliquer les contradictions qui pouvaient naître entre leur combat et la diplomatie chinoise en distinguant les «rapports de gouvernement à gouvernement» (domaine de la diplomatie chinoise) des «rapports de parti à parti» (à travers lesquels Pékin était censé continuer de soutenir leur lutte de libération). Mais il est maintenant impossible d'espérer analyser dans ces termes-là l'orientation suivie par la bureaucratie chinoise.

Il peut certes arriver qu'à un moment donné, la politique d'un gouvernement révolutionnaire (forcé à établir des relations diplomatiques et commerciales avec un gouvernement réactionnaire) ne coïncide pas et ne se déploie pas sur le même plan que celle du parti, instrument privilégié d'une orientation internationaliste. Mais la politique du gouvernement et celle du parti ne peuvent pas être contradictoires.

Qui pourrait en effet croire que le parti chinois soutient les luttes révolutionnaires dans des pays comme la Thaïlande et les Philippines au moment même où le gouvernement cherche à s'allier aussi étroitement que possible avec les régimes de l'ASEAN ? Ou que le parti chinois appelle le prolétariat japonais à combattre le réarmement de l'impérialisme nippon au moment où le gouvernement déclare, clair et net, qu'il espère bien que le potentiel militaire de Tokyo sera rapidement renforcé ? Ou que le parti chinois donne son appui à la lutte des peuples du Sud-Est asiatique contre les impérialismes nippo-américains, alors que le gouvernement enjoint les USA de ne pas se retirer du Pacifique ? Sur des questions aussi essentielles, l'orientation fondamentale du parti et du gouvernement ne peut qu'être identique ; et il ne fait pas de doute que cette orientation est contre-révolutionnaire : elle cherche, au nom de la lutte contre «l'ennemi principal» («social-impérialisme») à stabiliser la situation régionale (c'est-à-dire à sauvegarder les régimes néo-coloniaux d'une possible extension de la révolution) tout en isolant et affaiblissant les régimes indochinois (là où justement l'impérialisme vient de se voir infliger l'une de ses plus cuisantes défaites).

Le climat a bien changé parmi les militants révolutionnaires philippins ou thaïlandais. Il y a encore trois ou quatre ans, il était presque impossible de mettre en doute le caractère internationaliste de la politique de Pékin et d'être écouté (sauf par des militants particulièrement ouverts aux réalités internationales). Aujourd'hui, la discussion s'ouvre dans des cercles de plus en plus larges ; mais on vous répond encore qu'il ne faut pas «juger trop vite» des orientations chinoises. Juger trop vite ? Cela fait maintenant plus de 10 ans que l'actuelle politique a commencé à être mise en œuvre et elle a déjà eu le temps de se déployer sur les cinq continents. Son bilan est éloquent !

En Afrique : envois de conseillers militaires auprès du régime honnis de Mobutu au Zaïre ; aide militaire donnée à l'UNITA angolaise conjointement avec le régime de l'apartheid sud-africain... Au Moyen-Orient : soutien spectaculaire accordé par Pékin, à l'occasion de la visite de Hua Guofeng à Téhéran, au shah d'Iran au moment même où les masses de ce pays se mobilisaient dans des manifestations d'une ampleur rarement égalée, malgré la répression, et réclamaient vengeance face au tyran, soutien au shah qui avait signifié aussi l'abandon honteux de l'une des principales guérillas (se réclamant du maoïsme !) de la région, celle du Dho-

far, combattue par l'armée iranienne, gendarme régional de l'ordre néo-colonial... **En Europe :** soutien accordé au renforcement de l'intégration européenne, publicité accordée aux propos anticommunistes des généraux d'extrême droite sous prétexte qu'ils étaient aussi anti-soviétiques, présentation des interventions militaires des impérialismes franco-belges au Zaïre comme un modèle d'alliance entre le «second» et le «troisième» monde... **En Asie :** ignorance voulue du droit à l'auto-détermination nationale du peuple bengali, soutien au régime ceylanais dans sa répression sauvage de la jeunesse rurale du pays et du mouvement JVP en 1971... **En Asie orientale :** coup de poignard dans le dos des révolutions indochinoises au moment du voyage de Nixon à Pékin (puis à Moscou...) maintenu alors qu'Hanoï et Haïphong venaient d'être bombardées comme jamais auparavant... **En Amérique latine :** appui immédiatement accordé à Pinochet au Chili, au moment même où le nouveau régime déclenchait une répression de masse dénoncée dans le monde entier pour sa violence...

La liste est sans fin. On peut dire que l'orientation actuelle de la direction chinoise est l'opposé de celle que Pékin affichait au début des années soixante et qui lui permit de rallier, face à Moscou, les forces vives de nombreux mouvements de libération : la ligne «anti-impérialiste et anti-révisionniste» donnant officiellement priorité au soutien aux luttes de libération, dénonçant la «coexistence pacifique» et la politique de «détente» avec l'impérialisme prônée par la bureaucratie soviétique... La politique chinoise réelle pouvait être différente de l'orientation alors, en apparence, défendue, comme le montrait le soutien sans principe au Pakistan puis l'appui accordé par Mao à l'orientation réformiste d'Aïdit dans le PKI en Indonésie. Mais, après la rupture sino-soviétique, la politique chinoise a aidé des mouvements de libération à échapper au carcan de la «coexistence pacifique» que la bureaucratie soviétique voulait leur imposer. Or, rien n'est jamais venu justifier, si ce n'est les besoins étroits de la diplomatie de la bureaucratie chinoise, ce tournant radical de l'orientation internationale de Pékin. Seule la caractérisation officielle de l'URSS s'est modifiée (sans que ces modifications ne soient jamais sérieusement fondées) : de révisionniste à capitaliste puis social-impérialiste...

Pékin fait aujourd'hui ce qu'il reprochait (avec raison) hier à Moscou de faire : la bureaucratie chinoise brade, à la suite de la bureaucratie soviétique, les luttes révolutionnaires et cherche à nouer

un accord de coexistence pacifique avec l'impérialisme (nord-américain, japonais et européen) contre l'URSS. Qu'est-ce qu'une telle politique a à voir avec la défense des luttes de libération et de la révolution mondiale ?

LE PCT, LE PCP ET «L'ENNEMI PRINCIPAL»

La position contradictoire des partis thaï et philippin s'exprime dans leurs orientations internationales et nationales. La direction du PCT a fait, en 1978, officiellement sienne la théorie des «Trois mondes» prônée par Pékin. Le PCP dénonce le «social-impérialisme» soviétique comme l'une des «deux super-puissances». Mais tous deux continuent à affirmer que, dans leur pays, «l'ennemi principal» reste l'impérialisme nord-américain et les régimes réactionnaires en place.

Le Parti communiste thaï n'a publié, en son nom propre, aucune déclaration officielle d'orientation. Seuls, le Comité de coordination des forces démocratiques et patriotiques et le Parti socialiste l'ont fait. Mais, vu l'influence du PCT dans et sur ces organisations, on peut considérer que ces déclarations reflètent la ligne officielle, à l'heure actuelle, de la direction du parti communiste, ce qui est confirmé par une série d'interviews et de discussions avec des responsables et des militants du PCT.

Dans la réponse à une lettre envoyée au PCT et au CCFDP par le Comité de solidarité français, le Comité de coordination des forces patriotiques et démocratiques déclare que «le mouvement révolutionnaire aujourd'hui considère le gouvernement Kriangsak et l'impérialisme américain comme les ennemis principaux (6)». Quant au PST (du moins la fraction du PST restée fidèle à l'alliance avec le PCT), il note dans sa déclaration publiée à l'issue de son IIIe Congrès, qui s'est tenu le 25 avril 1980, que «sur la scène internationale, les deux super-puissances se sont disputées la domination mondiale, provoquant, en conséquence, désordres et guerres ici et là, dont en Asie du Sud-Est. Malgré sa défaite dans les guerres d'Indochine et le déclin important de son influence, l'impérialisme US domine encore fermement la Thaïlande et cherche à maintenir son influence dans cette région (...)». En conséquence, le PST doit «préserver sa coopération avec

le PCT» afin de «poursuivre résolument la lutte armée en vue de renverser le gouvernement réactionnaire, les pantins de l'impérialisme US (7)».

De même, dans une interview récemment accordée à un journaliste américain, dans les bases historiques de la résistance thaï, les Monts Phuphan, un dirigeant du PCT déclarait que «présentement, nous considérons toujours les impérialismes américains et Kriangsak comme nos ennemis principaux. En conséquence, le rapport selon lequel nous n'avons pas favorisé le renversement de Kriangsak est infondé. Une telle position est impossible dans les conditions actuelles». Quant au nouveau Premier ministre thaï, Prem Tinsulanond, comme Kriangsak avant lui, il «représente les intérêts des impérialistes, du groupe Sakdina (féodal) et des capitalistes compradores. En conséquence, il importe peu que l'un remplace l'autre — la politique ne peut pas changer radicalement» (8).

Le Parti communiste des Philippines va, quant à lui, plus loin dans les déclarations officielles (faites cette fois en son propre nom) puisqu'il ouvre en fait le débat sur «l'ennemi principal» sur le plan international. La déclaration de la Commission militaire du CC du PCT, en date du 29 mars 1980, publiée dans l'organe du PCP, pour le 11e anniversaire de la fondation de la Nouvelle Armée du peuple, déclare, en effet, que : «Ces dernières années, le social-impérialisme soviétique a été derrière des agressions et des occupations ouvertes perpétrées en Afrique et en Asie orientale ou occidentale (...). Mais d'un autre côté, l'impérialisme US est toujours le véritable ennemi immédiat auquel se voient confrontés les peuples dans de nombreuses parties du monde. En Asie, en Amérique latine et en Afrique, les mouvements révolutionnaires se mobilisent pour s'opposer au contrôle, à la domination et aux interférences de l'impérialisme US. L'impérialisme américain tente de revenir sur les grandes défaites qu'il a subies et continue de subir face aux peuples révolutionnaires. Il prend avantage de l'isolement croissant du social-impérialisme soviétique pour interrompre son affaiblissement permanent et pour reconstituer sa puissance antérieure.

Les deux super-puissances — l'impérialisme US et le social-impérialisme soviétique — sont aujourd'hui les ennemis principaux des peuples du monde (...).

Il est correct de la part de partis prolétariens et de mouvements révolutionnaires dans des pays divers de poursuivre leurs buts sur la base des conditions réelles. Pour le peuple phi-

lippin, il est correct de faire progresser vigoureusement et d'accentuer la lutte révolutionnaire contre l'impérialisme US, tout en restant en alerte face aux projets du social-impérialisme soviétique. (9)» Toute la résolution est, par ailleurs, un appel à développer le combat contre le «régime US-Marcos».

On voit que l'analyse de la situation internationale présentée ici diffère profondément de celle défendue à Pékin — qui en appelle à une large alliance internationale avec les régimes réactionnaires néo-coloniaux et l'impérialisme contre l'URSS — même si elle continue à caractériser l'Union soviétique de «social-impérialisme» et à renvoyer dos à dos les deux «super-puissances». Pour la bureaucratie chinoise, «l'ennemi principal» est actuellement (car les choses peuvent changer demain) l'URSS et c'est ainsi qu'elle fonde sa «ligne internationale». Du point de vue de la défense des mouvements de libération et de la révolution mondiale, il ne fait pourtant pas de doute que «l'ennemi principal» reste et de loin l'impérialisme (nord-américain comme japonais et européen); et ce, quelle que soit l'analyse que l'on fait de la société soviétique et de la politique de sa bureaucratie dirigeante. Il suffit de prendre une carte du monde et de noter où l'URSS serait — en tenant compte des «conditions réelles» — l'ennemi principal pour s'en convaincre !

Il ne s'agit pas là que de textes. Le PCP et la NPA sont engagés dans une lutte multiforme contre le régime Marcos et la présence des bases américaines dans le pays. Pour eux, le mouvement de guérilla peut entrer, dans la période immédiatement à venir, dans «l'étape avancée de la défense stratégique (10)», c'est-à-dire la dernière étape avant que les forces ne s'équilibrent entre la guérilla et le pouvoir. Ils cherchent à préparer, aussi bien en ce qui concerne l'approfondissement des mouvements de masse que le renforcement des capacités militaires du parti, un saut qualitatif en avant des luttes révolutionnaires.

On reviendra sur les contradictions et la gravité de la ligne du PCT par rapport à la question indochinoi-

(6) «Bulletin thaï d'information», numéro 20 et 21, p. 28.

(7) «TIC News» (Suède) du 31 mai 1980.

(8) «TIC News» du 15 juillet 1980. Interview accordée à Peter Kistemaker par Kem Kongdul, membre du Comité régional du PCT.

(9) «Ang Bayan» du 29 mars 1980, pp. 9 et 10.

(10) Idem p. 10.

se. Mais la aussi, on espère entrer dans la « phase avancée de la défense stratégique ». Quant au gouvernement thaï, il poursuit sa politique répressive et cherche à profiter de la crise qui s'est ouverte au sein de la résistance pour lui porter des coups significatifs. Selon un mémorandum préparé par le nouveau Premier ministre, le général Prem, connu pour sa politique de contre-insurrection mise en œuvre dans le nord-est du pays, la tâche principale qui incombe au gouverne-

ment est de défaire le PCT (11). D'importants combats militaires se produisent toujours, comme dans le sud où les forces du PCT ont pris en juin une base militaire tuant 21 soldats et rangers, saisissant de nombreuses armes, opérant avec une force évaluée à plus de 100 guérilleros (12). En juin toujours, le gouvernement a déclenché une violente offensive dans les Monts Phuphan, employant l'artillerie lourde et l'aviation (13).

Là encore, le PCP souligne le « besoin pour le peuple iranien d'avoir un parti marxiste-léniniste en vue d'obtenir une victoire complète ». Il analyse la direction Khomeiny comme liée au capital national et à la propriété foncière et dresse un bilan très critique de son régime. « Seule la classe ouvrière peut diriger la révolution », affirme l'article. « Elle a prouvé sa position révolutionnaire sans compromis en se mettant à la tête des luttes du peuple contre le shah et contre l'impérialisme », malgré le rôle négatif joué par le parti Tudeh (pro-soviétique) (17).

LES POSITIONS INTERNATIONALES DU PC PHILIPPIN

L'analyse des positions internationales du PCP confirme la volonté de ce parti de maintenir une orientation solidaire des grandes luttes anti-impérialistes d'aujourd'hui. Mais elle montre aussi la confusion et le caractère très dangereux d'une série de prises de positions introduites par l'analyse maoïste du retour au capitalisme en URSS et du « social-impérialisme ». Elle montre enfin comment, dans un certain nombre de cas, le PCP manque à ses devoirs internationalistes pour ne pas avoir à dénoncer publiquement la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie chinoise alors qu'il n'hésite jamais à dénoncer celle de la bureaucratie soviétique (14).

Le PCP a salué la « victoire de la révolution nicaraguayenne » qui, succédant au renversement du shah d'Iran, représente « un grand pas en avant dans le combat mondial contre l'impérialisme » et qui devrait avoir des répercussions particulièrement importantes en Amérique latine. Il salue le courage du FSNL mais souligne la nécessité de construire « un

parti marxiste-léniniste ». Analysant la présence (en août 1979) de trois ailes au sein du FSLN, dont une aile bourgeoise-libérale, il note qu'un « programme clairement socialiste doit encore s'affirmer » et qu'il importe de tout faire pour que les « sacrifices du peuple » ne soient pas finalement détournés au profit d'une « voie réformiste » (15).

Mais c'est à propos de l'Iran que les positions les plus clairement contradictoires à la politique de la direction chinoise sont affirmées avec force. Après avoir en son temps salué la chute du shah, le PCP renouvelle, en novembre 1979, son soutien à la « lutte poursuivie par le peuple iranien contre l'impérialisme américain » avec l'affaire des otages. « L'action de masse engagée par le peuple iranien fait partie de leur lutte continue contre l'impérialisme US en vue d'achever leur libération nationale. » C'est une lutte juste et « tout coup porté à l'impérialisme, le social-impérialisme et toutes les forces réactionnaires locales ou internationales est une bonne chose » (16).

Le PCP s'élève, en défense de l'Iran, contre l'usage que fait Washington des bases US aux Philippines pour assurer le déploiement de ses forces aéro-navales dans l'océan Indien et cingler au large des côtes iraniennes (18). Il dénonce la façon dont l'impérialisme nord-américain tend à entraîner « le peuple philippin dans (ses) préparatifs de guerre » (19).

Par ailleurs, l'analyse qui est faite du rôle de la direction cubaine, dans un numéro de *BMP* (organe du Front plus que du PCP, du moins officiellement) est intéressante à plus d'un titre. L'article critique violemment l'intervention cubaine sur ce continent, mais en cherchant à le faire d'un point de vue anti-impérialiste. Il dénonce tout d'abord l'abandon de la lutte du peuple érythréen : Cuba « aida un temps à l'entraînement des guérillas érythréennes, mais les abandonna quand l'URSS les avisa de devenir leurs meurtriers via les tanks éthiopiens ». Pourtant, « la révolution mondiale doit être le seul critère et le peuple lui-même le seul pape. Car le principe le plus fondamental dans toutes les luttes de libération nationale est le droit à tout groupe national et ethnique à l'autodétermination ; ce qui veut dire essentiellement le droit à la sécession. »

L'INFORMATION SUR LA THAILANDE

La principale source d'information sur l'orientation du Parti communiste thaïlandais était ses émissions radio que traduisait et retranscrivait la BBC britannique dans son bulletin *Summary of World Broadcast*. Depuis la fermeture de la « Radio du peuple thaïlandais », il n'y a plus de sources régulières d'informations. Le Comité de coordination des forces patriotiques et démocratiques reprend actuellement la publication de bulletins d'information, mais ceux-ci restent difficiles à se procurer.

Le mieux est de se reporter aux publications des comités de solidarité qui sont parfois fort riches. En

France, deux bulletins sont publiés, l'un en anglais par l'Union des démocrates thaï (*Thai Information Bulletin*) et l'autre en français (*Bulletin thaï d'information*). Le contenu de ces deux bulletins (fait en collaboration) n'est pas identique. Pour tout renseignements, écrire à l'adresse suivantes :

Comité de solidarité avec le peuple thaï (c/o Luc THIBEAUT)
9 rue du Dauphiné
93600 Aulnay sous Bois

(11) Cité par le « Pacific Institute » (New York) dans son document de juillet 1980, p.2.

(12) « Bangkok Post » du 21 juin 1980.

(13) « Bangkok Post » du 23 juin 1980.

(14) Il importe de noter que je n'ai pas pu consulter l'ensemble de la presse clandestine du PCP et des articles ou prises de positions importants ont pu, en conséquence, m'échapper.

(15) « Ang Bayan » du 15 août 1979.

(16) « Ang Bayan » du 30 novembre 1979.

(17) « Ang Bayan » du 15 décembre 1978.

(18) « Ang Bayan » du 29 février 1980.

(19) « Ang Bayan » du 30 novembre 1979.



Les commandes peuvent être passées à l'adresse suivante :

INPRECOR
Boite postale 57
93101 MONTREUIL CEDEX
(France)

avec la mention «Indochine» et un chèque de 15 F.

L'article s'attache aussi à réfuter l'argument selon lequel les Erythréens ne mériteraient pas le soutien des forces communistes à cause de la nature de leur direction ou du fait de possibles infiltrations d'agents de la CIA dans leurs rangs : de tels arguments ne valent pas, «dans la mesure où (cette lutte) bénéficie effectivement d'une véritable base de masse et qu'elle reçoit un soutien massif de la part de la population». C'est d'ailleurs le point de vue à partir duquel le PCP reconnaît la justesse du combat mené dans le sud des Philippines par le MNLF (Moro National Liberation Front - Front de libération nationale moro), soutenu par la population musulmane. En effet, «un soulèvement de masse d'une ampleur majeure comme celle du MNLF, du Polisario ou du Fretilin ne peut être créé artificiellement grâce à de simples intrigues montées par une poignée de conspirateurs» (20).

Cette discussion est importante. Il est vrai que la reconnaissance du droit à l'auto-détermination ne peut être simplement oublié quand le combat pour la libération est le fait d'une population entière et il faut discuter de ce point de vue aussi l'aide apportée par l'URSS et Cuba au régime éthiopien, quand les armées d'Addis-Abeba tentent de noyer dans le sang le soulèvement érythréen. Mais notons tout de suite que le PCP oublie lui-même ses propres principes quand il se refuse à reconnaître le même droit à l'auto-détermination au peuple bengali, sous prétexte probablement que la bourgeoisie indienne allait profiter de l'éclatement de l'ancien Pakistan. Pourtant, là aussi, il s'agissait d'un véritable soulève-

ment de masse, et là aussi, des armées étrangères à la population locale (les armées d'Islamabad) tentaient d'interdire par la terreur la sécession du Pakistan oriental. Mais il est vrai que, cette fois-là, Pékin défendait la dictature pakistanaise avec laquelle la direction chinoise avait noué des relations privilégiées.

De plus, l'article cité dénonce dans les mêmes termes le rôle des Cubains en Angola alors que ces derniers ne sont intervenus qu'à la demande du MPLA après que l'UNITA ait commencé à s'appuyer sur les USA et l'Afrique du Sud, incapable d'étendre sa propre base de masse en Angola pour faire face à la progression victorieuse du MPLA, et ait ainsi perdu, avec le FNLA, toute représentativité dans la lutte de libération nationale de cette ancienne colonie portugaise. L'UNITA et le FNLA étaient, dans ce cas, bel et bien devenus la dernière carte de l'impérialisme pour enrayer un processus révolutionnaire. Et que pense donc le PCP de l'aide militaire accordée aujourd'hui par la bureaucratie chinoise à l'UNITA, aide conjointement distribuée avec celle du régime sud-africain ? Et du rôle des conseillers militaires chinois dans la consolidation du régime sanglant de Mobutu au Zaïre ? Il ne semble pas l'avoir fait savoir.

Les silences de cet ordre rendent difficile la menée d'une véritable discussion sur le rôle des divers régimes

(20) «BMP» du 19 août 1978, pp. 11-12.

(21) Idem, p. 11.

qui se réclament du socialisme dans le monde d'aujourd'hui. L'article de BMP sur les Cubains en Afrique reste prudent sur le jugement d'ensemble : «La première déviation d'un véritable internationalisme prolétarien est le caractère instable et inconsistant de la ligne anti-impérialiste de l'URSS et de Cuba en Afrique. Chaque année, de nouvelles luttes de libération nationale ou des révoltes contre le pouvoir blanc éclatent avec une vigueur extraordinaire. Mais Cuba et l'URSS ont été sélectifs; soutenant certaines d'entre elles, en soumettant d'autres à un chantage sans vergogne, ou pire, en fermant les yeux. (21)» Mais pourquoi, si le PCP veut ouvrir ce débat-là, faire silence sur l'abandon par Pékin des guérillas du Dhofar ? Et pourquoi, dans les articles cités plus haut, ne pas reconnaître le rôle de la direction cubaine dans l'aide à la révolution nicaraguayenne ?

La principale leçon que des organisations révolutionnaires peuvent tirer de l'analyse des luttes de libération de ces dernières années, en matière de solidarité, c'est qu'une position véritablement internationaliste

L'INFORMATION SUR LES PHILIPPINES

Le Parti communiste des Philippines et le Front national démocratique publient une série de bulletins clandestins en langue anglaise. Malheureusement, il n'est pas toujours facile de se les procurer et il n'a pas été possible, pour la rédaction du présent article, de les consulter tous. Il s'agit de :

- Ang Bayan (Le Pays), organe du Comité central du PCP,
- Libération de la Commission préparatoire du Front national démocratique,
- BMP, Free Philippines News Service.

Pour ce qui est de l'information concernant plus spécifiquement la répression poursuivie par le régime Marcos et les luttes sociales ou démocratiques, on peut se reporter aux publications diffusées par le Resource Center for Philippine Concerns (à l'adresse suivante : RCPC : P.O. Box 2784, Kowloon Central Post Office, Hong Kong) :

- Solidaridad II qui paraît tous les deux mois,
- Political Detainees Update.

Des comités de solidarité existent qui publient des bulletins d'information.

En France :
Comité Solidarité Philippines
68 rue de Babylone
75007 Paris

ne peut s'élaborer qu'en toute indépendance par rapport à l'orientation définie à Pékin comme à Moscou. Il fallait apporter notre soutien aux révolutions indochinoises (longtemps aidées par Pékin et par Moscou), aux mobilisations du peuple iranien (ignorées par Pékin et par Moscou), à la révolution nicaraguayenne (aidée par Cuba), aux mouvements de libération des anciennes colonies portugaises en Afrique (soutenues finalement par Moscou, aujourd'hui combattues par Pékin), aux guérillas du

Dhofar (lâchement abandonnées par Pékin) et d'Erythrée (abandonnées par Moscou)...

C'est du point de vue des intérêts de la révolution mondiale que le soutien doit être accordé aux luttes révolutionnaires et aux mouvements de libération. L'expérience a montré que telle n'était ni la préoccupation de la bureaucratie chinoise, ni celle de la bureaucratie soviétique, bien au contraire. C'est donc en toute indépendance politique et idéologique

que les organisations révolutionnaires doivent déterminer leurs positions. Mais cette indépendance politique et idéologique ne peut s'éprouver qu'au travers d'un débat ouvert et franc sur la politique poursuivie par Pékin, Moscou et les autres capitales des Etats ouvriers. La position du PC philippin et surtout celle du PC thaïlandais sur l'Indochine montrent l'importance et l'urgence de ce débat. □

(à suivre)

(Outre les positions des partis communistes Philippin et thaïlandais sur la question indochinoise, la suite de cet article, à paraître dans le prochain numéro d'*Inprecor*, traitera de l'évolution de la stratégie nationale de ces deux partis : équilibre des luttes rurales et ur-

baines, travail politique et militaire et difficultés qui ont surgi dans la formation des «fronts unis»... Il reviendra sur le cadre idéologique dans lequel ils se sont constitués et sur les tâches internationalistes dans la période actuelle.)

Chine

Un Appel pour la libération de Liu Qing

NOUS publions ci-dessous un appel lancé par les comités de rédaction de 11 revues «non officielles» chinoises*. Cet appel est lancé en faveur de la libération immédiate de Liu Qing qui fut l'animateur de l'une des principales revue dissidente — *Forum du 5 avril* — et qui a été arrêté et maintenu en détention, sans inculpation officielle, pour avoir diffusé les minutes du procès d'un autre contestataire connu, Wei Jingsheng.

Il n'est pas besoin d'insister sur l'importance d'un tel appel collectif à la solidarité. Il exprime la volonté des militants du mouvement démocratique de faire front

ensemble aux pressions, aux manœuvres de division et à la répression brutale du pouvoir, après la condamnation à 15 ans de prison de Wei Jingsheng et à 2 ans de Fu Yuehua.

Il importe que cet appel soit connu hors de Chine et que le mouvement ouvrier international manifeste sa solidarité avec les militants injustement emprisonnés par la bureaucratie chinoise. La IVE Internationale, pour sa part, s'associe à la campagne pour obtenir la libération immédiate de Liu Qing ainsi que celles de Wei Jingsheng, Fu Yuehua et de tous leurs camarades.

(Appel public lancé par 11 revues chinoises non officielles)

Au Comité permanent du Congrès national du peuple,
Au Comité central du Parti communiste de Chine,
A la Commission des lois du Comité permanent du Congrès national du peuple,
Au Premier procureur national du peuple,

Tous ensemble, par cette lettre, nous lançons un appel pressant et protestons au sujet de la détention du camarade Liu Qing, animateur de la revue *Forum du 5 avril*, aujourd'hui disparue :

* Certaines de ces publications ont dû suspendre leur publication du fait des pressions qu'elles ont subies, telles «Chun Chong» («L'épanouissement printanier») et «Min Sheng» («La voix du peuple») de Changsha. On notera, par ailleurs, l'absence de revues pékinoises, les premières touchées par la répression.

Dans l'après-midi du 11 novembre 1979, alors que le comité de rédaction de la revue de Pékin, *Forum du 5 avril*, vendait devant le Mur de la démocratie, à Pékin, un texte reproduisant les débats enregistrés pendant la session du matin du procès public de Wei Jingsheng, les forces de sécurité de la municipalité de Pékin arrêtaient les personnes présentes. Plus tard dans l'après-midi, le camarade Liu Qing, animateur du *Forum du 5 avril*, se rendit au Service d'information de la sécurité publique de la municipalité de Pékin pour protester contre ces arrestations. Cette tentative ne donna aucun résultat et le camarade Liu Qing fut, lui aussi, détenu par ce service qui répondit à sa famille qu'il s'agissait d'une «détention administrative». Pourtant le camarade Liu Qing ne fut pas relâché après la période de détention légale. Aujourd'hui, cela fait six mois que le camarade Liu Qing est détenu.

Les camarades, attachés au mouvement démocratique et aux larges masses du pays, se sentent profondément concernés par la détention injustifiée du camarade Liu Qing.

Nous considérons que l'action du camarade Liu Qing, c'est-à-dire la vente du texte des débats enregistré au cours du procès public de Wei Jingsheng, au nom de sa revue, ne dépassait pas les limites légales fixées par le Ve Congrès national du peuple. Le procès de Wei Jingsheng avait été défini comme une audition publique devant le tribunal. Cette définition signifie que l'ensemble de la procédure, y compris les débats, l'accusation, la défense, l'appel et le jugement, doit se dérouler publiquement et que chaque citoyen a le droit et le devoir d'assister aux sessions et de connaître tous les éléments du dossier, tout comme l'agence de presse *Xinhua* a le droit et le devoir de faire une information publique sur le procès. Le texte établi à partir de l'enregistrement se limitait strictement aux débats qui eurent lieu pendant le procès. Donc, ce texte de l'enregistrement et la vente de ce texte par le camarade Liu Qing étaient tout à fait légaux. Pourtant, c'est pour cette raison que le camarade Liu Qing fut arrêté et reste détenu depuis lors, c'est-à-dire pour une période allant bien au-delà de ce que les autorités ont défini comme une «détention administrative» (la loi précise que, «dans le cas d'une infraction sérieuse, elle ne doit pas dépasser 15 jours»). Nous sommes donc obligés de considérer que la détention du camarade Liu Qing par les Services de sécurité de la

municipalité de Pékin est un acte illégal. Un tel acte qui viole la démocratie socialiste et la loi représente une atteinte sévère à la confiance qu'ont les larges masses dans l'avancée du pays vers une véritable démocratie socialiste et un système législatif juste; cet acte sème le doute le plus grave sur la signification du discours du président Ye Jianying sur la démocratie socialiste et le système législatif, prononcé à l'occasion de la 30e Fête

A LIRE DANS DE PRECEDENTS NUMEROS D'INPRECOR

— Une analyse d'ensemble du mouvement démocratique en Chine dans un article de Josef Krasny (numéro du 6 mars 1980).

— Un document relatant les circonstances de l'arrestation de la militante Fu Yuehua (numéro du 6 décembre 1979) et un appel pour sa libération (numéro du 6 mars 1980).

— Un appel pour la libération de Wei Jingsheng (numéro du 6 décembre 1979).

— Des interviews et articles écrits par des militants du mouvement démocratique : Wang Xizhe (numéro du 20 novembre 1979), Yi Ming (numéro du 7 février 1980).

te nationale; de plus, cet acte est en contradiction avec la «Résolution sur l'application du droit pénal», adoptée par la 14e session du Comité permanent du Ve Congrès national du peuple qui a eu lieu le 16 avril dernier.

La Chine est un pays socialiste, à l'heure actuelle son principal objectif est de renforcer, avec détermination,

la démocratie socialiste et sa législation; en conséquence, les services gouvernementaux, à tous les niveaux, en particulier dans l'institution judiciaire, doivent s'attacher, avant tout, à respecter et à défendre les lois. C'est là la principale garantie pour que l'orientation du gouvernement et du Parti soit appliquée dans tout le pays; c'est aussi le moyen par lequel la direction du Parti obtiendra l'adhésion et le soutien du peuple. D'un côté, le peuple se réjouit de voir que le Parti et le gouvernement ont pris des décisions politiques importantes en éliminant le venin de la dictature fasciste de la «Bande des quatre» et en renforçant la démocratie socialiste et la législation, ouvrant ainsi la voie aux «Quatre modernisations». De l'autre, le peuple voit que, dans certains secteurs, certains services et certaines institutions, se produisent encore des incidents qui traduisent une volonté d'obstruction face à l'application des orientations politiques du Parti et des violations brutales de la démocratie socialiste et des lois; en conséquence, le peuple ne peut que douter des orientations du Parti. Ces actes de violation brutale des lois sont justement du type de ceux de la «Bande des quatre» qui sapent gravement la mise en œuvre des «Quatre modernisations», la stabilité politique et l'unité. Nous espérons que le Parti et le gouvernement vont rapidement demander aux services concernés de corriger ces erreurs.

Nous lançons un appel pressant aux Services de sécurité de la municipalité de Pékin pour qu'ils libèrent immédiatement le camarade Liu Qing.

Nous en appelons aussi au peuple de tout le pays : Luttez dans l'unité pour renforcer la démocratie socialiste et les lois de notre pays ! Luttez dans l'unité pour la défense des droits sacrés des citoyens de notre pays et l'intégrité de la Constitution ! □

Les comités de rédaction de :

- *Si Wu Lun Tan (Forum du 5 avril)* de Pékin, aujourd'hui disparue,
- *Hai Lang Hua (Vagues de la mer)* de Qingdao,
- *Zhong Sheng (Le son de la cloche)* de Wuhan,
- *Si Wu (5 avril)*, magazine de Hangzhou,
- *Li Xiang Tong Xin (La revue des idéaux)* de Changsha,
- *Gong He Bao (Le journal républicain)* de Changsha,
- *Min Sheng (La voix du peuple)* de Changsha,
- *Chun Chong (L'épanouissement printanier)* de Changsha,
- *Shu Sheng (La voix du petit peuple)* de Shaoguan, Guangdong,
- *Ren Min Zhi Lu (La voie du peuple)* de Guangzhou,
- *Lang Hua (Vagues)* de Guangzhou.

(Traduit en français à partir de la traduction anglaise parue dans le numéro de juillet-août 1980 de *October Review*, Hong Kong).